

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:  
Hôtel de Ville  
BP 2205  
06606 ANTIBES CEDEX

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS DU BUREAU  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 06 novembre 2017**

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	21	4

N° de la séance : 11

Objet de la délibération : Environnement  
Energie - Stratégies locales de  
développement pour la préservation et la  
mise en valeur du foncier agricole et  
naturel - Appel à projet FEADER -  
Demande de subvention

- ☒ Original  
☐ Expédition certifiée conforme à  
l'original  
Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2017.190

Date de la convocation :

**Le 30/10/2017**

**Certifié exécutoire compte tenu**

de l'affichage  
en date du **17 NOV. 2017**

de la réception s/Préfecture  
en date du **14 NOV. 2017**

Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

L'an deux mil dix-sept et le 06 novembre à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Marc DAUNIS, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Roger CRESP, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, René TRASTOUR, Joseph VALETTE

**ABSENTS :**

Lionnel LUCA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Marguerite BLAZY

**Monsieur LEONETTI,**

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis a confirmé, dès sa création, son engagement dans le soutien d'une agriculture de proximité en inscrivant des mesures en faveur des activités agricoles et pastorales dans ses différents documents stratégiques communautaires : le projet d'agglomération, la Charte de l'environnement et du développement durable et le **Schéma de Cohérence Territoriale** approuvé en 2008 et actuellement en révision.

Elle reconnaît l'activité agricole de son territoire comme un enjeu majeur d'un point de vue économique, environnemental et sociétal reconnaissant son rôle à de multiples niveaux :

- le maintien de filières de production caractéristiques, de savoir-faire et de pratiques identitaires,
- le maintien d'une qualité de vie, d'une gestion des paysages et de la biodiversité,
- la prévention des risques naturels (inondation, incendie, érosion des sols).

C'est donc en 2012 que la CASA élabore sa **politique agricole communautaire**, en concertation avec les 24 communes membres et tous les partenaires agricoles du département. Celle-ci s'inscrit autour de 3 axes :

- Axe 1 : Préserver le foncier agricole du territoire,
- Axe 2 : Développer le potentiel économique des exploitations agricoles de la CASA,
- Axe 3 : Développer et promouvoir une agriculture durable.

A ce titre, une stratégie foncière agricole ambitieuse se met en place depuis 2012 avec la création des outils suivants :

- Une étude des zones à enjeux agricoles ayant pour but d'être un support dans l'élaboration des documents d'urbanisme et du SCOT en cours de révision,
- Une veille foncière active complétée d'une animation foncière avec les propriétaires ainsi qu'une Convention d'Intervention Foncière SAFER sur les 24 communes,
- Des fonds de concours CASA pour l'acquisition de foncier qui ont permis d'acheter plus de 90 ha agricoles soit près de 200 000 € d'aides aux communes.

La CASA s'engage également dans d'autres programmes règlementaires ou volontaires où le volet agricole tient une place majeure :

- En 2013, le **Plan Climat Energie Territorial Ouest 06** détermine des actions concrètes relatives à la lutte contre le changement climatique,
- En 2015, le **Programme de Développement Durable** (type Agenda 21) est lancé afin de définir une stratégie de développement durable pour l'ensemble du territoire. Cette démarche volontaire basée sur la concertation, permet de poursuivre et d'amplifier la politique de développement durable dans les différentes actions menées sur la CASA,
- En 2016, le **Plan de Paysage** détermine un programme d'actions autour de 5 axes : intensifier la vie locale (aménagement et habitat), valoriser l'économie (les activités), réinventer et pérenniser les paysages agricoles, gérer les espaces naturels et culturels et apaiser les modes de vie.

Aussi, il est indispensable de pouvoir poursuivre ces politiques sur un plan plus opérationnel. Dans ce cadre, la CASA accompagne et suit les documents d'urbanisme en lien étroit avec ses communes :

- 7 communes sous Règlement National d'Urbanisme (RNU) dont 4 pour lequel le PLU est en cours d'élaboration,
- 7 communes sous carte communale dont 3 ont lancé leur révision et 1 a lancé l'élaboration de son PLU (Coursegoules),
- et enfin 10 communes sous PLU dont 6 ont lancé leur révision.

Par conséquent, afin de consolider sa politique agricole, maintenir et préserver l'agriculture du territoire, la CASA souhaiterait se positionner en tant que chef de file pour répondre à un appel à projet européen FEADER : stratégies locales de développement pour la préservation et la mise en valeur du foncier agricole et naturel (Mesure 16-7.1).

Il a plusieurs objectifs :

- préserver le foncier agricole et naturel,
- valoriser la gestion des espaces agricoles et naturels,
- améliorer l'organisation et la structuration foncière de ces espaces.

Cet appel à projet constitue donc une réelle opportunité pour les communes de bénéficier d'études et d'expertises pour pérenniser la vocation agricole de secteurs pré-identifiés dans leurs documents d'urbanisme afin de réorienter les stratégies agricoles communales et de passer à une phase plus opérationnelle avec une animation foncière renforcée et une remise en état des friches permettant l'installation d'agriculteurs.



A ce titre, la CASA va se positionner sur 4 domaines d'intervention :

1. Etudes d'opportunité pour la mise en place de Zones Agricoles Protégées (Châteauneuf et Villeneuve-Loubet)
2. Etudes de potentiel agricole dans le cadre de l'élaboration de PLU (Bar/Loup, Tourrettes-sur-Loup, Le Rouret, Gréolières)
3. Animation foncière en vue de mobiliser et reconquérir des friches (Tourrettes-sur-Loup, Bar-sur-Loup, Châteauneuf, Gourdon, Le Rouret, Cipières, Caussols et Gréolières)
4. Remise en état de friches (Tourrettes-sur-Loup, Bar-sur-Loup, Colle-sur-Loup, Châteauneuf, Gréolières, Le Rouret, Opio, Valbonne, Vallauris, Coursegoules)

Au total, 14 communes de la CASA sont impliquées dans l'AAP FEADER et sont donc identifiées comme partenaires dans cet AAP FEADER.

Pour cela, un groupe projet doit être constitué avec les partenaires bénéficiaires identifiés : la Chambre d'agriculture des Alpes-Maritimes et la SAFER. D'autres partenaires seront associés tels que le PNR des Préalpes d'Azur, la DDTM, le Département, la Région, Terre de Liens, le SYMISA, autres organismes agricoles, etc...

Il s'agit d'un travail de coopération avec 14 communes de la CASA volontaires et engagées dans l'élaboration de documents d'urbanisme dans lesquels elles affirment une volonté forte de développer, préserver et maintenir l'activité agricole sur leur territoire.

Une convention de partenariat est établie avec les partenaires bénéficiaires et la CASA est chef de file de l'opération.

A ce titre, une demande de subvention FEADER 16-7.1 sera sollicitée auprès des services instructeurs de la Région.

Le montant total de l'opération s'élève à 1 730 005.63 € TTC, ventilé de la manière suivante :

- 59 845.63 € TTC pour les études et animations financées à hauteur de 100 % (dont 80 % FEADER, 20 % Région), qui se déclinent de la manière suivante :
  - 41 891.73 € pour les études,
  - 17 953.90 € pour le temps agent dédié à l'animation.

La partie à la charge de la CASA concerne uniquement le volet Etudes et animation.

- 1 010 160 € TTC pour la remise en état de friches financée à hauteur de 80 % (dont 80 % FEADER, 20 % Région). Les 20 % restants constituent une part autofinancée par les communes identifiées,
- 660 000 € TTC pour les investissements matériels financés à hauteur de 40 % (dont 80 % FEADER, 20 % Région). Les 60 % restants constituent une part autofinancée par les communes identifiées.

Le montant total éligible du projet s'élève à 1 131 973.63 € TTC, avec les aides suivantes :

- FEADER : 905 578.90 € TTC
- REGION : 226 394.73 € TTC

Les 14 communes partenaires devront être signataires de la convention de partenariat. Les 10 communes bénéficiaires de subventions pour la remise en état de friches seront maîtres d'ouvrage pour la réalisation des travaux de remise en état qui devront avoir lieu dans un délai de 5 ans à partir du démarrage de l'opération soit du 1<sup>er</sup> octobre 2017 (date dépôt du dossier) jusqu'au 10 octobre 2022. Le délai pour l'aide au fonctionnement (études + animation) est de 2 ans.

L'enveloppe globale dédiée au projet pourra être réajustée et faire l'objet d'une nouvelle répartition entre les différents projets communaux.

La demande de subvention est accompagnée d'un dossier technique et de son plan de financement présentant l'opération dans son intégralité: le contexte et la problématique, les connaissances disponibles sur le sujet, les objectifs du projet, les résultats attendus, le partenariat, le plan d'actions et le budget prévisionnel du projet (cf. modèle de dossier en annexe).

La décision attributive des différents projets retenus en Région PACA pour l'AAP FEADER mesure 16-7.1 sera connue en mars 2018.

En conséquence, il est proposé au Bureau Communautaire :

- de solliciter auprès du FEADER et du Conseil Régional une subvention au taux le plus élevé possible, dans le cadre de l'appel à projets « Stratégies locales de préservation du foncier agricole et naturel » ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer le formulaire de demande de subvention FEADER 16.7-1 et la convention de partenariat, dont les projets sont joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à diligenter les procédures administratives nécessaires et à signer tous les actes inhérents à l'exécution de la présente délibération.

**LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- de solliciter auprès du FEADER et du Conseil Régional une subvention au taux le plus élevé possible, dans le cadre de l'appel à projets « Stratégies locales de préservation du foncier agricole et naturel » ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer le formulaire de demande de subvention FEADER 16.7-1 et la convention de partenariat, dont les projets sont joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à diligenter les procédures administratives nécessaires et à signer tous les actes inhérents à l'exécution de la présente délibération.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 06 novembre 2017  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,

  
Jean LEONETTI

## ANNEXE 1 DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT

### Présentation technique de l'opération partenariale

AAP FEADER 16-7.1

Stratégies locales de développement pour la préservation et la valorisation du foncier agricole et naturel

**PRESERVATION ET VALORISATION  
DU FONCIER AGRICOLE ET NATUREL  
SUR LE TERRITOIRE  
DE LA  
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Dossier technique et financier

#### **Contacts :**

##### **Direction Aménagement Environnement**

Valentine VINCENTELLI – Chargée de mission Espaces Naturels et Agriculture

04.89.87.72.28 – [v.vincentelli@agglo-casa.fr](mailto:v.vincentelli@agglo-casa.fr)

Céline CHARRIER – Responsable Service Environnement - [c.charrier@agglo-casa.fr](mailto:c.charrier@agglo-casa.fr)

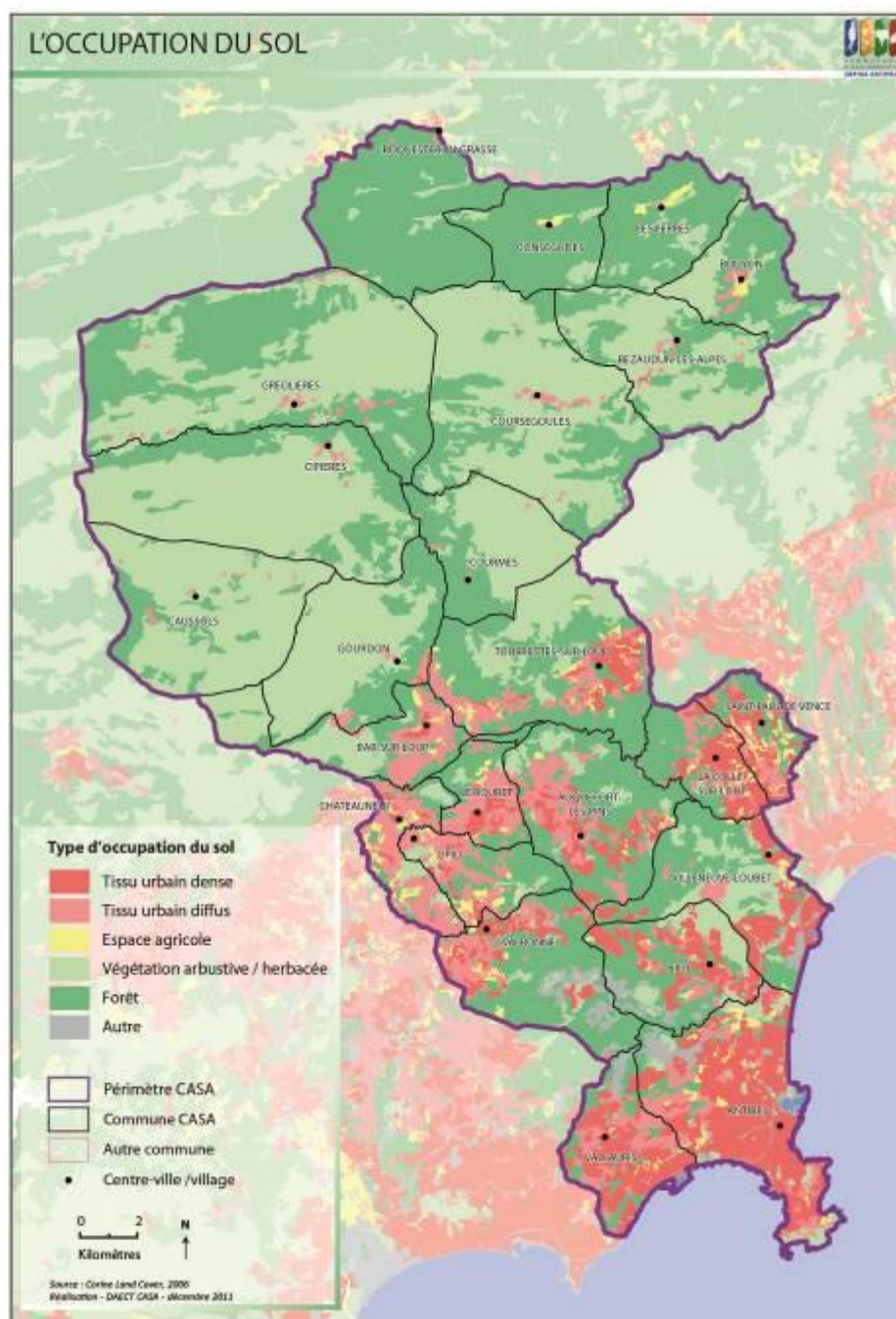
Serge BIBET – Directeur Aménagement Environnement - [s.bibet@agglo-casa.fr](mailto:s.bibet@agglo-casa.fr)





## 1.2 Caractéristiques du territoire

- ✓ **Contexte territorial : la CASA, un territoire contrasté entre mer et montagne**



La position privilégiée de la CASA entre mer et montagne lui confère des atouts exceptionnels qui en font un territoire particulièrement attractif. Elle réunit des communes présentant un très fort contraste entre un littoral très urbain et densément bâti et des communes de montagne à l'identité rurale très forte.



✓ **Contexte agricole local : une agriculture encore relativement dynamique**

Au 1er janvier 2016, la CASA comptait 319 agriculteurs (dont 225 chefs d'exploitation).

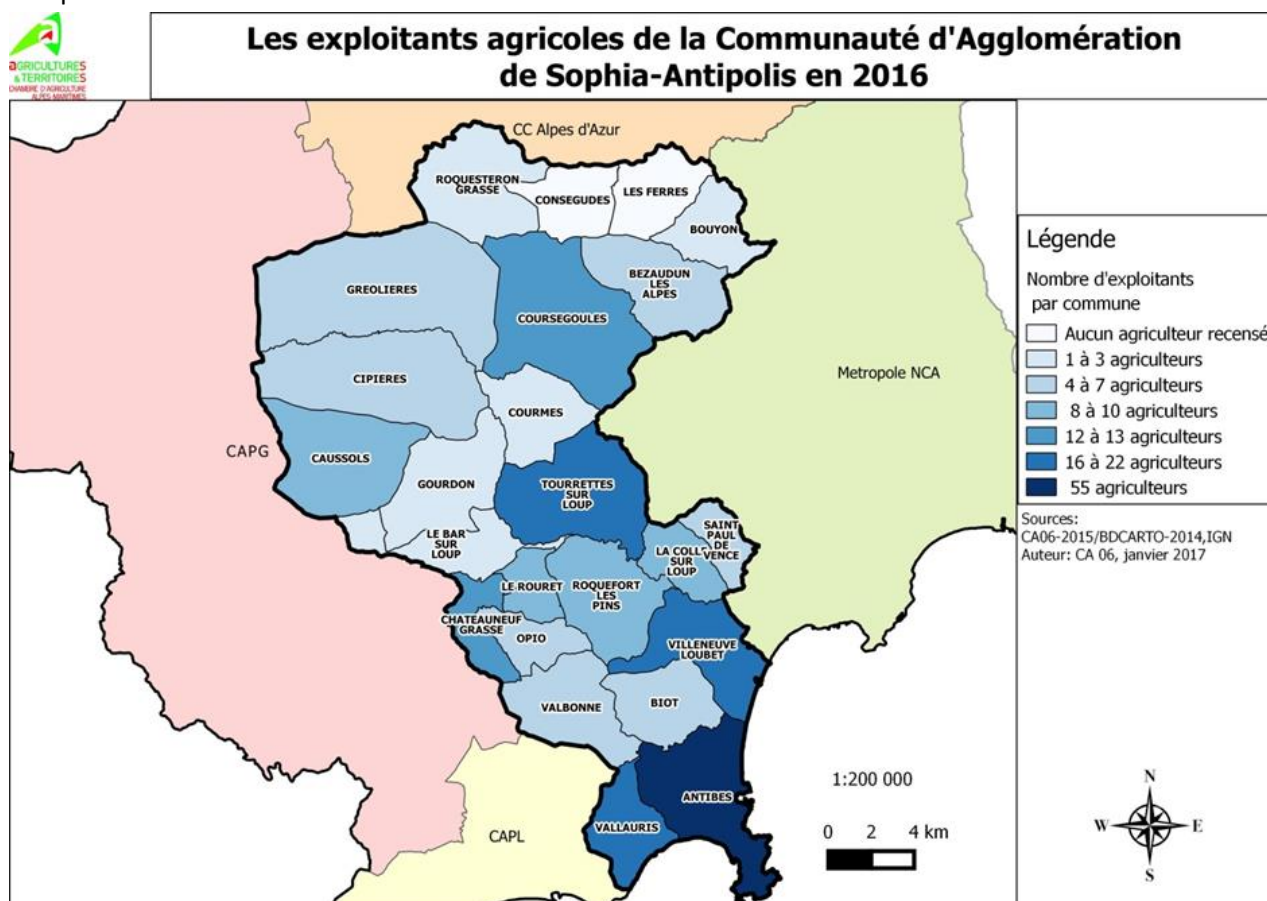
Les exploitants affichent une moyenne d'âge élevée (52 ans en médiane), signe révélateur d'un faible renouvellement des générations. Seuls 8% d'entre eux ont moins de 30 ans.

Par rapport à l'ensemble du département, la CASA reste un territoire agricole à dominante professionnelle puisque 71% des exploitants agricoles sont chefs d'exploitation (contre 64% dans les Alpes-Maritimes).

	CASA				Alpes-Maritimes			
	2012	2013	2014	2015	2012	2013	2014	2015
<b>Nombre d'agriculteurs (fin de l'année)</b>	<b>303</b>	<b>303</b>	<b>307</b>	<b>319</b>	<b>1821</b>	<b>1847</b>	<b>1871</b>	<b>1860</b>
dont chefs d'exploitation	229	226	225	225	1315	1284	1270	1187
dont agriculteurs solidaires	74	77	82	94	506	563	601	673
Part des chefs d'exploitation	76%	75%	73%	71%	72%	70%	68%	64%

La Surface Agricole Utilisée (SAU) de la CASA est de **5 080 hectares** en 2010 (41 993 ha dans les AM) contre 11 075 hectares en 2000 (61 113 ha dans les AM) soit une diminution de 54% (*source RGA 2000 - 2010*).

Principalement situées sur le littoral et sur les coteaux, les exploitations de la CASA sont à dominante végétale. Plus de la moitié des exploitants sont horticulteurs ou maraîchers, tandis que les éleveurs (bovins, ovins, caprins) ne représentent que 13 % des chefs d'exploitation.



Malgré la forte pression foncière présente sur la frange littorale, les exploitations sont principalement localisées sur Antibes Juan Les Pins, Vallauris et Villeneuve-Loubet qui regroupent à elles seules presque 35% des exploitants du territoire.



Le Moyen Pays, Tourrettes-sur-Loup, Le Rouret, Roquefort-Les Pins, La Colle sur Loup, Châteauneuf accueille près de 30% des agriculteurs du territoire.

Une commune du Haut Pays se démarque largement par son nombre important d'agriculteurs : Coursegoules.

➤ **Des filières de production très diversifiées**

Le territoire est découpé en 3 parties avec des enjeux spécifiques.

**Le Haut Pays: une agriculture dynamique et gestionnaire d'espaces**

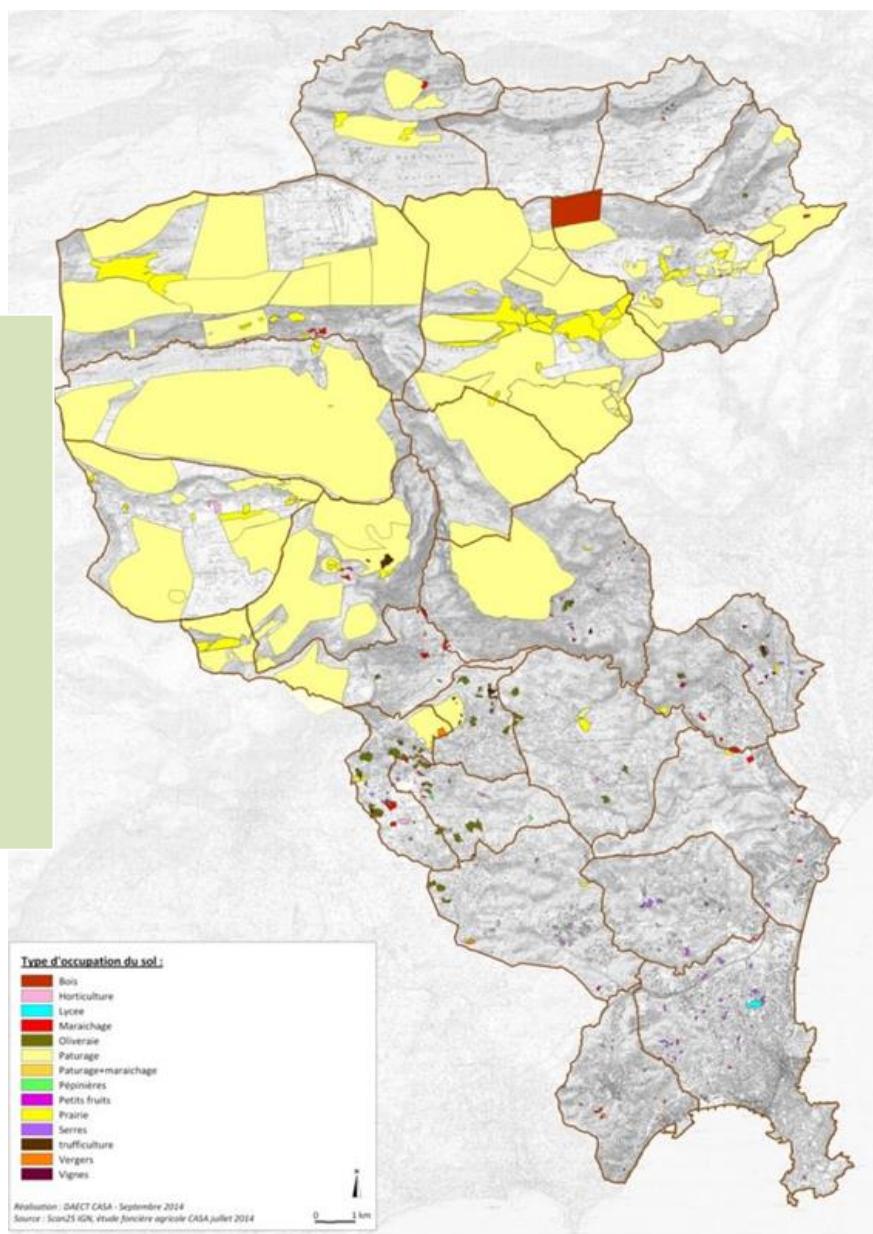
- Rôle économique des exploitations d'élevage
- Entretien des espaces par le pastoralisme et maintien de la biodiversité

**Le Moyen-Pays : une agriculture multifonctionnelle**

- Exploitations dynamiques et diversifiées
- Maintien des activités traditionnelles et des savoir-faire identitaires
- Espaces potentiels agricoles à identifier et valoriser
- Haute qualité des produits (trufficulture, oléiculture, plantes à parfum, maraîchage)
- Forte demande de la population locale en produits locaux
- Rôle environnemental fort (entretien paysages, prévention des risques naturels: incendie, érosion et inondation)

**Le littoral: une agriculture périurbaine encore très présente**

- Filière horticole bien ancrée et emblématique du département
- Rôle de coupure d'urbanisation
- Bassin de consommation important
- Territoire à fort potentiel de Recherche et de Formation





#### ▪ **L'horticulture**

**Environ 37% des agriculteurs du territoire sont horticulteurs.** La filière horticole dominante sur la frange littorale, est un secteur historique très diversifié à la fois sur le plan des productions (fleurs coupées, feuillage, plantes en pots, plantes à parfum) et sur le plan commercial (vente aux grossistes, sur les marchés locaux, vente directe sur l'exploitation).

Le relief contrasté du territoire ne favorise pas l'expansion des exploitations horticoles vers l'intérieur des terres. Confrontée à la pression foncière, la filière horticole a subi ces dernières décennies une diminution de 38% de ces surfaces (entre le RGA 1988 et RGA 2000).

La présence du Marché d'Intérêt National (MIN) Fleurs à Nice favorise l'exportation de la production horticole et reste un outil indispensable pour les professionnels du département.

Aujourd'hui, la concurrence de pays horticoles émergents est rude et la filière du département est en crise. Un plan de relance horticole est en marche depuis quelques années. Les objectifs sont la modernisation des exploitations et des outils de production afin de maintenir la compétitivité, de générer des apports réguliers sur le marché de vente et de fidéliser la clientèle.

#### ▪ **L'élevage** (source : données 2012, CERPAM 06)

L'élevage est la deuxième activité représentative de la CASA. Cette prédominance s'explique par le nombre important de communes de montagne du Haut Pays, où le pastoralisme joue un rôle actif dans la gestion des grands espaces et le maintien des milieux ouverts.

Malgré la diminution du nombre d'exploitations, on constate un agrandissement des élevages en têtes de bétail avec une spécialisation en élevage ovin viande.

**Une vingtaine d'éleveurs professionnels** avec une production agricole est présente sur le territoire de la CASA représente en cheptel environ 6 700 ovins, 70 bovins et 200 caprins :

Les plus grosses communes pastorales sont Caussols, Coursegoules, Gréolières, puis Cipières, Gourdon, Tourrettes-sur-Loup, Bézaudun-les-Alpes.



#### ▪ **Le maraîchage**

Les terres fertiles se situent généralement dans les zones alluviales ou pieds de collines. Le développement de l'urbanisation a favorisé la disparition des zones (secteurs plats en général) les plus propices aux cultures maraîchères.

Aujourd'hui, le maraîchage est un secteur vraiment résiduel sur le territoire puisque les maraîchers ne représentent que **17% des agriculteurs de la CASA**, ce qui est particulièrement faible pour répondre à la forte demande de la population locale en produits locaux.

La filière maraîchère est réellement déficitaire sur le territoire de la CASA, d'autant que de plus communes ont une vraie politique d'alimentation. A ce titre, la mobilisation de terrains agricoles pour le développement de maraîchage permettrait d'assurer un approvisionnement local des cantines scolaires. Un débouché qui serait intéressant pour de nouveaux candidats à l'installation.

#### ▪ **L'oléiculture**

Une grande partie du territoire de la Communauté d'agglomération est classée en Appellation d'Origine Protégée sur les 3 produits : huile, olives et pâte d'olive sur la variété Cailletier. Le moulin d'Opio est un des plus gros moulin oléicole du département.

De manière générale, les exploitations professionnelles se situent sur les communes de Châteauneuf, Opio, Tournettes-sur-Loup, Valbonne, Bar-sur-Loup, Le Rouret, Roquefort Les Pins.

#### ▪ **Les autres filières**

La trufficulture, l'agrumiculture et les plantes aromatiques et médicinales sont des cultures plus marginales sur le territoire de la CASA mais restent très identitaires et un regain est à noter.

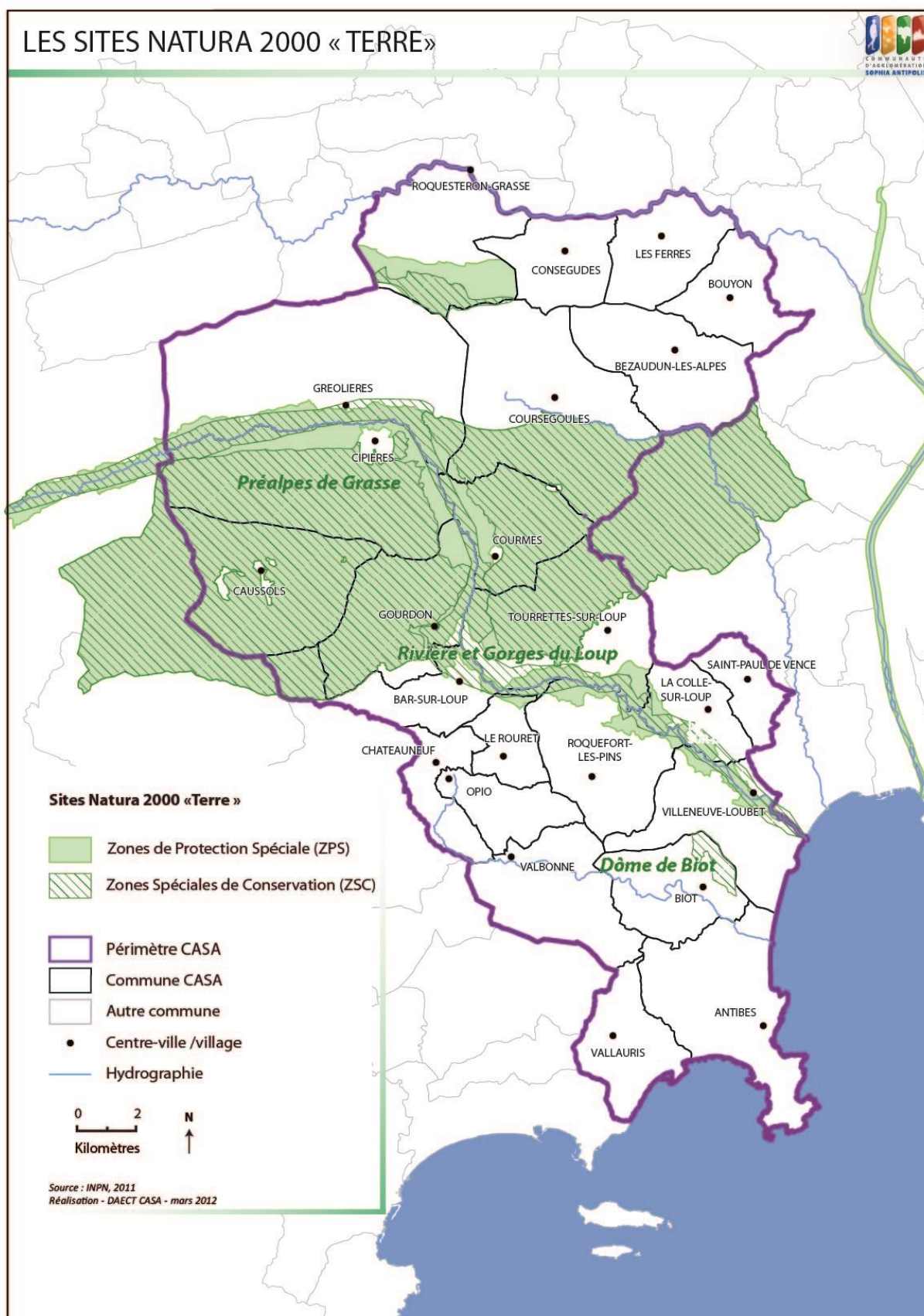
#### ➤ **Une agriculture essentielle à la gestion des espaces**

Le rôle de l'agriculture dans la protection des paysages et dans la préservation de l'environnement n'est plus à démontrer. L'activité agricole joue un rôle important dans la gestion des paysages et notamment au cœur des sites NATURA 2000 « Préalpes de Grasse » et « Rivière et Gorges du Loup », espaces reconnus remarquables au niveau européen. 13 communes de la CASA sont aujourd'hui concernées par ces sites et la Communauté d'agglomération est animatrice depuis 2008. Son rôle est de concilier les activités humaines et la préservation du milieu naturel. Pour chaque site NATURA 2000, est défini un Document d'Objectifs (DOCOB) qui présente un état des lieux, les objectifs de gestion du site et leurs modalités de mise en œuvre. Ces dernières font l'objet de documents de contractualisation et notamment la mise en place de Mesures Agri-Environnementales Climatiques (MAEC).

La CASA anime donc un Projet Agri-environnemental et Climatique (PAEC) constitué d'une quinzaine de MAEC sur le territoire des Préalpes de Grasse.

Le contractant, généralement éleveur, s'engage à maintenir les milieux ouverts par la pratique pastorale afin de préserver la biodiversité du milieu naturel. Une sont mises en place

## LES SITES NATURA 2000 « TERRE »





## ▪ **Le Parc Naturel Régional Préalpes d'Azur**

11 communes de la CASA représentent 33% de la surface du Parc Naturel Régional Préalpes d'Azur. L'objectif principal du PNR est la dynamisation des activités locales basée sur la préservation et la mise en valeur des patrimoines naturels, culturels et paysagers.

Dans le cadre de l'orientation stratégique 2 de la Charte du PNR : « *Exprimer le potentiel agricole, pastoral, et forestier des Préalpes d'Azur, au service de la biodiversité, du cadre de vie et d'une alimentation saine* », des objectifs en faveur du maintien et du développement de l'agriculture ont été définis dans la Charte:

- Enrayer la régression de l'agriculture et du pastoralisme
- Tirer parti du bassin de consommation de la Côte d'Azur pour développer une agriculture de proximité
- Rechercher et valoriser l'exemplarité environnementale
- Développer une gestion forestière concertée valorisant le potentiel de la filière bois
- Préserver la vocation agricole des terres

**La Communauté d'agglomération Sophia Antipolis et le PNR des Préalpes d'Azur travaillent en collaboration sur les nombreuses thématiques et enjeux communs de nos territoires notamment sur le foncier agricole.**

### **1.3 Les besoins des acteurs du territoire**

Entre mer et montagne, et malgré des contraintes importantes, le territoire de la Communauté d'Agglomération est au cœur de nombreux enjeux.

La Côte d'Azur a subi une consommation importante des ressources foncières, et un aménagement du territoire déséquilibré. L'urbanisation effrénée de ces dernières décennies sur le littoral a eu pour conséquence de consommer la quasi-intégralité du foncier agricole sur la bande littorale.

Compte tenu de la pression qui s'exerce sur les espaces restants, la demande de foncier se déplace aujourd'hui vers le moyen pays qui se trouve confronté à de véritables problématiques foncières.

L'activité agricole de la CASA a subi une forte régression du nombre d'actifs ces dernières décennies. Cette régression se poursuit et est aujourd'hui due à plusieurs facteurs :

- un vieillissement de la population agricole,
- des agriculteurs en retraite refusant de céder leur patrimoine et donc des installations qui ne couvrent pas les départs,
- peu voire pas de reprises dans un contexte familial,
- une conjoncture économique difficile avec une concurrence très forte (en particulier pour la filière horticole),...

De ceci découle, entre autre, une activité agricole freinée par un accès de plus en plus difficile aux terres fertiles pour les candidats à l'installation. Ces dernières particulièrement convoitées subissent la concurrence d'autres usages plus lucratifs pour les propriétaires ; ce qui se traduit par une

rétenction foncière, le développement de friches et une spéculation foncière très forte notamment sur la frange littorale et le Moyen Pays.

En 2016, la proportion de porteurs de projet sans terre a augmenté par rapport à 2015, passant de 39% à 49%. (JA 06, 2016)

Le Point Accueil Installation reçoit plus de 200 porteurs de projets par an, mais seulement une cinquantaine d'installations est réalisée annuellement. Une des causes principales est le prix du foncier inaccessible pour les nouveaux porteurs de projets agricoles.

Ces prix engendrent la spéculation et la rétenction de biens par des propriétaires fonciers. Les propriétaires sont dans l'attente d'un déclassement de leurs terrains laissés en friches pour un passage en zone constructible.

C'est pourquoi, l'intervention des collectivités territoriales et des communes s'avère aujourd'hui primordiale pour pérenniser et soutenir l'activité agricole.

#### **1.4 Les étapes de la genèse du projet**

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis est consciente de l'enjeu majeur que constitue l'agriculture d'un point de vue économique, environnemental et social pour l'aménagement et le développement équilibré de son territoire. Elle reconnaît son rôle à de multiples niveaux :

- le maintien d'une activité économique, de filières de production caractéristiques, de savoir-faire et de pratiques identitaires
- le maintien d'une qualité de vie, d'une gestion des paysages et une préservation de la biodiversité
- la lutte contre les risques naturels majeurs (inondation, incendie, érosion des sols)
- une forte demande locale d'une population exigeante, attentive à son alimentation

Ainsi, la CASA a confirmé, dès sa création, son engagement dans le soutien d'une agriculture de proximité en inscrivant des mesures en faveur des activités agricoles et pastorales dans ses différents documents stratégiques communautaires : le projet d'agglomération (2005), la Charte de l'environnement et du développement durable (2007-2012) et le Schéma de Cohérence Territoriale approuvé en 2008 et actuellement en révision.

C'est en 2012 que la CASA affirme son engagement en élaborant **la stratégie agricole communautaire**, en concertation avec les 24 communes membres et tous les partenaires agricoles du département. Celle-ci s'inscrit autour de 3 axes :

Axe 1 : Préserver le foncier agricole du territoire

Axe 2 : Développer le potentiel économique des exploitations agricoles de la CASA

Axe 3 : Développer et promouvoir une agriculture durable

Dans ce 1er axe, la mise en place d'une **stratégie d'intervention foncière** communautaire est une priorité à l'heure où de nombreuses communes de la CASA sont en pleine élaboration ou révision de leur PLU et où la CASA révisé son SCOT.

Par conséquent, la première phase de programmation 2012-2014 s'est axée en priorité sur le volet foncier. Plusieurs engagements ont vu le jour et notamment la mise en place d'une véritable **stratégie foncière** au niveau de la CASA via plusieurs outils :



- ✓ Une **étude des zones à enjeux agricoles** ayant pour but d'être un support dans l'élaboration des documents d'urbanisme et du SCOT en cours de révision,
- ✓ Une **veille foncière active** avec une Convention d'Intervention Foncière SAFER sur les 24 communes afin d'être réactif en cas d'opportunités d'acquisition de foncier agricole,
- ✓ Des **fonds de concours CASA aux communes pour l'acquisition de foncier** qui ont permis d'acheter depuis 2012 plus de 90 ha agricoles soit près de 200 000€ de financements complémentaires aux aides départementales et régionales.

Les objectifs de ces actions sont de préserver et mobiliser les terres agricoles du territoire de la CASA pour l'installation de futurs exploitants agricoles.

La programmation 2015-2017 en cours, réfléchi avec les partenaires du département se veut cohérente et constructive avec les politiques engagées. Le plan d'actions est évalué chaque année par un comité de pilotage composé d'élus de la CASA (commissions Aménagement/ Environnement/ Economie), représentants du monde agricole, associatifs et partenaires institutionnels engagés dans une politique agricole globale.

Egalement, la CASA s'engage dans d'autres programmes réglementaires ou volontaires où le volet agricole tient une place majeure :

- En 2013, le **Plan Climat Energie Territorial Ouest 06** détermine des actions concrètes relatives à la lutte contre le changement climatique.
- En 2015, le **Programme de Développement Durable** (type Agenda 21) est lancé afin de définir une stratégie de développement durable pour l'ensemble du territoire. Cette démarche volontaire basée sur la concertation, permet de poursuivre et d'amplifier la politique de développement durable dans les différentes actions menées sur la CASA.
- En 2016, le **Plan de Paysage** détermine un programme d'actions autour de 5 axes : intensifier la vie locale (aménagement et habitat), valoriser l'économie (les activités), réinventer et pérenniser les paysages agricoles, gérer les espaces naturels et culturels et apaiser les modes de vie.

Aussi, il est indispensable de pouvoir poursuivre ces politiques sur un plan plus opérationnel.

A ce titre, la CASA accompagne les communes dans l'élaboration de leurs documents d'urbanisme et anime le SCOT.

La portée du SCOT est positive dans de nombreux domaines sur le territoire: les espaces naturels protégés et les espaces agricoles inscrits au SCOT ont fait l'objet d'inscriptions particulières dans les PLU (protections renforcées, développement de zones A...).

Il a donné un cadre à des documents réglementaires communaux renouvelés :

- 7 communes sous RNU dont 4 dont le PLU est en cours d'élaboration
- 7 communes sous carte communale dont 3 ont lancé leur révision et 1 a lancé l'élaboration de son PLU (Coursegoules)
- 10 communes sous PLU dont 6 ont lancé leur révision

**L'affirmation des enjeux agricoles dans les différents documents de planification constitue un socle indispensable à la pérennisation des activités agricoles sur le territoire.**

## 1.5 La problématique qui justifie l'action

L'urbanisation importante de ces deux voire trois dernières décennies sur le littoral a eu pour conséquence de consommer la quasi-intégralité du foncier agricole sur la bande littorale.

Celle-ci a impacté directement le nombre d'exploitations de notre territoire.

Compte tenu de la pression qui s'exerce sur les espaces restants, les propriétaires espèrent toujours des usages plus lucratifs pour leurs terres agricoles ainsi laissées en friche plutôt que mises à bail à des agriculteurs. Ceci se traduit donc par une rétention foncière, le développement de friches et une spéculation foncière très forte notamment sur la frange littorale et le Moyen Pays.

Les prix ne cessent d'augmenter, les conditions d'installation se complexifient de plus en plus rendant la terre, outil de travail premier de l'agriculteur, totalement inaccessible dans la majorité des cas.

Parallèlement à cela, la demande en produits locaux de saison et de qualité ne cesse de croître, l'engouement pour le retour au terroir et aux enjeux liés à l'alimentation sont prépondérants pour les habitants et pour les élus de la CASA.

Conscients des richesses du patrimoine agricole identitaire présent sur la CASA avec des productions d'excellence à haute valeur ajoutée, des enjeux paysagers liés aux restanques, au maintien de la biodiversité, du potentiel de Recherche & Développement avec notamment la technopole de Sophia Antipolis, l'INRA et le Lycée vert d'Azur à Antibes, les élus souhaitent activer les leviers permettant la mobilisation de foncier afin d'aboutir à des projets d'installation et de reconquête de friches agricoles.

En effet, il reste un potentiel important de zones à remobiliser, tout en assurant le lien avec les autres formes de développement économique attendues.

Il est donc proposé, au travers cet appel à projet, **d'axer les actions sur un volet plus opérationnel** au regard de l'étude foncière de la CASA réalisée en 2014 qui a identifié les zones à enjeux agricoles sur le territoire afin de consolider les politiques agricoles des communes qui affichent à travers leurs documents d'urbanisme une réelle volonté de développer et pérenniser les activités agricoles de leur territoire.

Le projet porte donc sur 4 domaines d'intervention :

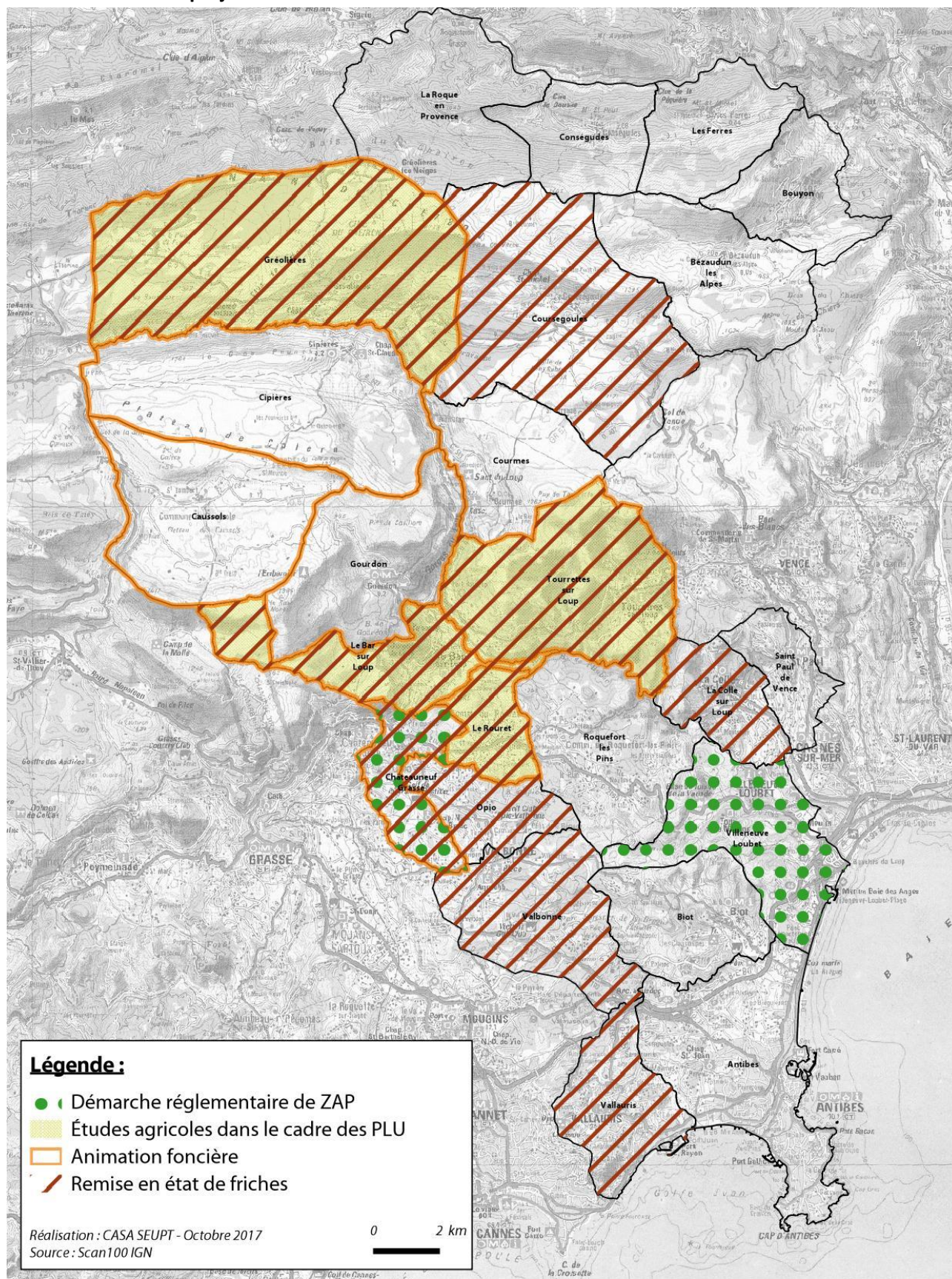
- 1/ la réalisation d'une étude d'opportunité de création d'une Zone Agricole Protégée (ZAP) à l'échelle de deux communes volontaires
- 2/ la réalisation d'études agricoles afin de soutenir les communes qui sont en train d'élaborer leur PLU
- 3/ L'animation foncière sur plusieurs communes du Moyen Pays où les enjeux fonciers sont les plus importants en terme de pression foncière accentuée par la saturation de la frange littorale
- 4/ La remise en état de friches avec des communes engagées dans une reconquête et une remobilisation de leurs surfaces agricoles dans un objectif d'installation d'agriculteurs.

**Par conséquent, afin de consolider sa politique agricole, maintenir et préserver l'agriculture du territoire, la CASA souhaite se positionner en tant que chef de file pour répondre à l'appel à projet européen FEADER: stratégies locales de développement pour la préservation et la mise en valeur du foncier agricole et naturel (Mesure 16-7.1) en coopération avec ses communes et les partenaires agricoles du département.**

**De nombreuses communes se sont engagées dans une réelle politique de préservation des terres agricoles et souhaitent aller plus loin en accompagnant l'installation d'agriculteurs sur leur territoire.**



Ci-dessous la carte "projet" de la CASA :



## APPEL A PROJETS FEADER - STRATEGIES LOCALES DE PRESERVATION DU FONCIER AGRICOLE ET NATUREL FICHE PROJETS COMMUNES



## 2. LES CONNAISSANCES DISPONIBLES DU PROJET

---

L'agriculture et les espaces agricoles font partie intégrante des études stratégiques et des programmes thématiques de la CASA et peuvent servir de base ou support pour le projet.

Voici celles et ceux déjà réalisés ou en cours de réalisation :

- ✓ Engagée en 2011 suite aux évolutions réglementaires, la **révision du SCOT** a été confirmée en 2013 actant l'extension du SCOT au nouveau périmètre de l'agglomération à 24 communes.
- ✓ **L'élaboration de la Trame Verte et Bleue** et l'Evaluation Environnementale (EE) sont actuellement en cours d'élaboration
- ✓ Les **documents d'urbanisme** des communes qui définissent les grandes orientations d'aménagement du territoire et les types de zonage. 4 communes sont en cours d'élaboration de PLU et sont intégrées au projet afin de définir et justifier des zones Agricoles dans leur PLU
- ✓ **L'étude foncière agricole définissant les espaces à enjeux** réalisée en 2014 sur les 24 communes de la CASA. 3 objectifs :
  - > Améliorer la connaissance agricole du territoire
  - > Constituer un support pour l'élaboration des documents de planification
  - > Apporter un outil d'aide à la décision pour les communes s'engageant dans une politique volontariste de soutien à l'activité agricole et d'installation de nouveaux agriculteurs.

L'étude a dans un premier temps identifié sur le territoire les espaces portant des enjeux en termes de maintien ou de reconquête agricoles, avant de localiser en leur sein et dans un deuxième temps des sites d'intervention prioritaire. Les objectifs de ces identifications spatiales sont de guider géographiquement les actions futures pour faciliter la mise en œuvre concrète de l'étude mais également d'alimenter l'élaboration ou la révision du SCOT et des documents d'urbanisme communaux.

### Méthodologie de détermination des espaces à enjeux

La détermination des espaces à enjeux s'est déroulée en **deux temps** : **(1)** constitution d'un socle d'espaces agricoles à enjeux potentiels, **(2)** sélection, dans ce socle et sur la base de plusieurs critères, des espaces à enjeux avérés.

**(1) Constitution du socle d'espaces agricoles et naturels à enjeux potentiels.** Celui-ci a été constitué à partir :

- des espaces agricoles repérés dans l'état des lieux lors des réunions communales ;
- des espaces à remettre en valeur identifiés lors des premières réunions communales ;
- des zones naturelles ou agricoles non repérées initialement mais dont l'enjeu potentiel de remise en valeur aura été détecté par analyse de la photo aérienne ;
- des espaces repérés par des experts lors des entretiens avec les acteurs locaux.

**(2)Sélection des espaces à enjeux avérés** : Le socle des espaces pré-identifiés a ensuite été évalué à l'aune de plusieurs indicateurs, lesquels ont permis de confirmer ou non leurs intérêt et priorité au regard des objectifs de maintien et redynamisation de l'activité agricole :

**a. Localisation des espaces agricoles par rapport à l'urbanisation** - suppression des parcelles agricoles non viables car situées en tissu urbain, en zone U au Plan Local d'Urbanisme ou dans leur proximité immédiate (enserrées sur 3 côtés). Exceptions : espaces de grande taille, économiquement viables et d'intérêt majeur pour le cadre de vie ou l'environnement.

**b. Vérification de l'existence d'un potentiel agricole** –caractérisation de leur intérêt sur la base des données topographiques (largeur des parcelles et pente) et des photos aériennes (végétation actuelle, présence ou non de la roche mère signe d'un sol peu profond et présence ou non d'activités agricoles).

**c. Caractérisation de l'intérêt de ces espaces par rapport :**

➤ **aux enjeux de cadre de vie**

-Risque d'inondation : les espaces agricoles pouvant servir de zones d'expansion des crues et ainsi limiter les dégâts sur les espaces urbanisés, leur potentiel de protection contre le risque d'inondation a été pris en compte sur la base de l'atlas des zones inondables et des Plans de Prévention du Risque Inondation.

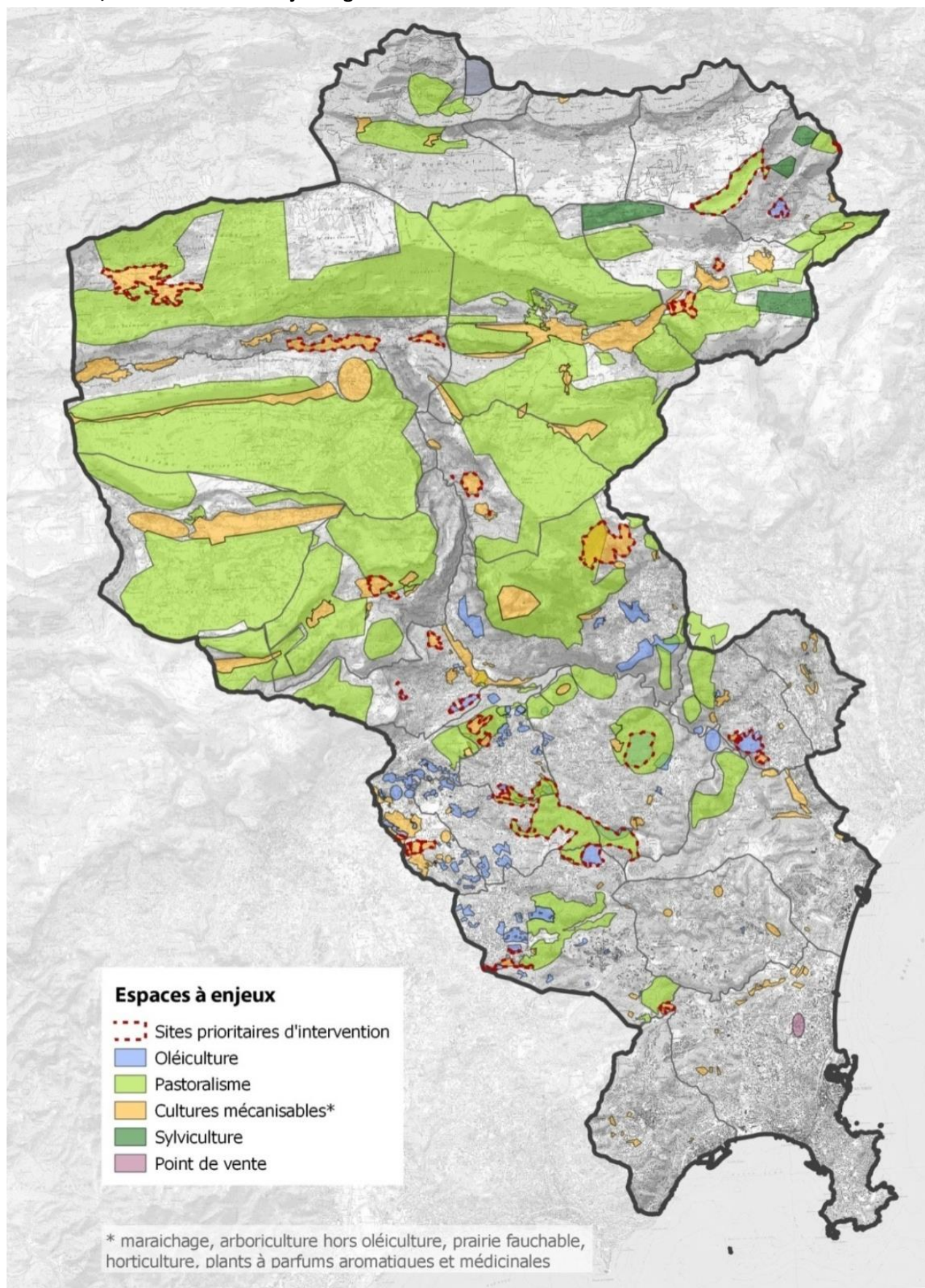
-Risque d'incendie : les espaces agricoles pouvant constituer une interface entre la forêt et l'habitat lors d'incendies, leur potentiel de protection contre ce risque a été pris en compte sur la base des Plans de Prévention du Risque Incendie de Forêt et de visites de terrain.

-Paysage : tout en constituant un élément à part entière des paysages traditionnels de la CASA, les espaces agricoles participent à la composition paysagère (alternance bois-cultures-villages) et ceinturent les zones urbanisées dont la tendance à l'expansion débouche sur un paysage résidentiel banalisé. Cette importance a été prise en compte grâce aux analyses de la Directive Territoriale d'Aménagement des Alpes Maritimes.

➤ **aux enjeux environnementaux** - certains espaces agricoles (prairies, bandes enherbées, haies, points d'eau,...) participent au maintien d'une trame verte et bleue sur le territoire et donc à la préservation de sa biodiversité. Leur intérêt sur ce point a été analysé à partir des zonages réglementaires existants.



Ci-dessous, carte des zones à enjeux agricoles :





Ci-dessous, exemple d'une fiche de site prioritaire :

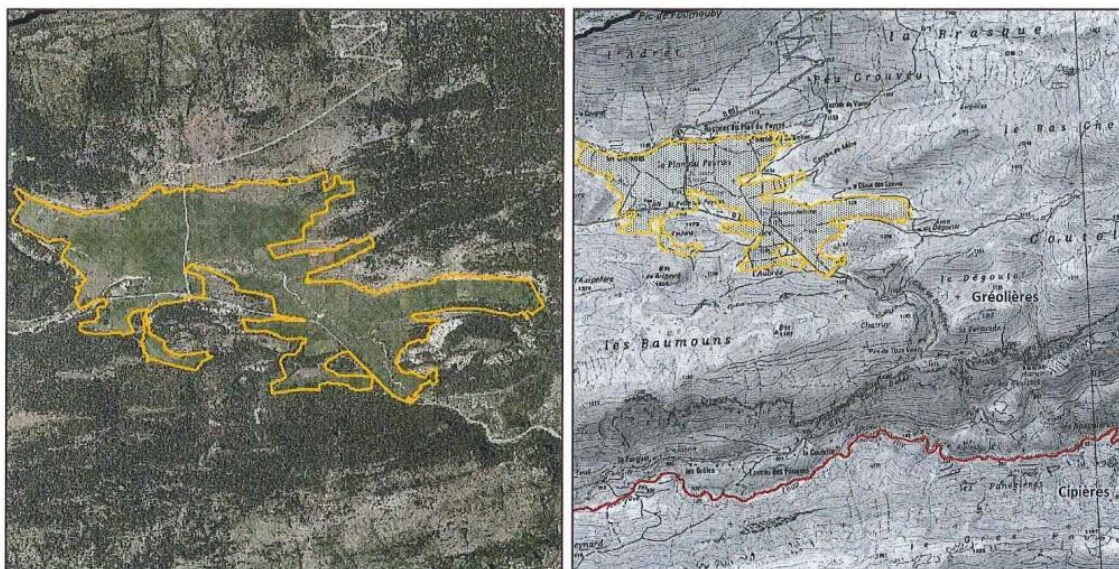
22

Plan de Peyron

## Gréolières

Commune du PNR

### 1—LOCALISATION



### 2—CARACTERISATION PHYSIQUE

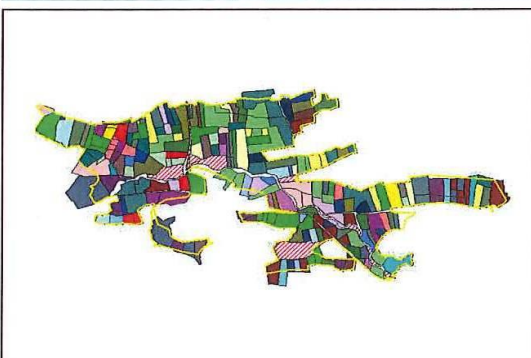
Superficie et altitude	215 hectares situés à 1100 à 1150 m d'altitude
Pente	Pratiquement aucune
Capacité du site	146 ha mécanisables
Qualité du sol	Argilo-calcaire à petit cailloutis profondeur variable
Exposition	Sans Objet
Etat de végétalisation naturelle	Terres cultivées ou pâturées Bordures en voie de boisement de pin noir

### 3—VIABILISATION

Réseaux	Eau potable, Electricité, eau d'abreuvement Potentiel d'irrigation à préciser
Accessibilité	D2 traverse le site terrains plats très accessibles



#### 4—STRUCTURATION FONCIERE



Nombre de parcelles	288
Nombre de propriétaires	112
Nombre de propriétaires détenant 80 % de la surface	90
Propriétaires publics	14 commune et 1 CG06
Part de propriété publique	3%

#### 5—DOCUMENT D'URBANISME

Zonage	Absence Document d'urbanisme - PLU en cours d'élaboration
Règlement	RNU

#### 6—ENJEUX PORTES

Environnement	Aucun
Cadre de vie	Paysage : site sur la route de la station de ski Incendie : risque limité sauf cabanons de loisirs Inondation : ennoyage possible en hiver
Viabilité économique	Site économiquement autonome

Enjeu agricole au SCoT	NON	Enjeu agricole du PNR	OUI
PPRIF	NON	Risque	

#### 7—MISE EN VALEUR DU SITE ET PROJET

Préalables	Préciser la répartition des qualités de sols
Exemples d'utilisation agricole possible	Cultures fourragères Cultures maraichères spécifiques : pommes de terres, salades d'été, ...

Type de projets envisageables	Installation	Agrandissement	Zone expérimentales	Accueil du public	Espaces d'agrément	Jardins communautaires	Zone de gestion incendie
	X	X	X				X



Etudes agricoles supports du projet:

- Pré-étude de faisabilité du secteur du Moulin de la Valmasque - Valbonne (CA06-2016)
- Etude de potentiel agricole du secteur St Michel - Coursegoules (CA06-2017)
- Pré-étude de faisabilité du secteur de Montgros - La Colle sur Loup (CA06-2016)

Autres études:

- Etude stratégie foncière CASA (BE TERCIA - 2005)
- Rapport de stage "Reconquête agricole de Sophia Antipolis" – (2016 Clara LEHMANN)

### 3. OBJECTIFS ET RESULTATS DU PROJET

---

#### 3.1 Objectifs

Les objectifs du projet sont :

- ✓ **d'affirmer et consolider le caractère agricole des espaces identifiés** issus pour la plupart de l'étude foncière agricole CASA.  
Cette affirmation se caractérise par la volonté de mettre en place :
  - une étude d'opportunité de Zone Agricole Protégée, réel outil de protection et de préservation des espaces agricoles. Cet outil apparaît comme opportun dans des communes périurbaines où la pression foncière est d'autant plus marquée et où les espaces agricoles sont de plus en plus convoités.
  - Des études de potentiel agricole permettant de justifier et de développer les zones A des PLU et pérenniser ainsi des secteurs agricoles de production exploités et exploitables.
- ✓ **de permettre une dynamisation du marché foncier** avec l'animation foncière ciblée sur le Moyen Pays en mobilisant les outils nécessaires au déblocage du foncier agricole pour l'installation d'agriculteurs sur le territoire de la CASA
- ✓ **de concrétiser et d'aboutir à l'installation de nouvelles exploitations agricoles** en dégagant de nouvelles unités exploitables par la remise en état de friches sur des parcelles déjà identifiées. Les parcelles recensées pour ce projet sont localisées sur 10 communes de la CASA. Elles sont issues des secteurs à enjeux identifiés ou font l'objet d'études spécifiques par la Chambre d'agriculture.

#### 3.2 Plan d'actions

Les actions identifiées pour répondre à ces objectifs sont :

##### **Action 1 : Pilotage et animation globale du projet**

La Communauté d'agglomération Sophia Antipolis, en tant que chef de file consacrera un temps plus conséquent à la coordination et l'animation globale du projet.

Tous les partenaires vont travailler en synergie pour faire évoluer le projet de façon cohérente. Du temps de présence et d'animation sera donc pris en compte par chaque partenaire.

### **Action 2 : Etude d'opportunité de création de ZAP**

La Zone Agricole Protégée est un outil puissant d'aménagement du territoire. Cependant, il se doit d'être utilisé à bon escient sur des secteurs porteurs d'enjeux agricoles précis.

Avant d'envisager la mise en place de cet outil sur un territoire, il s'agit d'en étudier au préalable l'opportunité, en vérifiant notamment :

- Que ce secteur héberge des espaces à fort potentiel agricole (exploitées et/ou en friches) menacés par la pression foncière
- Qu'une dynamique agricole existe sur le secteur identifié, soutenue par les agriculteurs et les élus

Il s'agira ensuite de définir un périmètre de possibilité de mise en œuvre de ZAP, sur les territoires de Châteauneuf et de Villeneuve- Loubet.

Cette étude sera réalisée par un Bureau d'études externe au territoire mandaté par la CASA.

### **Action 3 : Etudes de potentiel agricole dans le cadre de l'élaboration des PLU**

Avant d'envisager la mise en place de nouvelles zones agricoles dans un PLU, il s'agit d'en étudier la pertinence, en évaluant le potentiel agricole des sites pré-identifiés, afin de fournir un outil d'aide à la décision utile aux gestionnaires et aménageurs.

Ces études ont pour vocation à orienter les sites potentiels de développement de futures activités agricoles en fournissant une analyse technique du potentiel agronomique en présence. Elles seront réalisées par la Chambre d'agriculture des Alpes-Maritimes sur 4 communes de la CASA en cours d'élaboration de PLU : Le Rouret, Bar sur Loup, Tourrettes sur Loup et Gréolières.

### **Action 4 : Animation foncière ciblée sur le Moyen et Haut Pays soit 8 communes concernées.**

Cette action sera réalisée par la SAFER PACA et Terres de Liens qui proposera une démarche expérimentale et innovante de veille foncière citoyenne à mettre en place sur une seule commune de la CASA : Châteauneuf.

### **Action 5 : Remise en état des friches**

Des parcelles ont été identifiées sur 10 communes de la CASA impliquées qui souhaitent développer des projets agricoles sur des parcelles déjà acquises. Les communes seront porteurs de projets pour cette action et la CASA les accompagnera techniquement dans cette mise en œuvre.

**Au total, 14 communes de la CASA sur les 24 participent à l'AAP FEADER, ce qui montre l'engagement fort et l'implication réelle des communes à être acteurs de leur politique agricole.**

Ces actions seront détaillées ensuite avec les objectifs spécifiques, résultats attendus, planification des étapes, calendrier de réalisation, contribution de chaque partenaire, nature des livrables, indicateurs de réalisation et budget prévisionnel.

## **3.3 Résultats attendus**

Ce projet doit permettre à terme une valorisation et une préservation du foncier agricole impactant ainsi sur les paysages, la biodiversité et la prévention des risques, une redynamisation du marché

foncier agricole via une animation foncière importante permettant une mobilisation des terrains laissés en friches dans un objectif final d'installation de porteurs de projet sur la CASA.

**> Préserver et pérenniser le foncier agricole**

-Par l'étude et la démarche de création de Zone Agricole Protégée sur 2 communes : Châteauneuf engagée dans une politique volontariste depuis des années avec 120 ha de zones A dans le PLU, la commune est en cours de révision du document et souhaite connaître précisément le périmètre qui pourrait être adopté pour la ZAP et la procédure à mettre en place. De même, la commune de Villeneuve-Loubet qui dispose encore d'une grande plaine à caractère agricole et notamment maraîchère et oléicole en bord du Loup, souhaiterait étudier cette procédure.

La création d'une ZAP permet de garantir à terme la vocation de ces espaces, maintenir les coûts de foncier agricole et à terme préserver l'activité économique. De plus, cet outil n'existe pas aujourd'hui dans le département des Alpes-Maritimes. Cette initiative innovante confirme ainsi l'engagement fort de la commune de préserver l'activité agricole sur son territoire.

-Par une inscription et une affirmation politique de zones agricoles dans les documents d'urbanisme permettant ainsi une animation foncière auprès des propriétaires privés qui ne peut se faire et être efficiente une fois les PLU approuvés.

**> Redynamiser l'activité économique agricole**

-Par la reconquête de nouveaux espaces permettant ainsi une dynamisation du marché foncier, une libération de surfaces exploitables identifiées dans l'étude de zones agricoles à enjeux. L'augmentation des surfaces de production sera possible grâce à l'animation foncière réalisée auprès des propriétaires ainsi qu'un travail de restructuration foncière en zone agricole afin d'améliorer la répartition parcellaire des exploitations et favoriser leur fonctionnement et leur viabilité. Enfin, sur un volet plus opérationnel, la remise en état de friches communales doit permettre d'impulser une réelle dynamique sur le territoire et la mise à disposition de terrains agricoles à des porteurs de projets en recherche de foncier.

### **3.4 Partenariat**

Il s'agit d'un vrai travail de coopération entre les différents partenaires pour mener au mieux ce projet avec la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis comme chef de file.

**Les partenaires bénéficiaires sont :**

Partenaire 1 : la Chambre d'agriculture des Alpes Maritimes

Partenaire 2 : la Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural PACA

**Les communes qui mettront en œuvre la remise en état de friches seront également partenaires bénéficiaires :**

Partenaire 3 : la commune de Bar sur Loup

Partenaire 4 : la commune de Châteauneuf

Partenaire 5 : la commune de Coursegoules

Partenaire 6 : la commune de la Colle sur Loup

Partenaire 7 : la commune de Gréolières

Partenaire 8 : la commune d'Opio

Partenaire 9 : la commune du Rouret



Partenaire 10 : la commune de Tourrettes sur Loup  
Partenaire 11: la commune de Valbonne  
Partenaire 12 : la commune de Vallauris  
Partenaire 13 : le Syndicat Mixte Sophia Antipolis (SYMISA)

**Les autres partenaires non bénéficiaires:**

Partenaire 14: Terre de Liens, représentant de la société civile  
Partenaire 15: la commune de Caussols  
Partenaire 16: la commune de Capières  
Partenaire 17: la commune de Gourdon  
Partenaire 18: la commune de Villeneuve-Loubet

**La multiplicité et la pluralité des partenaires, représentants agricoles, de la société civile, des élus et institutionnels met en évidence un engagement fort de tous pour mener un projet ayant pour objectif final : la pérennisation et la préservation du foncier agricole sur le territoire de la CASA. Le travail et la contribution de chaque partenaire sont détaillés pour chaque action identifiée.**

✓ Présentation des partenaires

**LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DES ALPES-MARITIMES**

C'est un organisme au service du développement des agricultures et des territoires. En tant qu'organisme consulaire représentant les acteurs du monde agricole, elle est l'interlocuteur privilégié des instances publiques et est sollicitée dès lors que l'agriculture est impactée par un projet ou une décision. La Chambre d'agriculture est également un organisme au plus proche des acteurs du territoire, à travers notamment les conseils techniques, les formations, les aides à l'installation, etc.... apportés aux agriculteurs ou aux différents partenaires.

En particulier, la Chambre d'agriculture est un acteur clé de l'aménagement du territoire grâce à ses deux fonctions, consultative et d'intervention. D'une part, elle travaille en étroite relation avec les collectivités territoriales et collabore avec les services de l'Etat, participant ainsi aux différents projets d'aménagement sur les territoires. D'autre part, les Chambres d'agriculture veille à la prise en compte et au maintien de l'activité agricole via les avis consultatifs qu'elle émet lors de la réalisation des différents documents d'urbanisme (PLU, SCoT,...).

De par les enjeux spécifiques de l'agriculture des Alpes-Maritimes, avec une agriculture périurbaine soumise à une très forte pression foncière, la Chambre d'agriculture départementale a inscrit la préservation du foncier agricole comme clé de voute du maintien d'une agriculture dynamique. Cela passe par la création de partenariats forts avec les différents acteurs du territoire et du monde agricole, ainsi que la participation à des actions telle que la reconquête de friches ou l'accompagnement à la mise en place d'outils réglementaires pour la préservation des terres agricoles.

**La SAFER PACA**

Une SAFER est une société anonyme, sans but lucratif, avec des missions d'intérêt général, sous tutelle des ministères de l'Agriculture et des Finances. Les SAFER couvrent le territoire français métropolitain et 3 DOM. Issues des lois d'orientation agricole de 1960 et 1962, les SAFER ont

aujourd'hui plus de cinquante ans d'expérience sur le terrain. Elles forment le groupe SAFER avec la [Fédération nationale des SAFER \(FNSAFER\)](#) et le bureau d'études national Terres d'Europe-Scafr. Les SAFER ont été investies, dès leur constitution, en 1960, d'une véritable mission d'intérêt général qui s'apparente à la gestion d'un service public.

Les SAFER ont, en effet, été reconnues par le Conseil d'État comme un organisme chargé, sous le contrôle de l'administration, de la « gestion d'un service public » administratif en vue de l'amélioration des structures agricoles (V. parmi d'autres : 20 novembre 1995, Borel, n° 147026, aux Tables p. 795) et par la Cour de cassation comme un organisme à qui l'Etat a confié une « mission d'intérêt public » (V. notamment : 21 novembre 1985, n° 84-93133, Bull. 1985, n° 370) ou « une mission d'intérêt général » (V. Cass. 3° Civ., 3 avril 2014, n°14-40006, à publier au bulletin).

Les SAFER sont des organismes d'intervention sur le marché foncier rural dont les missions sont d'œuvrer à la protection des espaces agricoles, naturels et forestiers, de favoriser l'installation, le maintien et la consolidation d'exploitations agricoles ou forestières ; de concourir à la diversité des paysages, à la protection des ressources naturelles et au maintien de la diversité biologique ; de contribuer au développement durable des territoires ruraux ; d'assurer la transparence du marché foncier rural et de communiquer aux services de l'Etat les informations qu'elles détiennent sur l'évolution des prix et l'ampleur des changements de destination des terres agricoles (V. art. L. 141-1 du Code rural et de la pêche maritime).

La SAFER est titulaire d'un droit de préemption sur les ventes de fonds agricoles ou de terrains à vocation agricole, ainsi que sur les espaces présentant un enjeu pour la protection de l'environnement et des paysages. A ce titre, elle reçoit l'ensemble des DIA (déclarations d'intention d'aliéner) lors de la mise en vente de biens fonciers et elle est en mesure de transmettre, à la collectivité dès réception, des éléments de ces DIA, éventuellement d'intervenir par exercice de son droit de préemption, au prix ou avec contre-proposition de prix et de procéder à une analyse détaillée du marché foncier. Elle réalise aussi et surtout, dans le cadre de ces activités classiques des opérations à l'amiable.

Ainsi, la SAFER Provence-Alpes-Côte-D'azur, opérateur foncier de l'espace rural et périurbain, intervient pour le compte de collectivités territoriales par le biais de conventions, avec pour objectif d'aider les collectivités à concrétiser leurs projets de développement par la maîtrise foncière des terrains concernés par des problématiques : agricoles, d'installations, de transmission, de restructuration, d'aménagements.

Ses missions de service public l'amènent à privilégier la concertation et la négociation avec les acteurs du territoire, de manière à prendre en considération les intérêts parfois contradictoires et à compenser autant que possible les préjudices subis. Ainsi, les prélèvements fonciers occasionnés sur l'espace productif agricole par des projets de développement urbain, quels qu'ils soient (économie, habitat, infrastructure), nécessitent une juste compensation, qu'elle soit financière ou sous forme d'échange de terrains. L'Etat, au travers de la tutelle qu'il exerce sur les SAFER, mais également dans l'application des lois, est vigilant sur ces principes.

Les partenariats établis par la SAFER Provence-Alpes-Côte-D'azur témoignent de sa volonté d'être un acteur de l'aménagement du territoire transversal, et l'on peut ainsi citer à titre d'exemple les conventions avec les partenaires suivants :

- **Région Provence-Alpes-Côte d'Azur** : politique foncière territoriale d'installation en agriculture et de lutte contre la spéculation foncière en zone rurale ;

- **Département des Hautes-Alpes** : politique de stockage avec mise en place d'un fond revolving et prise en charge des frais de portage, destiné à porter la restructuration foncière des espaces agricoles ;
- **Agence de l'eau RM&C** : politique de préservation de la ressource en eau, de protection des zones humides ;
- **Conservatoire du Littoral** : préservation et mise en valeur des milieux, habitats, espèces ;
- **DRAAF – DREAL** : accompagnement des politiques publiques dans la préservation des espaces agricoles et naturels, par la production d'indicateurs destinés à « objectiver » les débats des CDPENAF.

✓ **Les communes partenaires bénéficiaires**

**La commune de Bar sur Loup - 1447 hectares -2 752 habitants**

Au XVII<sup>e</sup> siècle, la parfumerie voit le jour à Grasse et les plantes à parfum connaissent un essor dans toute la région. Les Bigaradiers, qui donnent l'orange amère, recouvraient alors toutes les collines de la vallée du loup et de ses environs. L'âge d'or de cette culture s'est étendu de 1850 à 1950. Utilisées en parfumerie, les précieuses fleurs étaient récoltées dès la mi-avril.

**La commune de Châteauneuf - 895 hectares -3 139 habitants**

Située à 417 m d'altitude, Châteauneuf est une commune de tradition agricole et horticole : vignes, oliviers, fleurs à parfum et maraîchages ont fait sa réputation. Récemment, plus de 1000 chênes ont été plantés dans le bois communal, ainsi que des oliviers, figuiers, caroubiers. Des terres agricoles sont également mises à disposition de jeunes agriculteurs, entre autres pour la culture du "cailletier".

**La commune de Coursegoules - 4098 hectares - 455 habitants**

Au pied du massif du Cheiron, Coursegoules est un site remarquable identifié au titre du réseau Natura 2000, où l'élevage et le pastoralisme prédominent et participent à la gestion du site Natura des préalpes de Grasse. Les bergeries et bories témoignent de la présence des moutons sur notre territoire.

**La commune de la Colle sur Loup - 982 hectares -7 546 habitants**

L'agriculture traditionnelle (maraîchage, horticulture, oliveraies) a laissé place à l'urbanisation et les boisements qui recouvrent 47% du territoire de la commune. Les enjeux  
Sont nombreux en terme de prévention des risques et des activités sylvicoles sont implantées sur la commune.

**La commune d'Opio - 947 hectares - 2 133 habitants**

De cet "opidum", où se nichent sous les oliviers de belles bastides restaurées, on découvre des paysages modelés pour cultiver la rose et le jasmin qui faisaient le bonheur des parfumeurs grassois, mais aussi l'olivier dont l'exploitation est encore bien vivante.

**La commune du Rouret - 710 hectares- 3 778 habitants**

Le Rouret est aussi une commune tournée vers la reconquête d'un territoire naturel pour la préservation et la valorisation de son patrimoine agricole et forestier. Sur les hauteurs, la commune



accueille une plantation expérimentale de chênes truffiers et un petit vignoble à vocation essentiellement pédagogique. Quant à sa Maison du Terroir, point de vente de producteurs, il est un des pionniers dans le département.

#### **La commune de Tourrettes sur Loup - 2928 hectares- 4 312 habitants**

Érigé sur les contreforts des gorges du Loup, Tourrettes-sur-Loup est un village fortifié établi sur un éperon rocheux dominant la Côte d'Azur. Cultivée depuis la fin du XIXe siècle, la violette "Victoria" fait la renommée de la Cité et lui offre chaque année une fête aussi parfumée qu'authentique.

#### **La commune de Valbonne 1897 hectares- 11 874 habitants**

Au cœur de la technopole de Sophia Antipolis, Valbonne a su préserver et valoriser le charme et l'authenticité de ses racines tout en inventant son futur. La commune est très attachée au patrimoine agricole et vient d'installer un chevrier ainsi que les jardins de Cocagne au sein d'un terrain et bâtiments communaux.

#### **La commune de Vallauris - 1304 hectares - 30 645 habitants**

La commune s'étend sur un front de mer d'environ 3 kilomètres et s'enfonce à l'intérieur des terres sur une profondeur de 5 kilomètres. Elle comprend deux pôles urbains importants comptant et nettement différenciés qui sont Vallauris à l'intérieur des terres et Golfe-Juan en bord de mer. Vallauris est renommée pour sa poterie traditionnelle et sa céramique artistique et les cultures florales (jasmin, rose de Mai, fleur d'oranger...). Même si ces activités se sont fortement réduites, l'horticulture ornementale, l'arboriculture et le maraîchage demeurent des activités principales.

#### **La commune de Gréolières - 5267 hectares -534 habitants**

Surplombé par les barres du Cheiron et dominant la vallée du Loup, riche en cascades et chutes impressionnantes, tunnels et gorges resserrées, le village apparaît tel un joyau dans l'écrin grandiose des Préalpes.

De nos jours, le cadre naturel de ce territoire reste particulièrement remarquable et offre, en complément d'un patrimoine bâti exceptionnel, des éléments de paysage variés.

#### **✓ Autres partenaires non bénéficiaires impliqués dans le projet:**

#### **La commune de Caussols - 2739 hectares- 229 habitants**

Caussols est située sur un plateau calcaire d'une longueur de 7km à 1 100m d'altitude dans les préalpes de Grasse. Le plateau est dominé au nord par la barre de Calern et offre une plaine agricole centrale présentant un paysage de prés ouverts consacrés à l'élevage/pâturage.

#### **La commune de Capières - 3820 hectares- 367 habitants**

Le village de Capières construit à 750 m d'altitude surplombe la vallée du Loup et fait face au massif du Cheiron. Traversés par les GR 4 et 51 ainsi que de nombreux chemins de randonnée, les environs du village conservent les traces d'une agriculture ancestrale (terrasses, aires de battage, bories).

### **La commune de Gourdon - 2253 hectares - 444 habitants**

L'un des Plus Beaux Villages de France et véritable forteresse médiévale, Gourdon surplombe la verdoyante Vallée du Loup. De sa place Victoria, classée en 1940, se déploie un panorama exceptionnel sur 80 km de côte Méditerranéenne, de Nice à Théoule-sur-mer.

A la fin du XIXe siècle, Gourdon s'étend au hameau de Pont du Loup dans la vallée du Loup où le climat est propice aux cultures d'orangers, d'oliviers et de plantes à parfum.

### **La commune de Villeneuve-Loubet - 1960 hectares – 13 808 habitants**

Le territoire communal est couvert à plus de 60% de boisements et de maquis et traversé du Nord au Sud par le fleuve le Loup. Sur la frange littorale se sont développés des activités et des logements spécialisés dans le tourisme, ainsi qu'une zone d'activités économiques et des quartiers résidentiels récents. Plus au nord, le village ancien surplombe le Loup et une grande plaine à caractère agricole (Les Plans) où domine une agriculture maraîchère et oléicole.

**Le SYMISA (Syndicat Mixte Sophia Antipolis):** Etablissement public à caractère administratif.

Son objet est la maîtrise foncière, l'aménagement, l'équipement, l'entretien, l'animation et la commercialisation du parc international d'activités de Sophia Antipolis et de ses différentes extensions.

Les membres du SYMISA sont des représentants du Département des Alpes Maritimes, des représentants de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, des représentants de la chambre de commerce et d'industrie de Nice Côte d'Azur et des représentants de la Région Provence Alpes Côte d'Azur.

### **TERRE DE LIENS**

Terre de liens est un mouvement national de citoyens qui œuvre pour la préservation des terres agricoles et l'installation d'agriculteurs sur les territoires en mettant en place des actions et en développant des outils innovants pour la préservation, l'acquisition et la transmission du foncier agricole. Ce mouvement est composé de trois outils juridiquement indépendants mais complémentaires :

- **Le réseau associatif** : mobilisé partout en France, cet outil de terrain permet l'accueil de porteurs de projet agricole et de propriétaires fonciers, privés ou public, pour faciliter les installations. Il informe et rassemble le public, citoyens et élus locaux, autour des enjeux fonciers et agricoles et ancre le projet Terre de Liens dans une dynamique citoyenne locale.  
Ce réseau est composé de 19 associations régionales, dont l'**association Terre de liens PACA**, et d'une association nationale.
- **La Foncière Terre de liens** : entreprise Solidaire agréée par l'Etat, elle permet à chacun de placer son épargne dans un projet à haute valeur sociale et écologique. Le capital accumulé sert à acheter des fermes pour y implanter des activités agri-rurales diversifiées. La Foncière loue ces fermes à des agriculteurs engagés dans une agriculture de proximité, biologique et à taille humaine par l'intermédiaire d'un Bail Rural Environnemental.

- **La Fondation Reconnue d'Utilité Publique** : reconnue d'utilité publique, elle est habilitée à recevoir des legs et donations de fermes. Elle achète également des terres grâce aux dons des citoyens, aux mécénats d'entreprises ou aux partenariats avec les collectivités. Elle garantit un usage responsable des lieux et des ressources naturelles qui s'y trouvent en installant des fermiers aux pratiques durables.
- **L'association Terre de liens PACA**, est ainsi un des acteurs du foncier agricole en région PACA que ce soit par sa capacité à mobiliser du foncier (via ses outils financiers) pour permettre des installations que par sa capacité à mobiliser les acteurs d'un territoire, citoyens comme élus, pour travailler ensemble à une gouvernance du foncier intégrée au territoire.

9 fermes Terre de liens ont été acquises par la Foncière en PACA dont deux dans le département des Alpes-Maritimes. Ces fermes accueillent des projets agricoles variés (culture de petits fruits, arboriculture, maraîchage, élevage etc.).

Terre de liens PACA rassemble près de 2000 citoyens (adhérents, épargnants et donateurs) sur la question du foncier.



## 4. FICHES ACTIONS DU PROJET

---

### FICHE A1 : PILOTAGE ET ANIMATION DU PROJET

#### 1. CONTEXTE ET PROBLEMATIQUE

##### 1.1 Objectifs

- > Pilotage général du projet
- > Coordination technique des différentes actions du projet
- > Gestion administrative et financière du projet : élaboration dossier de subvention, suivi du dossier, remontée de dépenses, etc
- > Animation globale du projet entre les différents partenaires et autres acteurs du territoire (institutionnels, élus, associations, professionnels, etc), préparation et organisation des comités techniques et comités de pilotage.

##### 1.2 Résultats attendus

Suivi technique et opérationnel du projet

Avancement du projet par la validation de chacune des étapes du projet

#### 2. PLAN D'ACTIONS DE LA MESURE

##### 2.1 Description de l'action

- Un **comité technique** (COTECH) sera mis en place pour suivre le projet : il regroupera à minima les partenaires du projet représentés par les instances techniques des différents organismes et institutions. Il se réunira environ 2 fois par an sous l'impulsion de la CASA pour définir les orientations de travail, identifier les enjeux, définir la méthode et proposer les stratégies et outils de chacune des étapes.

D'autres comités techniques pourront être organisés à la demande d'un des partenaires et si cela s'avère nécessaire pour le projet.

La CASA assurera le lien permanent avec chacun des partenaires afin d'assurer le suivi permanent de chacune des actions.

- Un **Comité de Pilotage** (COPIL) regroupant les élus du territoire et responsables des mêmes structures se réunira 1 fois par an. Ce comité supervise la démarche, arrête la stratégie, valide les différentes étapes de travail et priorise les actions et mesures à mener.

Seront également associés pour une meilleure cohérence du projet et pourront apporter leur expertise les partenaires suivants qui intégreront le COPIL:

- la DDTM (Direction Départementale des Territoires et de la Mer) représentant l'Etat,
- le Conseil régional Provence Alpes Côte d'Azur,
- le Conseil départemental des Alpes-Maritimes,
- le Parc Naturel Régional des Préalpes d'Azur,
- Autres organismes agricoles (Agribio 06, les Jeunes Agriculteurs 06, etc)

Ces acteurs intègrent d'ores et déjà la gouvernance mise en place dans le cadre de la stratégie agricole de la CASA.

La CASA assurera le lien permanent avec les partenaires, des échanges réguliers auront lieu. Elle assurera également la préparation, l'organisation, l'animation et les comptes-rendus de réunions des COTECH et COPIL durant les 2 années.

### 3. ELEMENTS DE PLANIFICATION

#### Calendrier de réalisation

- 2 COTECH et 1 COPIL et réunions intermédiaires: 2018
- 2 COTECH et 1 COPIL et réunions intermédiaires: 2019

#### Nature des livrables

- Comptes-rendus des COTECH et COPIL
- Comptes-rendus des points d'avancement et autres réunions nécessaires à la mise en place du projet

#### Indicateurs de réalisation

- Nombre de COTECH et COPIL
- Nombre de réunions intermédiaires

### 4. BUDGET PREVISIONNEL

	Partenaire concerné	Agent concerné	Nbre de jours	Coût journée	TOTAL (en euros)
<b>Action 1 : pilotage projet</b>	<b>CASA</b>	Chargée de mission	27	213.73	5 770.71
	<b>CA06</b>	Gestion administrative	3	455	1 365
<b>TOTAL BUDGET ACTION 1</b>					<b>7 135.71</b>

## 1. CONTEXTE ET PROBLEMATIQUE

### Objectif

Les Zones Agricoles Protégées ont été créées par la Loi d'orientation agricole du 9 juillet 1999. Il s'agit d'un outil foncier permettant de protéger durablement les espaces agricoles et forestiers **en milieu périurbain**. L'article L112-2 du Code rural précise les deux critères pour le classement des espaces agricoles :

- ✓ La qualité de leur production ;
- ✓ Leur situation géographique.

L'instauration d'une ZAP a pour effet de protéger durablement l'usage agricole des terres concernées. La ZAP se superpose en tant que périmètre mais n'influe pas sur le changement de mode d'occupation du sol (réglementé par le PLU). Les constructions admises dans le périmètre de la ZAP sont celles admises par le règlement de la zone du document d'urbanisme en vigueur.

2 communes sont concernées par cette action: Châteauneuf et Villeneuve-Loubet. Cette étude sera réalisée à l'échelle de 2 communes volontaires et 2 secteurs pré-identifiés qui constituent déjà des plaines agricoles exploitées. Pour garantir son utilité, la Zone Agricole Protégée doit concerner des zones sur lesquelles la dynamique agricole est réelle. Elle doit être soutenue par les acteurs locaux : agriculteurs, élus et filières agricoles.

## 2. PLAN D'ACTION DE LA MESURE

### 2.1 Description de l'action

#### **PHASE 1 : Elaboration du dossier de propositions**

- Description du projet et délimitation de la zone d'étude
- Caractéristiques agricoles et perspectives d'évolution
- identification et qualification des enjeux agricoles et des projets de territoire
- Délimitation et validation du périmètre de ZAP
- Rédaction des pièces nécessaires à l'instruction du dossier de ZAP

#### **PHASE 2 : Assistance Enquête publique**

## 3. ELEMENTS DE PLANIFICATION

### Calendrier de réalisation

- Phase 1 : 1<sup>er</sup> trimestre 2018
- Phase 2 : 2eme trimestre 2018

### Nature des livrables

- 2 dossiers de ZAP pour Châteauneuf et Villeneuve-Loubet
- Plans réglementaires



### Indicateurs de réalisation

- Nombre de dossiers montés

#### 4. BUDGET PREVISIONNEL

	Partenaire concerné	Agent concerné	Nbre de jours	Coût journée	TOTAL (en euros)
Action 2 : Etude d'opportunité de ZAP	BE TERCIA	Chef de projet	13	600	7 800
		Consultant junior	7	450	3 150
		Géomaticienne	3	400	1 200
					12 150 HT <b>14 580 TTC</b>
	CASA	Chargée de mission	10	213.73	2 137.3
<b>TOTAL BUDGET ACTION 2</b>					<b>16 717.30</b>

## 1. CONTEXTE ET PROBLEMATIQUE

### 1.1. Territoires concernés

Les études seront menées sur 4 communes (Gréolières, Tourrettes sur Loup, Le Bar sur Loup, Le Rouret). Ces communes souhaitent avoir une évaluation du potentiel agricole des secteurs qu'ils prévoient de classer comme « agricoles » dans leurs futurs PLU.

Les zones agricoles pré-identifiées, qui feront l'objet d'une étude de potentiel se répartissent comme suit :

- 56 ha pour le Bar sur Loup
- 96 ha à Tourrettes sur Loup
- 55 ha au Rouret
- 502 ha à Gréolières

### 1.2. Objectif

La Zone Agricole est un outil efficace en termes d'aménagement du territoire. Bien que moins définitif que la Zone Agricole Protégée, elle montre la volonté publique de préservation de la vocation agricole du site classé comme tel, et indique a priori un potentiel agronomique des parcelles en question.

Aussi, avant d'envisager la mise en place de nouvelles zones agricoles dans un PLU, il s'agit d'en étudier la pertinence, en évaluant le potentiel agricole du/des sites pré-identifiés, afin de fournir un outil d'aide à la décision utile aux aménageurs.

Les études décrites ci-après, qui porteront sur des secteurs pré-sélectionnés par les communes, auront donc vocation à orienter les décisions des aménageurs, en fournissant une analyse technique du potentiel agronomique en présence.

### 1.3. Résultats attendus

Réalisation d'un compte rendu technique par commune sur les sites pré-identifiés, comprenant une note de potentiel agronomique (note comprise entre 0 et 4), un commentaire explicatif de la note, et une cartographie des sites, redécoupés si besoin en unités homogènes.

## 2. PLAN D'ACTION DE LA MESURE

### 2.1. Description technique de l'action

#### 2.1.1. Mise en place d'une méthodologie partagée

L'évaluation du potentiel agricole des sites sera effectuée par la Chambre d'Agriculture des Alpes-Maritimes et le CERPAM, coordonnés par la CASA.

Aussi, il s'agira en premier lieu de se doter d'une méthodologie d'action partagée.

En effet, le potentiel agronomique sera évalué à l'aide d'une note chiffrée dont il s'agira de déterminer les critères d'élaboration : cette note résultera de l'évaluation d'un ensemble de critères

techniques (par exemple : profondeur de sol, présence de boisement, présence d'enrochements, disponibilité de l'eau d'irrigation) qui devront être pondérés par rapport à leur importance relative.

Le potentiel agronomique sera évalué au regard de deux valorisations agricoles différentes : la culture d'une part (maraichage ou prairie, analyse du caractère « arable » du secteur), analysée par la Chambre d'Agriculture, et le pastoralisme d'autre part (qui nécessitera une expertise complémentaire du CERPAM).

Cette première phase nécessitera 1 réunion des partenaires techniques.

La Chambre d'Agriculture se chargera de finaliser les outils et de les diffuser aux partenaires.

#### 2.1.2. Mise en œuvre de la méthodologie

L'évaluation du potentiel agricole des secteurs pré-identifiés nécessitera impérativement des visites sur site, qui serviront à confirmer ou infirmer les hypothèses réalisées d'après l'étude bibliographique menée au préalable (études des photos aériennes et des données existantes à la Chambre d'Agriculture et au CERPAM concernant l'usage actuel agricole).

Lors de ces visites seront notés les différents critères établis lors de la première phase de mise en place d'une méthodologie partagée.

La Chambre d'Agriculture réalisera une visite de tous les secteurs identifiés.

Le CERPAM se concentrera sur les sites repérés *a priori* comme possédant un potentiel pastoral.

#### 2.1.3. Restitution des travaux

La Chambre d'Agriculture et le CERPAM rédigeront un compte-rendu technique par commune, restituant l'évaluation du potentiel agronomique.

Ce compte-rendu comprendra une cartographie des zones identifiées comme agricoles, éventuellement redécoupées selon des unités homogènes, et évaluées à l'aide d'une note. Chaque notation sera expliquée à l'aide d'un commentaire détaillé, dans une fiche dédiée au site (cf. exemple ci-après).

Exemple de fiche (factice) :

## Carte de localisation du site factice

### **Note des caractéristiques arables du site factice : 1/4**

Commentaire : site à faible potentiel de culture, en raison de

- son caractère forestier qui imposera un déboisement préalable
- de sa déclivité importante, qui rend impératif l'aménagement préalable de terrasses de culture
- de la faible profondeur de sol, qui nécessiterait un travail important du sol avant toute implantation de culture
- de son exposition NNE, peu favorable aux cultures.

### **Note des caractéristiques pastorales du site factice : 2/4**

Commentaire : site à potentiel pastoral moyen, en raison de

- son caractère forestier et embroussaillé qui :
  - gêne la circulation des animaux et nécessitera un débroussaillage partiel
  - mais est très favorable au pâturage des caprins
  - permet de bénéficier d'une ressource pâturable en été (ombre sous les arbres + broussailles) ou à l'automne (broussailles consommables toute l'année)
- de sa déclivité importante et de son micro-relief marqué, qui rendent la circulation du troupeau peu évidente (surtout si troupeau ovin important). Les animaux peuvent néanmoins circuler
- son exposition NNE qui en fait un quartier frais, intéressant en période chaude ou sèche
- l'absence d'eau à proximité immédiate, mais présence d'un accès par la route permettant d'amener de l'eau au troupeau si besoin.

## **3. ELEMENTS DE PLANIFICATION**

### **3.1. Calendrier de réalisation**

- Mise en place de la méthodologie : 4eme trimestre 2017
- Etude sur la commune du Rouret : 4eme trimestre 2017
- Etudes autres communes : 2eme et 3eme trimestre 2018

### **3.2. Nature des livrables**

- Fiche technique rédigée par site (cf. exemple précédemment détaillé)

### **3.3. Indicateurs de réalisation**

- Nombre de fiches rédigées



#### 4. BUDGET PREVISIONNEL

	Partenaire concerné	Agent concerné	Nombre de jours	Coût journée	Total (en euros)
<b>Action 3 : Etudes potentiel agricole</b>	CASA	Chargée de mission	17	213.73	3 633.41
	CERPAM	Conseiller	5	675	3 375
	CA 06	Technicien	4	266	1 064
	CA06	Chargé d'étude	14	250	3 500
	CA06	Chef de service	1	332	332
<b>TOTAL BUDGET ACTION 3</b>					<b>12 579.41</b>

## **1. CONTEXTE ET PROBLEMATIQUE**

La mise en place d'une ZAP tout comme le classement en zone agricole dans les PLU doit permettre de sécuriser le foncier en limitant les usages aux activités agricoles. Cependant, malgré l'instauration de dispositions réglementaires, le foncier reste compliqué à mobiliser sur le territoire de la CASA. On observe des phénomènes de rétention foncière, particulièrement dans des secteurs périurbains affectés par une forte pression foncière. Ainsi, il conviendra d'accompagner les communes qui vont faire évoluer leur PLU avec l'ouverture de nouvelles zones agricoles, tout comme les communes qui mettront en œuvre une démarche de ZAP, en leur proposant des actions ciblées d'animation foncière destinées à remettre en valeur du foncier délaissé à vocation agricole.

De plus, des communes plus rurales du territoire de la CASA sont davantage concernées par des besoins de restructuration foncière en zone agricole afin d'améliorer la répartition parcellaire des exploitations et favoriser leur fonctionnement et leur viabilité. Un travail de restructuration foncière doit favoriser la transmission des exploitations agricoles et ainsi garantir sur le long terme l'usage agricole du foncier concerné. Il s'agit de limiter l'apparition des friches dans des secteurs vulnérables en raison d'une morphologie foncière contraignante pour les exploitations agricoles.

## **2. DESCRIPTION DE L'ACTION ET DU ROLE DU PARTENAIRE**

Ce travail d'animation foncière en lien avec les communes doit favoriser :

- Des acquisitions foncières par les communes pour l'installation d'agriculteurs ;
- La mise en place de locations ou la concrétisation d'acquisitions foncières par des porteurs de projets agricoles, que ce soit pour la consolidation d'exploitations agricoles existantes ou l'installation de nouveaux exploitants.
- La restructuration foncière dans des secteurs caractérisés par un parcellaire morcelé contraignant pour le fonctionnement des exploitations agricoles.

### **✓ IDENTIFICATION DES SITES D'ACTION**

L'animation foncière sera conduite sur plusieurs sites à vocation agricole qui présentent des enjeux fonciers. Un travail d'identification des sites sera réalisé en lien avec les élus des communes concernées.

En effet, 8 communes sur le territoire de la CASA ont manifesté un besoin d'accompagnement en matière d'animation foncière. Pour cinq d'entre elles, il s'agit de communes dont le PLU est actuellement en cours d'élaboration ou de révision. Elles vont bénéficier de l'accompagnement de la CASA dans le cadre de l'élaboration d'une étude de potentiel agricole. De nouvelles zones agricoles vont émerger dans les documents d'urbanisme. Les communes concernées veulent revaloriser ces zones agricoles, parfois inexploitées depuis de nombreuses années. La maîtrise foncière constitue la première phase de tout projet de revalorisation et sans cette maîtrise foncière par la collectivité ou par les porteurs de projets agricoles, ces espaces ne peuvent pas être revalorisés et retrouver un usage agricole.

Trois autres communes du territoire de la CASA, davantage rurales, souhaitent pérenniser sur le long terme des secteurs à vocation agricole vulnérables. Ces secteurs présentent des contraintes liées à leur structure foncière. La réalisation d'échanges amiables permettra de restructurer les exploitations, ce qui favorisera leur pérennité et leur transmission.

Une réunion sera organisée dans chacune des communes pour identifier avec les élus un à deux sites à enjeu agricole sur lesquels une animation foncière s'avère nécessaire.

✓ **PROSPECTION ET SENSIBILISATION DES PROPRIETAIRES**

Sur chacun des sites identifiés, une prospection des propriétaires sera réalisée. Ce travail comprend :

- l'identification des propriétaires ;
- la réalisation d'un publipostage pour contacter l'ensemble des propriétaires par courrier. Le courrier sera co-signé par les partenaires et le maire de la commune ;
- des relances téléphoniques quand cela est possible.

L'objectif de la prospection est de contacter le maximum de propriétaires et d'effectuer un travail d'information et de sensibilisation (information sur le zonage réglementaire des parcelles, sensibilisation à l'intérêt de la réalisation d'un projet agricole sur le site concerné).

Tous les propriétaires seront conviés à une réunion en mairie, qui sera organisée en lien avec l' élu référent, pour présenter le projet agricole sur le site et les possibilités pour permettre la réalisation du projet (ventes, locations, mise à disposition, mise en place d'échanges amiables, etc.).

Les propriétaires intéressés mais qui ne pourront pas se rendre à cette réunion seront rencontrés individuellement.

✓ **CONDUITE DES OPERATIONS FONCIERES**

La SAFER conduira les opérations de vente amiable qui découleront des prospections via sa procédure classique (appel à candidatures, présentation des dossiers au Comité Technique Départemental).

Grâce à la réception des DIA, la SAFER exercera par ailleurs une surveillance sur l'ensemble des sites afin d'intervenir par l'exercice de son droit de préemption si cela est nécessaire.

*Les interventions définies dans cette action relève des interventions propres à la SAFER. Les frais liés à cette action seront déclinés selon le barème établi par la SAFER, dans le cadre des opérations foncières que la SAFER est amenée à encadrer.*

Un conseiller foncier SAFER sera mis à disposition pour la réalisation du travail d'animation foncière.

### **3. ELEMENTS DE PLANIFICATION**

✓ **CALENDRIER DE REALISATION**

- Identification des sites en lien avec les communes → 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> trimestres 2018
- Prospection foncière, organisation des réunions de sensibilisation des propriétaires → 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> trimestres 2018

✓ **NATURE DES LIVRABLES**

- Synthèse des réunions d'identification des sites
- Cartographie des sites retenus
- Bilan de l'animation foncière

✓ **INDICATEURS DE REALISATION**

- Nombre de propriétaires contactés



- Surface remobilisée via des ventes
- Surface remobilisée via la mise en place de locations

## Deuxième intervenant sur cette action: TERRE DE LIENS

En complément du travail réalisé par la SAFER, **Terre de Liens** sera mobilisé également pour initier sur le territoire de la CASA une démarche de veille foncière par les citoyens et définir une méthodologie d'action qui pourra être mise en œuvre par la suite.

**Les objectifs** de cette action sont :

- d'informer les citoyens sur les enjeux liés au foncier agricole
- faire émerger une dynamique citoyenne sur le territoire
- et de créer un groupe de citoyens prêts à se mobiliser sur la question du foncier

## Plan d'actions

### 1. Faire connaître les enjeux du foncier aux citoyens de la CASA

- > Organisation d'une réunion d'information à destination des citoyens sur les enjeux liés au foncier
- > Coordination des citoyens souhaitant se mobiliser sur la question du foncier et sur l'action

### 2. Définir une stratégie d'actions citoyennes sur le foncier agricole

- > Organisation d'une réunion avec des citoyens volontaires pour se mobiliser sur la question du foncier afin de définir avec eux quels types d'actions citoyennes pourraient être mises en œuvre afin de préserver le foncier agricole de leur territoire et de permettre des installations agricoles.

## Calendrier de réalisation

Action 1 : 1er semestre 2018

Action 2 : 1er semestre 2018

## Nature des livrables

Support de communication, visuel de présentation, compte-rendu

## Indicateurs de réalisation

Nombre de réunions réalisées, nombre de citoyens sensibilisés

### 4. BUDGET PREVISIONNEL

	Partenaire concerné	Agent concerné	Nombre de jours	Coût journée	Total (en euros)
<b>Action 4 : Animation foncière</b>	CASA	Chargée de mission	20	213.73	4 274.60
	SAFER	Conseiller foncier	55	170.9	9 404.60
	SAFER	Chef de service	3	394.9	1 184.70
	SAFER	Chargé d'étude	7	287.3	2 011
	Terre de Liens	Animatrice territoriale	10.5	450	4 725
<b>TOTAL BUDGET ACTION 4</b>					<b>21 599.90</b>

## 1. CONTEXTE ET PROBLEMATIQUE

### 1.1 Objectif

10 communes de la CASA ont préalablement identifié des parcelles ou secteurs qui montrent un intérêt de remise en état en vue d'une installation agricole.

Ces secteurs pré-identifiés sont soit issus des zones à enjeux identifiées dans l'étude foncière agricole de la CASA, soit ont fait l'objet d'une étude de potentiel agricole réalisée par la Chambre d'agriculture des Alpes-Maritimes à la demande de la commune.

Ces parcelles sont en majorité communales ou sont en cours d'acquisition par la commune via la SAFER.

La remise en culture de terrains actuellement en friches a plusieurs objectifs :

- agricole : libérer des espaces cultivables qui étaient pour la plupart exploités auparavant et permettre l'installation de nouveaux porteurs de projets.
- paysager : remettre en état un patrimoine vernaculaire, identitaire comme par exemple les restanques qui accueillait autrefois des cultures identitaires.
- environnemental en terme de prévention des risques : en effet, des surfaces totalement impénétrables du fait de la présence de ronces, arbustes, notamment de résineux forment des zones où le risque d'incendie est maximal. Le défrichement des coteaux permettrait de réimplanter des cultures de vignes et d'oliviers qui constituent d'excellents coupe-feux et l'entretien pourra se faire par le pastoralisme. En plaine, les terrains remis en état accueilleront favorablement des cultures maraichères essentiellement.
- social : des espaces pourront être dégagés notamment sur des petites zones de restanques pour la création de jardins familiaux et ainsi offrir aux habitants l'opportunité de cultiver leurs légumes, de se rencontrer et de donner à leurs enfants la connaissance du travail de la terre.

### 1.2 Résultats attendus

- Remise en état et valorisation agricole des terres en friches
- Impulsion d'une dynamique de valorisation des terres agricoles
- Amélioration paysagère du territoire
- Augmentation des surfaces de productions
- Installation d'agriculteurs

## 2. PLAN D'ACTION DE LA MESURE

### 2.1 Description de l'action

- > Recensement des différents secteurs en fonction de l'étude foncière réalisée et des zones à enjeux identifiées, du potentiel agricole et des enjeux en termes de production, paysage et prévention des risques.
- > Mettre en œuvre un dispositif d'accompagnement aux travaux de remise en état sur les parcelles identifiées : les communes seront maîtres d'ouvrage pour la réalisation des travaux de remise en état. La CASA pourra les accompagner pour l'élaboration du cahier des charges dans le cadre de lancement de marchés de travaux si nécessaire.

Communes concernées	Porteur Projet	Projet agricole pressenti	Surface (ha)	Travaux remise en état (abattage : 300 arbres/ha - 70€/arbre soit 2100€/ha)	Travaux remise en état : (débroussaillage: 0.40€/m <sup>2</sup> majoration du BPU) dessouchage: 0.8€/m <sup>2</sup> ) Total = 1.20€/m <sup>2</sup>	Coût estimatif (€ HT)	Clôtures (en ML)	Coût Estimatif (€ HT) (BPU : 20€/ML) 450 ML pour 1 ha
VALBONNE	Commune	Maraichage (étude CA06)	5	10 500	60 000	70 500	2250	45 000
LE ROURET	Commune	maraichage	1	2 100	12 000	14 100	450	9 000
LA COLLE/LOUP	Commune	Maraichage – arboriculture (étude CA06)	5	10 500	60 000	70 500	2250	45 000
	Commune	Pastoralisme – vergers (étude CA06)	4	8 400	48 000	56 400	1 800	36 000
	Société Holdis - Commune	Pastoralisme/ Elevage/ Autre (étude CA06) 2 secteurs de 8 ha	16	33 600	192 000	225 600	Sur 13 ha 5 850	118 000
VALLAURIS	Commune	Agrumes	2	4 200	24 000	28 200	900	18 000
VALLAURIS (Sophia-Antipolis)	SYMISA	Oléiculture, arboriculture fruitière	4	8 400	48 000	56 400	1 800	36 000
VALLAURIS (Sophia-Antipolis)	SYMISA	Pastoralisme	4		16 000	16 000		
BAR/LOUP	Commune	Maraichage (étude CA06 à venir)	4	8 400	48 000	56 400	1 800	36 000
COURSEGOULES	Commune	Cultures légumières	2		8 000	8 000	900	18 000



		(étude CA06)						
<b>OPIO</b>	Commune	Elevage - pastoralisme	3	6 300	36 000	<b>42 300</b>	1350	<b>27 000</b>
<b>CHATEAUNEUF</b>	Commune	Maraîchage – Oléiculture (étude en cours)	4				1 800	<b>36 000</b>
<b>TOURRETTES/ LOUP</b>	Commune	Maraîchage (étude agricole à venir)	10	21 000	120 000	<b>141 000</b>	4 500	<b>90 000</b>
<b>GREOLIERES</b>	Commune		4	8 400	48 000	<b>56 400</b>	1 800	<b>36 000</b>
<b>COUT TOTAL (HT)</b>						<b>841 800</b>		<b>550 000</b>

### 3. ELEMENTS DE PLANIFICATION

#### Calendrier de réalisation

Les communes ont 5 années pour la réalisation des travaux

- Concertation élus et propriétaires: 2eme semestre 2018
- Assistance communes pour la mise en œuvre des travaux: 2019
- Suivi des travaux: 2019 à 2021

#### Nature des livrables

- Synthèse des différentes phases de travaux
- synthèse des échanges et réunions avec les communes
- cartographie des secteurs remis en état

#### Indicateurs de réalisation

- surface de terrains remis en état

### 4. BUDGET PREVISIONNEL

	Partenaire concerné	Agent concerné	Quantité (Nbre de jours /ou ha)	Coût journée	TOTAL (en euros)
<b>Action 5 : Remise en état de friches</b>	<b>CASA</b>	Chargée de mission	10	213.73	2 137.30
<b>TOTAL BUDGET ACTION 5</b>					<b>2 137.30</b>

## PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL

Partenaires bénéficiaires	Actions	Année N	Année N+1	TOTAL
<b>REMUNERATION</b>				
CASA	1-2-3-4-5	8 976.95	8 976.95	<b>17 953.90</b>
CA06	1-3	6 511	0	<b>6 511.00</b>
SAFER PACA	4	12 025.73	0	<b>12 025.73</b>
<b>SOUS TOTAL</b>		<b>27 513.68</b>	<b>8 976.95</b>	<b>36 490.63</b>
<b>PRESTATAIRES</b>				
TERCIA	2	14 580	0	<b>14 580</b>
CERPAM	3	4 050	0	<b>4 050</b>
TERRES DE LIENS	4	4 725	0	<b>4 725</b>
<b>SOUS TOTAL</b>		<b>23 355</b>	<b>0</b>	<b>23 355</b>
<b>TOTAL (€TTC)</b>		<b>50 868.68</b>	<b>8 976.95</b>	<b>59 845.63</b>
<b>Financements à hauteur de 100% répartis :</b>				<b>59 845.63</b>
FEADER 80%				47 876.50
Région 20%				11 969.13

2/ REMISE EN ETAT FRICHES (Action 5)						
Partenaire bénéficiaire	Année N	Année N+1	Année N+2	Année N+3	Année N+4	TOTAL
VALBONNE	0	35 250	35 250	0	0	70 500
Autofinancement						<b>14 100</b>
LE ROURET	14 100	0	0	0	0	14 100
Autofinancement						<b>2 820</b>
LA COLLE SUR LOUP	0	31 725	31 725	31 725	31 725	126 900
Autofinancement						<b>25 380</b>
HOLDIS- LA COLLE	0	0	75 200	75 200	75 200	225 600
Autofinancement						<b>45 120</b>
VALLAURIS	0	28 200	0	0	0	28 200
Autofinancement						<b>5 640</b>
BAR SUR LOUP	0	30 000	26 400	0	0	56 400
Autofinancement						<b>11 280</b>
COURSEGOULES	8 000	0	0	0	0	8 000
Autofinancement						<b>1 600</b>
OPIO	0	0	20 000	22 300	0	42 300
Autofinancement						<b>8 460</b>
TOURRETTES SUR LOUP	0	35 250	35 250	35 250	35 250	141 000
Autofinancement						<b>28 200</b>
GREOLIERES	0	0	18 800	18 800	18 800	56 400
Autofinancement						<b>11 280</b>
SYMISA	0	18 100	18 100	18 100	18 100	72 400
Autofinancement						<b>14 480</b>
<b>TOTAL (€HT)</b>	<b>22 100</b>	<b>178 525</b>	<b>260 725</b>	<b>201 375</b>	<b>179 075</b>	<b>841 800.00</b>



<b>TOTAL (€TTC)</b>	<b>1 010 160.00</b>
<b>Financements à hauteur de 80% répartis :</b>	<b>808 128</b>
<i>FEADER 80%</i>	<i>646 502.4</i>
<i>Région 20%</i>	<i>161 625.6</i>

<b>3/INVESTISSEMENT MATERIELS (Action 5)</b>						
<b>Partenaire bénéficiaire</b>	<b>Année N</b>	<b>Année N+1</b>	<b>Année N+2</b>	<b>Année N+3</b>	<b>Année N+4</b>	<b>TOTAL</b>
VALBONNE	0	0	45 000	0	0	45 000
<b>Autofinancement</b>						<b>27 000</b>
LE ROURET	0	0	9 000	0	0	9 000
<b>Autofinancement</b>						<b>5 400</b>
LA COLLE SUR LOUP	0	0	0	40 000	40 000	81 000
<b>Autofinancement</b>						<b>48 600</b>
HOLDIS- LA COLLE	0	0	0	59 000	59 000	118 000
<b>Autofinancement</b>						<b>70 800</b>
VALLAURIS	0	0	9 000	9 000	0	18 000
<b>Autofinancement</b>						<b>10 800</b>
BAR SUR LOUP	0	0	0	18 000	18 000	36 000
<b>Autofinancement</b>						<b>21 600</b>
COURSEGOULES	0	0	9 000	9 000	0	18 000
<b>Autofinancement</b>						<b>10 800</b>
OPIO	0	0	0	0	27 000	27 000
<b>Autofinancement</b>						<b>16 200</b>
CHATEAUNEUF	36 000	0	0	0	0	36 000
<b>Autofinancement</b>						<b>21 600</b>
TOURRETTES SUR LOUP	0	0	40 000	25 000	25 000	90 000
<b>Autofinancement</b>						<b>54 000</b>
GREOLIERES	0	0	12 000	12 000	12 000	36 000
<b>Autofinancement</b>						<b>21 600</b>
SYMISA	0	0	0	18 000	18 000	36 000
<b>Autofinancement</b>						<b>21 600</b>
<b>TOTAL (€HT)</b>	<b>36 000</b>	<b>0</b>	<b>124 000</b>	<b>190 000</b>	<b>200 000</b>	<b>550 000</b>
<b>TOTAL (€TTC)</b>						<b>660 000</b>
<b>Financements à hauteur de 40% répartis :</b>						<b>264 000</b>
<i>FEADER 80%</i>						<i>211 200</i>
<i>Région 20%</i>						<i>52 800</i>

## DEMANDE DE SUBVENTION

### STRATEGIES LOCALES DE DEVELOPPEMENT POUR LA PRESERVATION ET LA MISE EN VALEUR DU FONCIER AGRICOLE ET NATUREL

### DISPOSITIF 16.7-1 DU PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT RURAL DE LA REGION PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR

#### Cadre réservé à l'administration

N° de dossier :

Date de réception :

N° de dossier OSIRIS :

#### 1. IDENTIFICATION ET COORDONNEES DU CHEF DE FILE

N° SIRET : |240|600|585|000|14|

(du siège social) attribué par l'INSEE lors d'une inscription au répertoire national des entreprises

code APE le cas échéant : |84|11|Z : Administration publique générale

☐ entreprise en cours d'immatriculation (le justificatif devra être fourni le plus rapidement possible au Conseil Régional PACA)

STATUT JURIDIQUE : 7248 – Communauté d'agglomération (EPCI)

*Associations, Collectivité, Chambre d'agriculture, Société d'Aménagement Régional...*

RAISON SOCIALE: Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis

NOM du représentant légal : LEONETTI

Prénom du représentant légal : Jean

Fonction du représentant légal (*maire, président...*) : Président

Adresse du siège social du Chef de file : 449 Route des crêtes, BP 43

Code postal : |0|6|9|0|1|

Ville : VALBONNE

Téléphone : |0|4|8|9|8|7|7|1|0|0|

NOM Prénom du responsable du projet (*si différent*) : VINCENTELLI Valentine

Fonction du responsable du projet : Chargé de mission Espaces Naturels - Agriculture

8

Téléphone du responsable du projet : |0|4|8|9|8|7|7|2|2|8|

Téléphone portable professionnel du responsable du projet : |0|6|3|3|6|3|0|4|6|0|

Adresse Mail du responsable du projet : v.vincentelli@agglo-casa.fr

#### 2. INTITULE DU PROJET

##### Nature du projet et localisation :

**INTITULE DU PROJET :** PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT RURAL FEADER 2014-2020 : OPERATION 16.7.1 « STRATEGIES LOCALES DE DEVELOPPEMENT POUR LA PRESERVATION ET LA MISE EN VALEUR DU FONCIER AGRICOLE ET NATUREL »

##### TERRITOIRE COUVERT PAR LE PROJET :

14 communes de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (cf. Carte projet - Annexe 1 de la convention de partenariat)

### 3. COORDONNEES DU COMPTE BANCAIRE DU CHEF DE FILE SUR LEQUEL LES AIDES SERONT VERSEES

Veuillez donner ci-après les coordonnées du compte choisi pour le versement de la présente aide et joindre un RIB :

N° IBAN : FR58|3000|1005|96C0| |6500|0000|079|

BIC |B|D|F|E|F|R|P|P|C|C|T|

### 4. CARACTERISTIQUES DU PROJET

#### a) Type de projet de coopération

**Partenaires associés au projet (au moins 2 entités) :**

Nombre total de partenaires associés au projet : **18**

Nombre total de partenaires sollicitant une aide : **13**

#### Composition du partenariat

Type de partenaires	Nom du partenaire	Adresse	CP - Ville	N° SIRET/SIREN	Code APE
Chef de file :	Communauté d'agglomération Sophia Antipolis	449 route des crêtes, BP 43	06 901 VALBONNE	240 600 585 000 14	84 11 Z
Partenaire 1	Chambre d'Agriculture	MIN ST Augustin MIN Fleurs 17 BOX 85	06 296 NICE CEDEX 3	180 600 025 000 35	94 11 Z
Partenaire 2	SAFER	SAFER PACA Route de la Durance CS 20017	04107 MANOSQUE CEDEX	707 350 112 000 17	42 99 Z
Partenaire 3	Terre de Liens	Maison IV de Chiffre 26 rue des Teinturiers	84000 AVIGNON	522 512 755	9499Z
Partenaire 4	Bar-sur-Loup	Place de la Tour	06 620 BAR SUR LOUP	210 600 102	84 11 Z
Partenaire 5	Caussols	76 place Derégnaucourt	06 460 CAUSSOLS	210 600 375 000 13	84 11 Z
Partenaire 6	Châteauneuf	4 place Georges Clémenceau	06 740 CHATEAUNEUF	210 600 383 000 17	84 11 Z
Partenaire 7	Cipières	1 la Place	06 620 CIPIERES	210 600 417 000 13	
Partenaire 8	La Colle-sur-Loup	Chemin du Canadel	06 480 LA COLLE SUR LOUP	210 600 441 000 13	84 11 Z
Partenaire 9	Coursegoules	1 place de la mairie	06 140 COURSEGOULES	210 600 508 000 19	84 11 Z
Partenaire 10	Gourdon	263 chemin du Coulombiers	06 620 GOURDON	217 102 227 000 14	84 11 Z
Partenaire 11	Gréolières	5 rue de la Mairie	06 620 GREOLIERES	210 600 706 000 19	84 11 Z
Partenaire 12	Opio	Place de la Liberté	06 650 OPIO	210 600 896 000 18	84 11 Z
Partenaire 13	Le Rouret	Allée des anciens combattants	06 650 LE ROURET	210 601 126 000 19	84 11 Z
Partenaire 14	Tourrettes-sur-Loup	Place Maximin escalier	06 140 TOURRETTES SUR LOUP	210 601 480 000 10	84 11 Z
Partenaire 15	Valbonne Sophia Antipolis	Place de l'hôtel de Ville	06 902 VALBONNE CEDEX	210 601 480 000 10	84 11 Z
Partenaire 16	Vallauris	Place Jacques Cavasse	06 220 VALLAURIS	210 601 555 000 19	84 11 Z
Partenaire 17	Villeneuve-Loubet	Place de l'hôtel de ville	06 270 VILLENEUVE- LOUBET	210 601 613 000 16	84 11 Z
Partenaire 18	SYMISA	449 route des crêtes, BP 43	06 901 VALBONNE	250 600 012	84 12 Z

#### b) Calendrier prévisionnel

Date prévisionnelle de début du projet : 01/10/ 2017 (jour, mois, année)

Pour les projets qui s'étendent sur plusieurs années :

Type de partenaires	Année n*	Année n+1	Année n+2	Année n+3	Année n+4
Chef de file : CASA	32 331.95	8 976.95			
Partenaire 1 : Chambre d'Agriculture	6 511.00				
Partenaire 2 : SAFER	12 025.73				
<b>SOUS TOTAL</b>	<b>50 868.68</b>	<b>8 976.95</b>			
Partenaire 4 : Bar-sur-Loup		36 000.00	31 680.00	21 600.00	21 600.00
Partenaire 6 : Châteauneuf	43 200.00				
Partenaire 8 : La Colle-sur-Loup		38 070.00	38 070.00	86 070.00	86 070.00
HOLDIS			90 240.00	129 840.00	161 040.00
Partenaire 9 : Coursegoules	9 600.00		54 000.00		
Partenaire 12 : Opio			24 000.00	26 760.00	32 400.00
Partenaire 13 : Le Rouret	16 920.00		10 800.00		
Partenaire 14 : Tourrettes-sur-Loup		42 300.00	42 300.00	72 300.00	72 300.00
Partenaire 15 : Valbonne Sophia Antipolis		42 300.00	96 300.00		
Partenaire 16 : Vallauris		33 840.00	10 800.00	10 800.00	
Partenaire 11 : Gréolières			36 960.00	36 960.00	36 960.00
Partenaire 18 : SYMISA		21 720.00	21 720.00	43 320.00	43 320.00
<b>SOUS TOTAL € TTC</b>	<b>69 720.00</b>	<b>214 230.00</b>	<b>504 870.00</b>	<b>427 650.00</b>	<b>453 690.00</b>
<b>TOTAL des dépenses prévues (€TTC)</b>	<b>120 588.68</b>	<b>223 206.95</b>	<b>504 870.00</b>	<b>427 650.00</b>	<b>453 690.00</b>

\*Année de démarrage du projet

Date prévisionnelle de fin de projet : 01 / 10 / 2022 (jour, mois, année)

#### c) Critères administratifs et financiers liés au chef de file

- Moyens humains dédiés à la gestion du dossier au niveau de la structure Chef de File (nbre d'ETP) : 0.2 ETP
- Précisez ci-dessous la méthode envisagée de remontée des dépenses par la structure Chef de file (transmission des justificatifs de dépenses de chacun des partenaires bénéficiaires au chef de file puis au service instructeur)

Transmission des justificatifs de dépenses et des livrables de chaque partenaire au chef de file annuellement puis transmission des documents par le chef de file au service instructeur.

## 5. DEPENSES PREVISIONNELLES

Récapitulatif des dépenses prévisionnelles (cf. annexe 2 & 3 pour la description détaillée)

Récapitulatif des dépenses prévisionnelles	Montant total figurant dans les annexes 2&3
<b>Animation liée à la réorganisation foncière, reconquête de friches, mise en œuvre des procédures de biens vacants et sans maîtres</b>	
Annexe 2 : Total Prévisionnel des dépenses de rémunération	
Chef de file : Communauté d'agglomération Sophia Antipolis	17 953.90 €
Partenaire 1 : Chambre d'Agriculture	6 511.00 €
Partenaire 2 : SAFER	12 025.73 €
<b>Etudes de faisabilité, coûts directs de mise en œuvre du projet</b>	
Annexe 3 : Total Prévisionnel des dépenses sur devis	
TERRE DE LIENS	4 725.00 € TTC
TERCIA CONSULTANTS	14 580.00 € TTC
CERPAM	4 050.00 € TTC
Communes + SYMISA/ remise en état	1 010 160.00 € TTC
Communes + SYMISA/ investissement matériels	660 000.00 € TTC



Coût global du projet :	1 730 005.63 € TTC
-------------------------	--------------------

## 6. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DU PROJET

Montant total HT ou TTC * du projet : <b>1 730 005.63 € TTC</b>
<b>Montant assiette éligible HT ou TTC * du projet (a) : 1 131 923.63 € TTC</b>

Taux d'aide publique escompté (a)	100 % Etudes – 80% Remise en état friches – 40% Matériels
-----------------------------------	---

Montant correspondant de l'aide publique souhaitée	<b>1 131 973.63 € TTC</b>
Dont part d'autofinancement sollicitant une contribution FEADER (b)	<b>905 578.90 € TTC</b>

Financement public			
Financeurs publics sollicités	Sollicité via une autre demande	Montant demandé	Montant obtenu le cas échéant
Région	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	, €	, €
Département	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	, €	, €
Autres :	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	, €	, €

Emprunts (c)			
Identification du prêteur	Type de prêt	Montant du prêt demandé	Montant obtenu
		, €	, €
		, €	, €
		, €	, €

Financements du demandeur	
Autofinancement à titre privé (d)	, €

- (a) A établir selon les règles fixées dans l'Appel à Propositions (plafonnement de l'assiette de coût total éligible, taux d'aide publique)
- (b) Pour un organisme reconnu de droit public, préciser la part d'autofinancement pour laquelle est souhaitée une contribution de FEADER.
- (c) Si le prêt correspondant bénéficie d'un taux d'emprunt préférentiel (PTZ, PB), la différence avec le taux du marché est considérée comme une subvention publique.
- (d) Pour un organisme reconnu de droit public, la part d'autofinancement affiché à ce niveau ne constitue pas une aide publique.

**\* Attention : Seuls les demandeurs qui ne récupèrent pas la TVA peuvent présenter des dépenses et des recettes TTC**

## 7. LISTE DES PIÈCES A JOINDRE A VOTRE DEMANDE

Pour tous les bénéficiaires :

Pièces	Type de bénéficiaire concerné / type de projet concerné	Pièce jointe	Sans objet
Exemplaire original du présent formulaire de demande d'aide complété et signé (y compris annexes 1 à 6)	Chef de file	<input type="checkbox"/>	
Convention de partenariat complétée et signé (y compris annexes 1 à 2.1)	Tous les partenaires	<input type="checkbox"/>	
Ensemble des pièces justificatives des dépenses prévisionnelles (selon le bénéficiaires : 3 devis pour chaque dépense, justificatifs des frais salariaux prévisionnels, pièces constitutives du marché permettant de justifier le caractère raisonnable des coûts, etc.)	Tous les partenaires-bénéficiaires concernés	<input type="checkbox"/>	
Relevé d'identité bancaire du chef de file (ou copie lisible)	Chef de file	<input type="checkbox"/>	
Certificats de conformité aux obligations fiscales et sociales	Tous les partenaires-bénéficiaires concernés (sauf collectivité territoriale)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Statuts	Tous les partenaires-bénéficiaires concernés	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Récépissé de validation des statuts par préfecture pour chacun des bénéficiaires concernés	Tous les partenaires-bénéficiaires concerné (Associations)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Preuve de la représentation légale ou du pouvoir accordé au signataire par le représentant légal (selon le cas: mandat, pouvoir, délégation de signature...)	Tous les partenaires-bénéficiaires	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Délibération de l'organe compétent approuvant le projet et le plan de financement et mentionnant le type de démarche de protection envisagée (PAEN, SAP, SCOT secteurs agricoles protégés)	Tous les partenaires-bénéficiaires concerné (Structure publique ou association).	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Engagement de l'organisme bancaire	Si le partenaire-bénéficiaire a recours à un emprunt	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Pièces constitutives du dossier de marché public	Si le partenaire-bénéficiaire passe un marché public	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Attestation de non récupération de la TVA pour chacun des bénéficiaires concernés (si concerné)	Si les dépenses prévisionnelles sont présentées en TTC	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

## 8. ENGAGEMENTS DU CHEF DE FILE

Vous trouverez en annexe 6 un modèle d'engagement à faire signée par chacun des bénéficiaires de la mesure.

### IMPORTANT :

Je suis informé(e), (nous sommes informés) :

- qu'en cas d'irrégularité ou si je ne respecte pas (nous ne respectons pas) mes (nos) engagements, je devrais (nous devrions) rembourser les sommes perçues, majorées d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières. Je pourrais (nous pourrions) également être poursuivi(s) et sanctionné(s) sur la base des textes en vigueur.

- que, conformément au règlement communautaire n° 1306/2013 du 17 décembre 2013 et aux textes pris en son application, l'Etat est susceptible de publier une fois par an, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide du FEADER. Dans ce cas, mon nom (ou ma raison sociale), ma commune et les montants d'aides perçus par mesure resteraient en ligne sur le site internet du Ministère en charge de l'agriculture pendant 2 ans. Ces informations pourront être traitées par les organes de l'Union Européenne et de l'Etat compétents en matière d'audit et d'enquête aux fins de la sauvegarde des intérêts financiers de l'Union. Conformément à la loi « informatique et liberté » (loi n°78-17 modifiée du 6 janvier 1978, je bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me concernant.

- que les informations recueillies dans le présent formulaire font l'objet d'un traitement informatique destiné à la gestion de mon dossier de demande d'aide. Les destinataires des données sont l'agence de services et de paiement (ASP) et la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Conformément à la loi « informatique et libertés » n° 78-17 du 6 janvier 1978, je bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me concernant. Si je souhaite exercer ce droit et obtenir communication des informations me concernant, je peux m'adresser à la Région PACA - DAE/SGFE – 27 PLACE Jules Guesde – 13481 Marseille cedex 20.

Fait à Sophia Antipolis

le

Fonction et signature(s) du Chef de File avec le cachet de la structure:

Jean LEONETTI

Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis  
Maire d'Antibes-Juan-les-Pins

## Annexe 1 – Présentation du projet

Votre partenariat devra être formalisé au travers d'un projet de convention de partenariat à joindre au dossier de demande de subvention.

Renseignez le modèle de convention de partenariat présentée en annexe qui permet de fixer les engagements de chaque partenaire et notamment les coûts supportés par chacun, précisant les règles de gouvernance du projet, nommant le porteur / chef de file du projet, définissant le cas échéant les règles relatives à la propriété intellectuelle et matérielle, ainsi que les modalités de redistribution de l'aide.

Les partenaires doivent établir ensemble un dossier technique et son plan de financement, qui servent également d'annexes techniques et financières au projet de convention de partenariat ; ces annexes techniques et financières permettent de compléter les tableaux des annexes 2 et 3 du formulaire de demande de subvention.

Précision sur le dossier technique et son plan de financement :

Le dossier technique de présentation du projet devra développer les aspects suivants de façon claire, précise et explicite :

- ✓ **le contexte et la problématique** : quel est le territoire concerné, ses caractéristiques? en quoi le projet répond-il à un ou des besoins exprimé(s) par les acteurs du territoire? comment ce(s) besoin (s) a-t-il été identifié ? quelles ont été les étapes de la genèse du projet ? quelle est la problématique posée qui justifie l'action ?
- ✓ **l'état de l'art et des connaissances disponibles sur le sujet** : quels sont les travaux réalisés ou en cours sur le sujet (en PACA ou ailleurs) ? quels sont les enseignements, les savoir-faire déjà acquis ? quels sont les liens avec des projets existants le cas échéant ? quelle est la plus-value apportée par le projet par rapport aux travaux réalisés ou existants?
- ✓ **les objectifs spécifiques du projet** : détailler les questions concrètes auxquelles le projet se propose de répondre ; quels sont les objectifs du projet? (préserver le foncier agricole et naturel ; lutter contre les friches et reconquête d'espaces agricoles abandonnés, à intérêt environnemental et/ou paysager ; lutte contre les risques d'incendie, d'inondation ; améliorer l'organisation et la structuration foncière de ces espaces...) ;
- ✓ **les résultats attendus** à l'issue du projet et les retombées directes et indirectes, dans les domaines économiques, environnementales, sociales. Quel sera l'impact sur l'environnement, l'agriculture, et le territoire en terme de réalisations concrètes et quantifiables ? (par ex : mise en œuvre de démarches réglementaires de protection, combien d'hectares protégés, reconquis, nombre d'agriculteurs installés, éléments permettant la participation citoyenne...) ;
- ✓ **le partenariat** : rôle et contribution de chacun des partenaires dans la réalisation du projet; expliquer en quoi ce partenariat est efficace pour mener à bien le projet ? Détaillez l'organisation, le fonctionnement du partenariat et les modes de gouvernance.
- ✓ **le plan d'actions du projet** : détail des actions de chacun des partenaires; planification des différentes étapes et actions ; calendrier de réalisation ; nature des livrables associés et des indicateurs de réalisation (numérotez les actions et remplissez le modèle de tableau présenté en annexe 1 de la convention de partenariat).
- ✓ **le budget prévisionnel détaillé du projet** et le plan de financement pluriannuel, par partenaire, et consolidé au niveau du projet.

N'hésitez pas à joindre tout document qui vous paraîtrait utile à la bonne compréhension de votre projet.

## Annexe 2 – Frais de personnel

### ANIMATION LIEE A LA REORGANISATION FONCIERE, RECONQUETE DE FRICHES, MISE EN ŒUVRE DES PROCEDURES DE BIENS VACANTS ET SANS MAITRES :

Complétez le tableau ci-dessous en vous appuyant sur le Plan d'actions figurant en annexe de la convention de partenariat qui précise, par action finalisée, le total des dépenses supportées par chacun des partenaires du projet.

Description de la dépense		Nom de l'intervenant(1)	Salaire annuel brut + charges patronales (a)	Temps prévisionnel consacré à cette action (en nombre de jours/an) (b)	Nombre de jours travaillés par an pour l'agent (c)	Frais salariaux liés à l'opération (a x (b/c))	Fiche de paie ou autre justificatif joint
Partenaire concerné de l'opération collaborative	N° Actions (en référence au plan d'actions)						
CASA		VINCENTELLI Valentine	44 671, 00 €	84	209	17 953.90 €	<input type="checkbox"/>
<b>TOTAL des dépenses prévues pour le partenaire concerné *</b>						<b>17 953.90 €</b>	
SAFER		Conseiller Foncier	35 053,40 €	55	205	9 404,60 €	<input type="checkbox"/>
SAFER		Chef de Service	80 951,80 €	3	205	1 184,70 €	<input type="checkbox"/>
SAFER		Chargé d'étude	58 894,13 €	5	205	1 436,43 €	<input type="checkbox"/>
<b>TOTAL des dépenses prévues pour le partenaire concerné *</b>						<b>12 025.73 €</b>	
CA 06		Chargé d'étude	50 000	15	200	3750.00 €	<input type="checkbox"/>
CA 06		Chef de service	66 400	1	200	332.00 €	<input type="checkbox"/>
CA 06		Technicien	53200	4	200	1064.00 €	<input type="checkbox"/>
CA 06		Responsable administratif	91000	3	200	1365.00 €	<input type="checkbox"/>
<b>TOTAL des dépenses prévues pour le partenaire concerné *</b>						<b>6 511.00 €</b>	
<b>TOTAL global des dépenses prévues pour l'ensemble des partenaires</b>						<b>36 490.63 €</b>	

(1) Si le nom n'est pas connu, indiquer le niveau de qualification (par exemple ingénieur ou technicien) ; le nom sera alors communiqué au service gestionnaire dès que possible.

(\*) Le montant total doit être reporté dans le tableau de la rubrique des dépenses prévisionnelles en page 3.



### Annexe 3 – Dépenses sur devis

Annexe à utiliser lorsque le montant prévisionnel est justifié par la présentation de devis (pour tous les porteurs de projets non soumis au code des marchés publics) ou les pièces du marché permettant de justifier le caractère raisonnable des coûts (pour tous les établissements soumis au code des marchés publics).

Le montant présenté dans cette annexe correspond à une partie ou à l'intégralité du montant indiqué sur devis.

**Complétez le tableau ci-dessous en vous appuyant sur le Plan d'actions figurant en annexe de la convention de partenariat qui précise, par action, le total des dépenses supportées par chacun des partenaires du projet.**

N° de ligne	Partenaire concerné de l'opération collaborative	Action (en référence au plan d'actions de la convention de partenariat)	Description de la dépense (nature de l'investissement)	Montant prévisionnel en € HT	Montant prévisionnel TVA en € (a)	Devis joints (b)	Fournisseurs à l'origine des devis ou fournisseurs à retenir dans le cadre d'un marché public
1	Terre de liens		Animation liée à la réorganisation foncière, reconquête de friches, mise en œuvre des procédures de biens vacants et sans maîtres	x	4 725,00 €	<input type="checkbox"/>	
<b>TOTAL des dépenses prévues pour le partenaire concerné</b>				<b>x</b>	<b>4 725,00 €</b>		
2	CERPAM		Etudes de faisabilité, coûts directs de mise en œuvre du projet	3 375.00 €	4 050.00 €	<input type="checkbox"/>	
<b>TOTAL des dépenses prévues pour le partenaire concerné</b>				<b>3 375.00 €</b>	<b>4 050.00 €</b>	<input type="checkbox"/>	
3	Tercia Consultant		Etudes de faisabilité, coûts directs de mise en œuvre du projet	12 150.00 €	14 530.00 €	<input type="checkbox"/>	
<b>TOTAL des dépenses prévues pour le partenaire concerné</b>				<b>12 150.00 €</b>	<b>14 580.00 €</b>	<input type="checkbox"/>	
4	Communes+ Symisa		Remises en état de friches agricoles	841 800.00 €	1 010 160.00 €		Cf pièces marchés en annexes
5	Communes+ Symisa		Matériels Clôtures	550 000.00 €	660 000.00 €		Cf pièces marchés en annexes
<b>TOTAL des dépenses prévues (c)</b>				<b>1 407 325.00 €</b>	<b>1 693 515.00 €</b>		

(a) Seuls les demandeurs qui ne récupèrent pas la TVA peuvent présenter les montants prévisionnels de TVA des dépenses et des recettes.

(b) Numéroter les devis correspondants en fonction du n° de ligne concerné (exemple : 1.1, 1.2, 1.3) et présenter le montant du devis choisi. Si le devis choisi n'est pas le moins onéreux, justifier votre choix.

(c) Le montant total doit être reporté dans le tableau de la rubrique des dépenses prévisionnelles en page 3.

## Annexe 4 – Liste des aides publiques obtenues au cours des 3 dernières années

Ce modèle d'engagement est à compléter et à faire signer par chacun des bénéficiaires de l'aide.

*Notamment :*

*Aide à l'investissement matériel, aide à l'immobilier d'entreprise, aide à l'investissement immatériel, aide à la formation et à l'emploi, autres aides...*

Date d'obtention	Dénomination et objet de l'aide	Financeurs	Montant en €.	Aide notifiée dans le cadre du règlement de minimis ?
				<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
				<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
				<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
				<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
				<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
				<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
				<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
				<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
				<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non

Je soussigné(e), .....(NOM, PRENOM)

☐ certifie exactes et complètes les informations fournies dans la présente attestation.

Fait à

le

**Fonction et signature(s) du demandeur avec le cachet de la structure:**

## Annexe 5 – MODELE D'ENGAGEMENTS POUR CHAQUE BENEFICIAIRE

Ce modèle d'engagement est à faire signer par chacun des bénéficiaires de la mesure.

En fonction de votre situation, veuillez cocher la case correspondante.

☐ Je demande (nous demandons) à bénéficier des aides dans le cadre de la mesure 16.7-1 STRATEGIES LOCALES DE DEVELOPPEMENT POUR LA PRESERVATION ET LA MISE EN VALEUR DU FONCIER AGRICOLE ET NATUREL.

J'atteste (nous attestons) sur l'honneur :

☐ N'avoir pas sollicité pour les mêmes investissements, une aide autre que celles indiquées sur le présent formulaire de demande d'aide,

☐ Avoir pris connaissance des points de contrôle spécifiques à ce dispositif d'aide figurant dans la notice d'information annexée au présent formulaire,

☐ Etre à jour de mes obligations fiscales, parafiscales,

☐ Etre à jour de mes obligations sociales,

☐ Ne pas faire l'objet d'une procédure liée à des difficultés économiques (redressement, procédures collectives...),

☐ Que le projet pour lequel la subvention est sollicitée n'a reçu aucun commencement d'exécution (signature de bon de commande, approbation de devis, ordre de service, notification de marché public ...) avant la date de dépôt de la présente demande,

☐ L'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes.

Le cas échéant : (cocher les cases suivantes, selon votre cas)

☐ Ne pas récupérer la TVA (si les dépenses prévisionnelles sont présentées TTC),

☐ Ne pas récupérer partiellement la TVA, par le biais du FCTVA,

☐ Je m'engage (nous nous engageons), sous réserve de l'attribution de l'aide :

- A informer le GUSI de toute modification de ma situation, de la raison sociale de ma structure, des engagements ou du projet,
- A permettre / faciliter l'accès à mon entreprise aux autorités compétentes chargées des contrôles pour l'ensemble des paiements que je sollicite pendant au minimum 5 ans à compter de la décision attributive de l'aide du FEADER,
- A ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres subventions (nationales ou européennes), en plus de celles mentionnées dans le tableau « plan de financement du projet »,
- A respecter les obligations réglementaires relatives à la publicité de l'aide,
- A maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage identique les investissements ayant bénéficié des aides pendant une durée de 5 ans à compter de la date de décision d'octroi de l'aide, après le paiement du solde de l'aide européenne
- A rester propriétaire des investissements acquis dans le cadre de ce projet pendant une durée minimale de 5 ans pour les matériels, équipements et les bâtiments,
- A respecter le taux d'aides publiques de l'investissement éligible,
- A détenir, conserver, fournir tout document permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération, demandé par l'autorité compétente pendant 10 années : factures et relevés de compte bancaire pour des dépenses matérielles, tableau de suivi du temps de travail pour les dépenses immatérielles, comptabilité...,
- A obtenir, avant la réalisation du projet, l'ensemble des autorisations administratives nécessaires à sa réalisation (permis de construire notamment).

### **IMPORTANT :**

**Je suis informé(e), (nous sommes informés) :**

- qu'en cas d'irrégularité ou si je ne respecte pas (nous ne respectons pas) mes (nos) engagements, je devrais (nous devrions) rembourser les sommes perçues, majorées d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières. Je pourrais (nous pourrions) également être poursuivi(s) et sanctionné(s) sur la base des textes en vigueur.

- que, conformément au règlement communautaire n° 1306/2013 du 17 décembre 2013 et aux textes pris en son application, l'Etat est susceptible de publier une fois par an, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide du FEADER. Dans ce cas, mon nom (ou ma raison sociale), ma commune et les montants d'aides perçus par mesure resteraient en ligne sur le site internet du Ministère en charge de l'agriculture pendant 2 ans. Ces informations pourront être traitées par les organes de l'Union Européenne et de l'Etat compétents en matière d'audit et d'enquête aux fins de la sauvegarde des intérêts financiers de l'Union. Conformément à la loi « informatique et liberté » (loi n°78-17 modifiée du 6 janvier 1978, je bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me concernant.

- que les informations recueillies dans le présent formulaire font l'objet d'un traitement informatique destiné à la gestion de mon dossier de demande d'aide. Les destinataires des données sont l'agence de services et de paiement (ASP) et la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Conformément à la loi « informatique et libertés » n° 78-17 du 6 janvier 1978, je bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me concernant. Si je souhaite exercer ce droit et obtenir communication des informations me concernant, je peux m'adresser à la Région PACA - DAE/SGFE – 27 PLACE Jules Guesde – 13481 Marseille cedex 20.

Fait à

le

**Fonction et signature(s) du Bénéficiaire avec le cachet de la structure :**

**Jean LEONETTI**

**Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis  
Maire d'Antibes-Juan-les-Pins**

## **Annexe 6 – PROPOSITION DE CONVENTION DE PARTENARIAT**



<p style="text-align: center;"><b>CONVENTION DE PARTENARIAT</b> <b>POUR L'OPERATION APPEL A PROJET FEADER 16-7.1 STRATEGIE DE PRESERVATION DU FONCIER</b></p>
---

**Entre**

**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SOPHIA ANTIPOLIS**, représenté par **M. LEONETTI Jean**, en qualité de Vice-Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis , ci-après dénommé « CHEF DE FILE »,

Adresse : 449 Route des Crêtes BP 43, 06901 SOPHIA ANTIPOLIS VALBONNE

N°SIRET : 240 600 585 000 14

**Et**

**La CHAMBRE D'AGRICULTURE**, représenté par **M. DESSUS Michel**, en qualité de Président de la Chambre d'Agriculture des Alpes Maritimes, ci-après dénommé « partenaire n°1»,

Adresse : MIN Fleurs 17 Box 85, Min SAINT AUGUSTIN, 06 200 NICE

N°SIRET : 180 600 025 000 35

**SAFER**, représenté par **M. BRUN Patrice**, en qualité de Président Directeur Général, ci-après dénommé « partenaire n°2»,

Adresse : SAFER PACA, Route de la Durance, CS 20017, 04107 MANOSQUE

N°SIRET : 707 350 112 000 17

**Terre de liens**, représenté par **xxx**, en qualité de **xxx** , ci-après dénommé « partenaire n°3»,

Adresse : 26 RUE DES TEINTURIERS 84 000 AVIGNON

N°SIRET : 522 515 755

**BAR-SUR-LOUP**, représenté par **M. GALVAIRE Willy**, en qualité de Maire de la commune, ci-après dénommé « partenaire n°4 »,

Adresse : Place de la Tour, 06620 BAR-SUR-LOUP

N°SIREN : 210 600 102

**CHATEAUNEUF**, représenté par **M. DELMOTTE Emmanuel**, en qualité de Maire de la commune, ci-après dénommé « partenaire n°5 »,

Adresse : 4 Place Georges Clémenceau, 06740 CHATEAUNEUF

N°SIRET : 210 600 383 000 17

**LA COLLE-SUR-LOUP**, représenté par **M. MION Jean-Bernard**, en qualité de Maire de la commune, ci-après dénommé « partenaire n°6 »,

Adresse : Mairie, chemin du Canadel

N°SIRET : 210 600 441 000 13

**CAUSSOLS**, représenté par **M. HUGUES Gilbert**, en qualité de Maire de la commune, ci-après dénommé « partenaire n°7 »,

Adresse : 141 Place Régnaucourt 06460 CAUSSOLS

N°SIRET : 210 600 375 000 13

**CIPIERES**, représenté par **M. TAULANE Gilbert**, en qualité de Maire de la commune, ci-après dénommé « partenaire n°8 »,

Adresse : N°1 la place 06620 CIPIERES

N°SIRET : 210 600 417 000 13

**COURSEGOULES**, représenté par **M. ARZIARI Alain**, en qualité de Maire de la commune, ci-après dénommé « partenaire n°9 »,

Adresse : 1 Place de la Mairie, 06 140 COURSEGOULES

N°SIRET : 210 600 508 000 19

**GOURDON**, représenté par **M. MELE Eric**, en qualité de Maire de la commune, ci-après dénommé « partenaire n°10 »,

Adresse : La Colombière route de Caussols 06620 GOURDON

N°SIRET : 217 102 227 000 14

**GREOLIERES**, représenté par **M. CRESP Roger**, en qualité de Maire de la commune, ci-après dénommé « partenaire n°10 »,

Adresse : 5 Rue de la mairie 06620 GREOLIERES

N°SIRET : 210 600 706 000 19

**OPIO**, représenté par **M. OCCELLI Thierry**, en qualité de Maire de la commune, ci-après dénommé « partenaire n°11 »,

Adresse : Place de la Liberté, 06 650 OPIO

N°SIRET : 210 600 896 000 18

**LE ROURET**, représenté par **M. LOMBARDO Gérald**, en qualité de Maire de la commune, ci-après dénommé « partenaire n°12 »,

Adresse : Mairie, Allée des Anciens Combattants, 06 650 LE ROURET

N°SIRET : 210 601 126 000 19

**TOURRETTES-SUR-LOUP**, représenté par **M. BAGARIA Damien**, en qualité de Maire de la commune, ci-après dénommé « partenaire n°13 »,

Adresse : Place Maximin Escalier, 06 140 TOURRETTES-SUR-LOUP

N°SIRET : 210 601 480 000 10

**VALBONNE**, représenté par **M. ETORE Christophe**, en qualité de Maire de la commune, ci-après dénommé « partenaire n°14 »,

Adresse : 1 Place de l'Hôtel de Ville, BP 109, 06 560 VALBONNE

N°SIRET : 210 601 522 001 75

**VALLAURIS**, représenté par **Mme SALUCKI Michelle**, en qualité de Maire de la commune, ci-après dénommé « partenaire n°15 »,

Adresse : Hôtel de Ville, Place Jacques Cavasse, BP 299, 06220 VALLAURIS

N°SIRET : 210 601 555 000 19

**VILLENEUVE LOUBET**, représenté par **M LUCA Lionnel**, en qualité de Maire de la commune, ci-après dénommé « partenaire n°16 »,

Adresse : Hôtel de Ville, BP 59 06271 VILLENEUVE LOUBET CEDEX

N°SIRET : 210 601 613 000 16

**SYMISA**, représenté par **M. MASCARELLI Jean-Pierre**, en qualité de Président délégué, ci-après dénommé « partenaire n°17 »,

Adresse : 449 Route des Crêtes BP 43, 06901 SOPHIA ANTIPOLIS VALBONNE

N°SIRET : 210 601 555 000 19

## Visas :

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune, et abrogeant les règlements (CEE) n°352/78, (CE) n°165/94, (CE) n°2799/98, (CE) n°814/2000, (CE) n°1200/2005 et n° 485/2008 ;

Vu le règlement délégué (UE) n°640/2014 du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les conditions relatives au refus ou au retrait des paiements et les sanctions administratives applicables aux paiements directs, le soutien au développement rural et la conditionnalité ;

Vu le règlement délégué (UE) n° 807/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et introduisant des dispositions transitoires ;

Vu le règlement d'exécution (UE) n°808/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 portant modalités d'application du règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) ;

Vu le règlement d'exécution (UE) n° 809/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 établissant les modalités d'application du règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les mesures en faveur du développement rural et la conditionnalité ;

Vu le règlement délégué (UE) n° 907/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) n°1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les organismes payeurs et autres entités, la gestion financière, l'apurement des comptes, les garanties et l'utilisation de l'euro ;

Vu le règlement d'exécution (UE) n° 908/2014 de la Commission du 6 août 2014 portant modalités d'application du règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les organismes payeurs et autres entités, la gestion financière, l'apurement des comptes, les règles relatives aux contrôles, les garanties et la transparence ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 1511-1-1, L. 1511-1-2 et L. 4221-5 ;

Vu le code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L. 313-1, L. 313-2 et R. 313-13 et suivants relatifs à l'Agence de services et de paiement ;

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en œuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;

Vu le décret n° XX du XX fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes des fonds européens structurels et d'investissement (FEDER, FSE, FEADER, FEAMP) pour la période de programmation 2014-2020 ; [A mentionner si publié]

Vu le décret n° XX du XX relatif au dispositif de gestion et de contrôle des programmes opérationnels et des programmes de développement rural (FEDER, FSE, Feader, FEAMP) relevant du cadre stratégique commun (CSC) pris en application de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014) ; [A mentionner si publié]

Vu la demande d'aide au titre du Programme de Développement Rural XX, adressé par le chef de file, en date du xx/xx/xx, pour l'opération partenariale « XXXXXXXX »,

### Article 1 : Objet de la convention

La présente convention définit les modalités de coopération entre le « chef de file » et les partenaires de l'opération mentionnés ci-dessus. Elle définit les obligations et responsabilités respectives des signataires dans le cadre de la réalisation de l'opération citée en objet.

### Article 2 : Durée de la convention

La présente convention reste en vigueur à minima pendant toute la durée de validité de la décision attributive (date limite pour la réalisation de l'opération) et des engagements qu'elle produit.

La convention reste en tout état de cause en vigueur tant que le « chef de file » ne s'est pas pleinement acquitté de ses obligations envers l'autorité de gestion et tant que le chef de file et ses partenaires ne se sont pas acquittés de leurs obligations réciproques, telles que définies dans la présente convention.

La présente convention devient caduque si l'opération collaborative ne fait l'objet d'aucune décision attributive d'aide.

### Article 3 : Présentation de l'opération partenariale et de ses modalités financières

#### 3.1 Présentation de l'opération partenariale

L'opération partenariale a pour objet de maintenir et préserver l'agriculture sur la CASA en :

- valorisant la gestion des espaces agricoles et naturels ;
- améliorant l'organisation et la structuration foncière de ces espaces.

La description détaillée de l'opération est présentée en annexe 1.

### 3.2 Modalités financières de l'opération partenariale

L'opération partenariale repose sur un plan de financement prévisionnel détaillé et ventilé entre partenaires joint en annexe 2. (annexe 2.1).

Ce plan de financement prévisionnel pourra être ajusté avec l'accord des signataires de la présente convention dans le respect du plan de financement consigné dans la décision attributive de l'aide à l'opération et de ses éventuels avenants. Le plan de financement de la décision attributive de l'aide est joint en annexe 2.2 et sera établie sur la base des données transmises par le service instructeur (Guichet Unique Service Instructeur).

Dans le cas où le plan de financement de la décision attributive de l'aide fait l'objet d'un avenant ; ou lorsque l'opération partenariale fait l'objet d'une nouvelle décision attributive d'aide, l'annexe 2.2 sera modifiée par avenant.

L'annexe 2.1 vise notamment à préciser les cofinanceurs sollicités dans le cadre de l'opération partenariale, et l'autofinancement que chacun des partenaires s'engagent à mobiliser. Pour les partenaires publiques ou reconnus de droit public, il est fait mention du fait que leur autofinancement appelle ou non du FEADER en contrepartie.

### 3.3 Comité partenarial ou comité de pilotage

Le chef de file met en place un Comité partenarial ou un comité de pilotage jusqu'au terme des obligations de l'opération, chargé de suivre la mise en œuvre de l'opération partenariale dans le respect des délais, du plan de financement et de ses objectifs. Il est réuni à l'initiative de ses membres autant que de besoin.

## Article 4 : Obligations et responsabilités du « chef de file »

Le chef de file réalise les actions prévues conjointement avec les autres partenaires selon les modalités et les délais prévus dans la décision juridique attributive de l'aide.

Il est responsable de la coordination administrative et financière de l'opération. Il s'acquitte de toutes les obligations découlant de la convention attributive de l'aide, en particulier les obligations suivantes :

### *En matière de suivi administratif :*

- représenter tous les partenaires du projet auprès de l'autorité de gestion du programme et les tenir régulièrement informés de toutes les communications pertinentes de/avec l'autorité de gestion ;
- mettre en place un comité partenarial ;
- assurer la coordination globale de l'opération, selon les modalités et les délais fixés dans la convention attributive de subvention et mettre en place le système de suivi nécessaire à cette coordination ;
- être l'interlocuteur disponible pour toute demande officielle adressée par l'autorité de gestion et réagir rapidement, en accord avec les autres partenaires, à toute demande de cette dernière ;
- démarrer et exécuter l'opération (en partenariat) avec les autres partenaires selon les modalités qui seront décrites dans la décision attributive de l'aide ;
- transmettre aux partenaires toute information et tout document nécessaire au respect des dispositions en matière de publicité et d'information ;
- mettre en place des mesures de communication et de publicité conformément à la réglementation en vigueur.
- réunir les indicateurs et livrables afférents à l'opération demandés par l'autorité de gestion,

### *En matière de suivi financier :*

- assurer le suivi et la coordination financière de l'opération ;
- préparer et consolider la ou les demandes de paiement. Pour cela il sollicite les partenaires pour qu'ils lui transmettent toute pièce justificative permettant d'établir la demande de paiement de l'aide. Il s'assure de la cohérence des données transmises par les partenaires avant transmission à l'autorité de gestion. Il produit et / ou consolide les états d'avancement accompagnés des justificatifs de dépenses, et le cas échéant les justificatifs de versements des cofinancements obtenus pour l'opération.
- verser les subventions reçues aux partenaires selon les modalités définies en article 8
- informer par écrit l'autorité de gestion des modifications du plan de financement ou de la nature de l'opération, validées par l'ensemble des partenaires ;
- utiliser : soit un système de comptabilité séparé, soit une codification comptable adéquate pour toutes les transactions relatives à l'opération ;

### *En matière de contrôle :*

- se soumettre à tout contrôle sur pièces et sur place effectué par toute autorité chargée de la réalisation des audits et contrôles nationaux et communautaires ;
- communiquer aux partenaires et coordonner les éventuels contrôles et audits commandités, demander des pièces complémentaires et leurs résultats ;
- conserver et rendre disponible, sur demande des corps de contrôle, toutes les pièces relatives à l'opération et à sa mise en œuvre, jusqu'à la fin de la période d'engagement définie par la convention attributive de l'aide.

## Article 5 : Obligations et responsabilités des partenaires



Chaque partenaire réalise les actions prévues conjointement avec le chef de file et les autres partenaires selon les modalités et les délais prévus dans la décision attributive de l'aide.

Chaque partenaire s'engage à fournir tous les éléments nécessaires à la coordination financière et administrative que réalise le « chef de file » et autorise ce dernier, dans le cadre de l'opération menée en partenariat, à signer la décision attributive de l'aide et les demandes de paiement et à percevoir l'aide.

A ce titre, chaque partenaire s'engage à :

***En matière de suivi administratif :***

- désigner dans sa structure un interlocuteur du chef de file ;
- communiquer au chef de file toute information et pièce nécessaire à la gestion du dossier ;
- informer le chef de file du démarrage effectif des actions et de leur exécution ;
- informer sans délai le chef de file de tout événement susceptible de porter préjudice à l'exécution de l'opération et communiquer les mesures prises en conséquence pour mener à bien sa part du projet ;
- mettre en place des mesures de communication et de publicité conformément à la réglementation en vigueur ;
- produire les indicateurs et livrables réalisés pour les actions, chacun en ce qui le concerne et les faire remonter au chef de file

***En matière de suivi financier :***

- faciliter la coordination financière du chef de file en lui fournissant toutes les pièces nécessaires dans les délais exigés par le chef de file ;
- transmettre au chef de file toute information et pièce justificative (comptable et non comptable) des dépenses qu'il a supportées, ainsi que les justificatifs de versement des cofinancements publics ;
- utiliser soit un système de comptabilité séparé soit une codification comptable adéquate de toutes les transactions relatives à l'opération.

***En matière de contrôle :***

- se soumettre à tout contrôle sur pièces et sur place effectué par toute autorité chargée de la réalisation des audits et contrôles nationaux et communautaires ;
- communiquer au chef de file toute information et pièce nécessaire permettant de répondre aux demandes des corps de contrôle dans les délais requis,
- conserver et rendre disponible, sur demande des corps de contrôle, toute pièce relative à l'opération et à sa mise en œuvre, jusqu'à la fin de la période d'engagement définie par la convention attributive de l'aide

**Article 6 : confidentialité et droits de propriété intellectuelle**

**[A adapter selon l'opération partenariale]**

Le bénéficiaire chef de file et ses partenaires s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'autre partie.

La confidentialité est appliquée sans préjudice des règles de publication applicables au niveau de la publicité européenne.

Les droits de propriété industrielle et intellectuelle des résultats de l'opération, des rapports et autres documents concernant celle-ci, sont dévolus au bénéficiaire chef de file et ses partenaires.

Sans préjudice des dispositions du précédent paragraphe, le bénéficiaire chef de file et ses partenaires octroient à l'autorité de gestion le droit d'utiliser librement et comme elle juge opportun les résultats de l'opération.

**Article 7 : Respect des règles communautaires et nationales**

Le chef de file et les partenaires s'engagent à respecter la réglementation européenne et nationale applicable à l'opération, notamment les règles d'éligibilité, de justification des dépenses, relatives à la commande publique, aux aides d'Etat et à la concurrence.

**Article 8 : Modalités de versements des subventions au chef de file et aux partenaires**

Le paiement de l'aide intervient selon la disponibilité des crédits, sur justification de la réalisation de l'opération et sur justification des paiements réalisés par les financeurs mentionnés dans le plan de financement prévisionnel.

- Le chef de file transmet la demande de paiement et les pièces justificatives correspondantes à l'autorité de gestion ;
- Le chef de file reçoit l'aide qui résulte de l'instruction de la demande de paiement ;
- Le chef de file reverse aux partenaires le montant de l'aide selon les modalités de répartition financière fixée dans la présente convention et au vu des dépenses supportées et présentées dans la demande de paiement. Le chef de file verse l'intégralité du montant de l'aide due aux partenaires même si le montant de l'aide due a fait l'objet d'une compensation (au titre d'une créance du chef de file auprès de l'Organisme Payeur - article 1290 du code civil).

#### **Article 9 : Manquements aux obligations dans le cadre de la mise en œuvre du projet**

Si un des partenaires ne s'acquitte pas de ses obligations ou s'il enfreint une obligation contractuelle, le chef de file le met en demeure par écrit de corriger ce manquement dans un délai approprié ou de mettre fin à l'infraction. Le chef de file contacte les autres partenaires en vue de résoudre les difficultés.

Si les infractions aux obligations continuent, le chef de file peut décider, après consultation des autres partenaires, d'exclure le partenaire concerné.

Si un manquement d'un partenaire à ses obligations a des conséquences financières négatives pour le financement de l'ensemble de l'opération, le chef de file, en accord avec les autres partenaires, peut réclamer à ce partenaire une indemnisation.

Si le manquement aux obligations est du fait du chef de file, les règles de cet article s'appliquent, mais à la place du chef de file, ce sont les autres partenaires qui agissent ensemble.

#### **Article 10 : Remboursement à l'organisme payeur, reversement des indus**

En cas de non-respect des engagements de la décision attributive de l'aide par l'un ou plusieurs des partenaires, l'autorité de gestion peut arrêter ou suspendre le versement de l'aide et/ou réclamer le remboursement total ou partiel de l'aide versée.

Dans l'hypothèse de l'émission d'un ordre de recouvrement, le chef de file devra reverser à l'organisme payeur le montant demandé et le cas échéant les intérêts moratoires.

Si le manquement aux obligations provient d'un ou plusieurs partenaires, chaque partenaire transfère au chef de file la part de l'aide indûment perçue. Le chef de file présente sans délai la demande de remboursement de l'organisme payeur et avise chaque partenaire du montant à rembourser. Le remboursement au chef de file est dû **dans les x mois suivant la demande de l'organisme payeur/ou délai à fixer relativement à la date de reversement imposée au chef de file par l'organisme payeur.**

Chacun des partenaires est tenu responsable de la non-exécution totale ou partielle des activités dont il est chargé ou de l'affectation des fonds à des dépenses non prévues par l'opération. Il s'engage à rembourser la part des aides indûment perçues.

#### **Article 11 : Modification de la convention, résiliation**

- Toute modification notamment de la composition du partenariat ou du plan de financement de l'opération doit faire l'objet d'un avenant à la présente convention signée par chacune des parties contractuelles ;
- Le partenaire qui souhaite abandonner sa participation au projet peut demander la résiliation de la présente convention par lettre recommandée à l'adresse du chef de file afin que celui-ci en informe l'autorité de gestion ;
- Toute modification de cette convention doit être communiquée **dans un délai de x jours** à compter de sa signature à l'autorité de gestion du programme.

#### **Article 12 : Traitement des litiges**

En cas de litiges, le chef de file et les partenaires recherchent une solution à l'amiable.

A défaut, en cas de contentieux, le Tribunal compétent est le Tribunal de « ... »

#### **Article 13 : Annexes**

Sont annexés à la présente convention et font partie intégrante de celle-ci les documents suivants :

Annexe 1, annexe technique

- présentation technique de l'opération partenariale de ses livrables et indicateurs de mise en œuvre

Annexe 2, annexe financière

- Annexe 2-1 : plan de financement prévisionnel détaillé par partenaire
- Annexe 2-2 : plan de financement de la décision attributive de l'aide FEADER/Région

Fait à \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_

**Fonction(s) et signature(s)**

## Annexe 1 de la convention de partenariat

### Annexe technique

#### Présentation technique de l'opération partenariale

Précision sur le **dossier technique** :

Le dossier technique de présentation du projet devra développer les aspects suivants de façon claire, précise et explicite :

- ✓ **le contexte et la problématique** : quel est le territoire concerné, ses caractéristiques? en quoi le projet répond-il à un ou des besoins exprimé(s) par les acteurs du territoire? comment ce(s) besoin (s) a-t-il été identifié ? quelles ont été les étapes de la genèse du projet ? quelle est la problématique posée qui justifie l'action ?
- ✓ **l'état de l'art et des connaissances disponibles sur le sujet** : quels sont les travaux réalisés ou en cours sur le sujet (en PACA ou ailleurs) ? quels sont les enseignements, les savoir-faire déjà acquis ? quels sont les liens avec des projets existants le cas échéant ? quelle est la plus-value apportée par le projet par rapport aux travaux réalisés ou existants?
- ✓ **les objectifs spécifiques du projet** : détailler les questions concrètes auxquelles le projet se propose de répondre ; quels sont les objectifs du projet? (préserver le foncier agricole et naturel ; lutter contre les friches et reconquête d'espaces agricoles abandonnés, à intérêt environnemental et/ou paysager ; lutte contre les risques d'incendie, d'inondation ; améliorer l'organisation et la structuration foncière de ces espaces...) ;
- ✓ **les résultats attendus** à l'issue du projet et les retombées directes et indirectes, dans les domaines économiques, environnementales, sociales. Quel sera l'impact sur l'environnement, l'agriculture, et le territoire en terme de réalisations concrètes et quantifiables ? (par ex : mise en œuvre de démarches réglementaires de protection, combien d'hectares protégés, reconquis, nombre d'agriculteurs installés, éléments permettant la participation citoyenne...) ;
- ✓ **le partenariat** : rôle et contribution de chacun des partenaires dans la réalisation du projet; expliquer en quoi ce partenariat est efficace pour mener à bien le projet ? Détaillez l'organisation, le fonctionnement du partenariat et les modes de gouvernance.
- ✓ **le plan d'actions du projet** : détail des actions de chacun des partenaires; planification des différentes étapes et actions ; calendrier de réalisation ; nature des livrables associés et des indicateurs de réalisation (numérotez les actions et remplissez le modèle de tableau présenté en annexe 1 de la convention de partenariat).
- ✓ **le budget prévisionnel détaillé du projet** et le plan de financement pluriannuel, par partenaire, et consolidé au niveau du projet.

## PLAN D'ACTIONS

	<b>Chef de file CASA</b>	<b>Partenaire n°1 CA 06</b>	<b>Partenaire n°2 SAFER</b>	<b>Partenaire n°3 Terre de Liens</b>
Plan d'actions				
<b>Action 1 :</b> <b>Pilotage et Animation du projet</b> Nature des livrables Indicateurs liés à la mise en œuvre	<i>Organisation, suivi, coordination, expertise technique et opérationnelle</i> <u>Livrables :</u> CR COTECH et COPIL CR points d'avancement et réunions interm à la mise en place du projet pour chaque action et à chaque étape <u>Indicateurs :</u> Nbre de réunions réalisées			
<b>Action 2 :</b> <b>Etudes d'opportunité de ZAP</b> Nature des livrables Indicateurs liés à la mise en œuvre	<i>Suivi prestataire TERCIA Consultants</i> <u>Livrables :</u> 2 dossiers de ZAP pour Châteauneuf et Villeneuve-Loubet / Plans réglementaires CR des réunions avec prestataire <u>Indicateurs :</u> Nbre de dossiers réalisés Nombre de réunions réalisées			
<b>Action 3 :</b> <b>Etudes de potentiel agricole préalables au PLU</b> Nature des livrables Indicateurs liés à la mise en œuvre	<i>Suivi et coordination de la CA06</i> <u>Livrables :</u> CR des réunions techniques <u>Indicateurs :</u> Nombre de réunions réalisées	<u>Livrables :</u> Fiche technique rédigée par site <u>Indicateurs :</u> Nbre de fiches réalisées		
<b>Action 4 :</b> <b>Animation foncière</b> Nature des livrables Indicateurs liés à la mise en œuvre	<i>Suivi et coordination de la SAFER et Terre de Liens</i> <u>Livrables :</u> CR des réunions techniques <u>Indicateurs :</u> Nombre de réunions réalisées		<u>Livrables :</u> Synthèse des réunions d'identification des sites Cartographie des sites retenus Bilan de l'animation foncière <u>Indicateurs :</u> Nombre de propriétaires contactés Surface remobilisée via des ventes Surface remobilisée via la mise en place de locations	<u>Livrables :</u> Support de communication, visuel de présentation, feuille de présence, compte-rendu <u>Indicateurs :</u> Nombre de réunions réalisées, Nombre de citoyens sensibilisés

<b>Action 5 :</b> <b>Remise en état de friches</b> Nature des livrables Indicateurs liés à la mise en œuvre	<i>Accompagnement des communes pour la remise en état des friches</i> <u>Livrables :</u> Synthèse des différentes phases de travaux Synthèse des échanges et réunions avec les communes Cartographie des secteurs remis en état <u>Indicateurs :</u> Nombre de communes concernées Superficie des parcelles remises en état			
--	--	--	--	--



**Annexe 2 de la convention de partenariat**

**Annexe financière**

## **2.1 PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL**

### 2.1.1. PRESENTATION FINANCIERE DE L'OPERATION PARTENARIALE

### A. Prévisionnel des dépenses de rémunération par partenaire

Description de la dépense		Nom de l'intervenant(1)	Salaire annuel brut+charges patronales <b>(a)</b>	Temps prévisionnel consacré à cette action (en nombre de jours/an) <b>(b)</b>	Nombre de jours travaillés par an pour l'agent <b>(c)</b>	Frais salariaux liés à l'opération <b>(a x (b/c))</b>
Partenaire concerné de l'opération collaborative	N° Actions (en référence au plan d'actions)					
CASA		VINCENTELLI Valentine	44 671, 00 €	84	209	17 953.90 €
TOTAL des dépenses prévues pour le partenaire concerné						<b>17 953.90 €</b>

(1) Si le nom n'est pas connu, indiquer le niveau de qualification (par exemple ingénieur ou technicien).

Description de la dépense		Nom de l'intervenant(1)	Salaire annuel brut + charges patronales <b>(a)</b>	Temps prévisionnel consacré à cette action (en nombre de jours/an) <b>(b)</b>	Nombre de jours travaillés par an pour l'agent <b>(c)</b>	Frais salariaux liés à l'opération <b>(a x (b/c))</b>
Partenaire concerné de l'opération collaborative	N° Actions (en référence au plan d'actions)					
SAFER		Conseiller Foncier	35 053,40 €	55	205	9 404,60 €
SAFER		Chef de Service	80 951,80 €	3	205	1 184,70 €
SAFER		Chargé d'étude	58 894,13 €	5	205	1 436,43 €
TOTAL des dépenses prévues pour le partenaire concerné						<b>12 025.73 €</b>

Description de la dépense		Nom de l'intervenant(1)	Salaire annuel brut+charges patronales <b>(a)</b>	Temps prévisionnel consacré à cette action (en nombre de jours/an) <b>(b)</b>	Nombre de jours travaillés par an pour l'agent <b>(c)</b>	Frais salariaux liés à l'opération <b>(a x (b/c))</b>
Partenaire concerné de l'opération collaborative	N° Actions (en référence au plan d'actions)					
CA 06		Chargé d'étude	50 000	15	200	3750.00 €
CA 06		Chef de service	66 400	1	200	332.00 €
CA 06		Technicien	53200	4	200	1064.00 €
CA 06		Responsable administratif	91000	3	200	1365.00 €
TOTAL des dépenses prévues pour le partenaire concerné						<b>6 511.00 €</b>

**B. Prévisionnel global des dépenses de rémunération**  
**Compléter le tableau en insérant l'ensemble des dépenses de rémunération de chacun des partenaires**

(1) Si le nom n'est pas connu, indiquer le niveau de qualification (par exemple ingénieur ou technicien).

Description de la dépense		Nom de l'intervenant(1)	Salaire annuel brut + charges patronales (a)	Temps prévisionnel consacré à cette action (en nombre de jours/an) (b)	Nombre de jours travaillés par an pour l'agent (c)	Frais salariaux liés à l'opération (a x (b/c))
Partenaire concerné de l'opération collaborative	N° Actions (en référence au plan d'actions)					
CASA		VINCENTELLI Valentine	44 671, 00 €	84	209	17 953.90 €
<b>TOTAL des dépenses prévues pour le partenaire concerné *</b>						<b>17 953.90 €</b>
SAFER		Conseiller Foncier	35 053,40 €	55	205	9 404,60 €
SAFER		Chef de Service	80 951,80 €	3	205	1 184,70 €
SAFER		Chargé d'étude	58 894,13 €	5	205	1 436,43 €
<b>TOTAL des dépenses prévues pour le partenaire concerné *</b>						<b>12 025.73 €</b>
CA 06		Chargé d'étude	50 000	15	200	3750.00 €
CA 06		Chef de service	66 400	1	200	332.00 €
CA 06		Technicien	53200	4	200	1064.00 €
CA 06		Responsable administratif	91000	3	200	1365.00 €
<b>TOTAL des dépenses prévues pour le partenaire concerné *</b>						<b>6 511.00 €</b>
<b>TOTAL global des dépenses prévues pour l'ensemble des partenaires</b>						<b>36 490.63 €</b>

### C. Prévisionnel des dépenses par partenaires

Compléter le tableau en insérant l'ensemble des dépenses de chacun des partenaires.

Partenaire concerné de l'opération collaborative	N° Actions (en référence au plan d'actions)	Description de la dépense (nature de l'investissement)	Montant prévisionnel HT en €	Montant prévisionnel TVA en €
<b>CASA Chef de file</b>	<b>1,2,3,4,5</b>	<b>Etudes animation du projet</b>		17 953.90 €
TOTAL des dépenses prévues pour le partenaire concerné				<b>17 953.90 €</b>
<b>SAFER</b>	<b>4</b>	<b>Animation foncière</b>		12 025.73 €
TOTAL des dépenses prévues pour le partenaire concerné				<b>12 025.73 €</b>
<b>CA 06</b>	<b>1,3</b>	<b>Etudes de potentiel agricole</b>		6 511.00 €
TOTAL des dépenses prévues pour le partenaire concerné				<b>6 511.00 €</b>
<b>Terre de liens</b>	<b>4</b>	<b>Animation foncière</b>		4 725.00 €
TOTAL des dépenses prévues pour le partenaire concerné				<b>4 725.00 €</b>
<b>Communes + symisa</b>	<b>5</b>	<b>Remise en état de friches</b>	841 800.00 €	1 010 160.00 €
<b>Communes + symisa</b>	<b>5</b>	<b>Matériels (clôtures)</b>	550 000.00 €	660 000.00 €
TOTAL des dépenses prévues pour le partenaire concerné			<b>1 391 800.00 €</b>	<b>1 670 160.00 €</b>
<b>CERPAM</b>	<b>3</b>	<b>Etudes (Prestataire)</b>	3 375.00 €	4 050.00 €
TOTAL des dépenses prévues pour le partenaire concerné			<b>3 375.00 €</b>	<b>4 050.00 €</b>
<b>Tercia Consultant</b>	<b>2</b>	<b>Etudes ZAP (Prestataire)</b>	12 150.00 €	14 580.00 €
TOTAL des dépenses prévues pour le partenaire concerné			<b>12 150.00 €</b>	<b>14 580.00 €</b>
<b>TOTAL global des dépenses prévues</b>			<b>1 407 325.00 €</b>	<b>1 730 005.63 €</b>

\*Seuls les demandeurs qui ne récupèrent pas la TVA peuvent présenter les montants de TVA des dépenses et des recettes.

## 2.1.2. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION PARTENARIALE

### A. Financeurs publics sollicités

	Chef de file : CASA	Partenaire 1 : CA 06	Partenaire 2 : SAFER	Partenaire 3 : Terre de liens	Partenaire 4 à 18 : communes + Symisa
Financeurs publics sollicités  Cochez les cases correspondantes et précisez le programme (Etat) ou le nom de la collectivité sollicitée	<input type="checkbox"/> Etat <input type="checkbox"/> <b>Région</b> <input type="checkbox"/> Département <input type="checkbox"/> EPCI <input type="checkbox"/> <b>Union Européenne</b> <input type="checkbox"/> Autre	<input type="checkbox"/> Etat <input type="checkbox"/> <b>Région</b> <input type="checkbox"/> Département <input type="checkbox"/> EPCI <input type="checkbox"/> <b>Union Européenne</b> <input type="checkbox"/> Autre (précisez)	<input type="checkbox"/> Etat <input type="checkbox"/> <b>Région</b> <input type="checkbox"/> Département <input type="checkbox"/> EPCI <input type="checkbox"/> <b>Union Européenne</b> <input type="checkbox"/> Autre (précisez)	<input type="checkbox"/> Etat <input type="checkbox"/> <b>Région</b> <input type="checkbox"/> Département <input type="checkbox"/> EPCI <input type="checkbox"/> <b>Union Européenne</b> <input type="checkbox"/> Autre (précisez)	<input type="checkbox"/> Etat <input type="checkbox"/> <b>Région</b> <input type="checkbox"/> Département <input type="checkbox"/> EPCI <input type="checkbox"/> <b>Union Européenne</b> <input type="checkbox"/> Autre (précisez)
Type de Programme ou le nom du dispositif concerné	FEADER	FEADER	FEADER	FEADER	FEADER
Type d'opération soutenue (Frais de fonctionnement, équipement, fourniture, études...	Frais de fonctionnement et prestations	Etudes	Etudes	Etudes	Equipements/ Etudes
Montant demandé	41 308.90 €	6 511.00 €	12 025.73 €	4 725.00 €	1 670 160.00 €
Montant obtenu le cas échéant					

### B. Financeurs secteur privé sollicités

	Chef de file	Partenaire 1	Partenaire 2	Partenaire 3	...
Participation du secteur privé (précisez) :	x	x	x	x	x
Emprunt	x	x	x	x	x

### C. Plan de financement détaillé par partenaires, actions et par année



## Année N

Emploi			Ressources						
Récapitulatif des dépenses prévisionnelles	N° Action	Montant des dépenses (en € TTC )	Aide FEADER sollicitée	Aide Région	Autres aides publiques	Part d'autofinancement pour lequel une aide FEADER est sollicitée	Autofinancement	Emprunts	Total (en €)
<b>Total Prévisionnel des dépenses de rémunération</b>		<b>46 143.68 €</b>	<b>36 914.94 €</b>	<b>9 228.74 €</b>	0	0	0	0	<b>46 143.68 €</b>
Chef de File : CASA	1,2,3,4,5	27 606.95 €*	22 085.54 €	5 521.39 €	0	0	0	0	27 606.95 €*
Partenaire 1 : CA 06	1,3	6 511.00 €	5 208.80 €	1 302.20 €	0	0	0	0	6 511.00 €
Partenaire 2 : SAFER	4	12 025.73 €	9 620.58 €	2 405.15 €	0	0	0	0	12 025.73 €
<b>Total Prévisionnel des dépenses sur devis</b>		<b>74 445.00 €</b>	<b>34 576.80 €</b>	<b>8 644.20 €</b>	0	0	<b>31 224.00 €</b>	0	<b>74 445.00 €</b>
Partenaire 3 : Terre de liens	4	4 725.00 €	3 780.00 €	945.00 €	0	0	0	0	4 725.00 €
Partenaire 4 : Bar-sur-Loup	4, 5	0			0	0	0	0	
Partenaire 5 : Caussols	4	X	X	X	X	X	X	X	X
Partenaire 6 : Châteauneuf	2, 4, 5	43 200.00 €	13 824.00 €	3 456.00 €	0	0	25 920.00 €	0	43 200.00 €
Partenaire 7 : Cipières	4	X	X	X	X	X	X	X	X
Partenaire 8 : La colle-sur-Loup	5	0			0	0	0	0	
Partenaire 9 : Coursegoules	5	9 600.00 €	6 144.00 €	1 536.00 €	0	0	1 920.00 €	0	9 600.00 €
Partenaire 10 : Gourdon	4	X	X	X	X	X	X	X	X
Partenaire 11 : Gréolières	4, 5	0			0	0	0	0	
Partenaire 12 : Opio	5	0			0	0	0	0	
Partenaire 13 : Le Rouret	3, 4, 5	16 920.00 €	10 828.80 €	2 707.20 €	0	0	3 384.00 €	0	16 920.00 €
Partenaire 14 : Turrettes-sur-Loup	4, 5	0	0	0	0	0	0	0	
Partenaire 15 : Valbonne Sophia Antipolis	5	0	0	0	0	0	0	0	
Partenaire 16 : Vallauris	5	0	0	0	0	0	0	0	
Partenaire 17 : Villeneuve-Loubet	2	X	X	X	X	X	X	X	X
Partenaire 18 : Symisa	5	0			0	0	0	0	
<b>Total global</b>		<b>120 588.68 €</b>	<b>71 491.74 €</b>	<b>17 872.94 €</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>31 224.00 €</b>	<b>0</b>	<b>120 588.68 €</b>

\*CASA + TERCIA+CERPAM

## Année N+1

Emploi			Ressources						
Récapitulatif des dépenses prévisionnelles	N° Action	Montant des dépenses (en € TTC )	Aide FEADER sollicitée	Aide Région	Autres aides publiques	Part d'autofinancement pour lequel une aide FEADER est sollicitée	Autofinancement	Emprunts	Total (en €)
<b>Total Prévisionnel des dépenses de rémunération</b>		<b>8 976.95 €</b>	<b>7 181.56 €</b>	<b>1 795.39 €</b>	0	0	0	0	<b>8 976.95 €</b>
Chef de File : CASA	1,2,3,4,5	8 976.95 €	7 181.56 €	1 795.39 €	0	0	0	0	8 976.95 €
Partenaire 1 : CA 06	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Partenaire 2 : SAFER	X	X	X	X	X	X	X	X	X
<b>Total Prévisionnel des dépenses sur devis</b>		<b>214 230.00 €</b>	<b>137 107. 20 €</b>	<b>34 276.80 €</b>	0	0	<b>42 846.00 €</b>	0	<b>214 230.00 €</b>
Partenaire 3 : Terre de liens	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Partenaire 4 : Bar-sur-Loup	4, 5	36 000.00 €	23 040.00 €	5 760.00 €	0	0	7 200.00 €	0	36 000.00 €
Partenaire 5 : Caussols	4	X	X	X	X	X	X	X	X
Partenaire 6 : Châteauneuf	2, 4, 5	0	0	0	0	0	0	0	0
Partenaire 7 : Cipières	4	X	X	X	X	X	X	X	X
Partenaire 8 : La colle-sur-Loup	5	38 070.00 €	24 364.80 €	6 091.20 €	0	0	7 614.00 €	0	38 070.00 €
Partenaire 9 : Coursegoules	5	0	0	0	0	0	0	0	0
Partenaire 10 : Gourdon	4	X	X	X	X	X	X	X	X
Partenaire 11 : Gréolières	4, 5	0	0	0	0	0	0	0	0
Partenaire 12 : Opio	5	0	0	0	0	0	0	0	0
Partenaire 13 : Le Rouret	3, 4, 5	0	0	0	0	0	0	0	0
Partenaire 14 : Tourrettes-sur-Loup	4, 5	42 300.00 €	27 072.00 €	6 768.00 €	0	0	8 460.00 €	0	42 300.00 €
Partenaire 15 : Valbonne Sophia Antipolis	5	42 300.00 €	27 072.00 €	6 768.00 €	0	0	8 460.00 €	0	42 300.00 €
Partenaire 16 : Vallauris	5	33 840.00 €	21 657.60 €	5 414.40 €	0	0	6 768.00 €	0	33 840.00 €
Partenaire 17 : Villeneuve-Loubet	2	X	X	X	X	X	X	X	X
Partenaire 18 : Symisa	5	21 720.00 €	13 900.80 €	3 475.20 €	0	0	4 344.00 €	0	21 720.00 €
<b>Total global</b>		<b>223 206.95 €</b>	<b>144 288.76 €</b>	<b>36 072.19 €</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>42 846.00 €</b>	<b>0</b>	<b>223 206.95 €</b>

## Année N+2

Emploi			Ressources						
Récapitulatif des dépenses prévisionnelles	N° Action	Montant des dépenses (en € TTC )	Aide FEADER sollicitée	Aide Région	Autres aides publiques	Part d'autofinancement pour lequel une aide FEADER est sollicitée	Autofinancement	Emprunts	Total (en €)
<b>Total Prévisionnel des dépenses de rémunération</b>		0	0	0	0	0	0	0	0
Chef de File : CASA	1,2,3,4,5	X	X	X	X	X	X	X	X
Partenaire 1 : CA 06	1,3	X	X	X	X	X	X	X	X
Partenaire 2 : SAFER	4	X	X	X	X	X	X	X	X
<b>Total Prévisionnel des dépenses sur devis</b>		<b>504 870.00 €</b>	<b>261 676.80 €</b>	<b>65 419.20 €</b>			<b>177 774.00 €</b>		<b>504 870.00 €</b>
Partenaire 3 : Terre de liens	4	X	X	X	X	X	X	X	X
Partenaire 4 : Bar-sur-Loup	4, 5	31 680.00 €	20 275.20 €	5 068.80 €	X	X	6 336.00 €	X	31 680.00 €
Partenaire 5 : Caussols	4	X	X	X	X	X	X	X	X
Partenaire 6 : Châteauneuf	2, 4, 5	0	0	0	0	0	0	0	0
Partenaire 7 : Cipières	4	X	X	X	X	X	X	X	X
Partenaire 8 : La colle-sur-Loup	5	38 070.00 €	24 364.80 €	6 091.20 €	0	0	7 614.00 €	0	38 070.00 €
La colle-sur-Loup + HOLDIS	5	90 240.00 €	57 753.60 €	14 438.40 €	0	0	18 048.00 €	0	90 240.00 €
Partenaire 9 : Coursegoules	5	0	0	0	0	0	0	0	0
Coursegoules/Clôtures		54 000.00 €	17 280.00 €	4 320.00 €	0	0	32 400.00 €	0	54 000 €
Partenaire 10 : Gourdon	4	X	X	X	X	X	X	X	X
Partenaire 11 : Gréolières	4, 5	22 560.00 €	14 438.40 €	3 609.60 €	0	0	4 512.00 €	0	22 560.00 €
Gréolières/Clôtures		14 400.00 €	4 608.00 €	1 152.00 €		0	8 640.00 €	0	14 400.00 €
Partenaire 12 : Opio	5	24 000.00 €	15 360.00 €	3 840.00 €	0	0	4 800.00 €	0	24 000.00 €
Partenaire 13 : Le Rouret	3, 4, 5	0	0	0	0	0	0	0	0
Le Rouret/ Clôtures		10 800.00 €	3 456.00 €	864.00 €	0	0	6 480.00 €	0	10 800.00 €
Partenaire 14 : Tourrettes-sur-Loup	4, 5	42 300.00 €	27 072.00 €	6 768.00 €	0	0	8 460.00 €	0	42 300.00 €
Tourrettes-sur-Loup/Clôtures		48 000.00 €	15 360.00 €	3 840.00 €	0	0	28 800.00 €	0	48 000.00 €

Partenaire 15 : Valbonne Sophia Antipolis	5	42 300.00 €	27 072.00 €	6 768.00 €	0	0	8 460.00 €	0	42 300.00 €
Valbonne/ clôtures		54 000.00 €	17 280.00 €	4 320.00 €	0	0	32 400.00 €	0	54 000 €
Partenaire 16 : Vallauris	5	0	0	0	0	0	0	0	0
Vallauris/ Clôtures		10 800.00 €	3 456.00 €	864.00 €	0	0	6 480.00 €	0	10 800.00 €
Partenaire 17 : Villeneuve-Loubet	2	X	X	X	X	X	X	X	X
Partenaire 18 : Symisa	5	21 720.00 €	13 900.80 €	3 475.20 €	0	0	4 344.00 €	0	21 720.00 €
<b>Total global</b>		<b>504 870.00 €</b>	<b>261 676.80 €</b>	<b>65 419.20 €</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>177 774.00 €</b>	<b>0</b>	<b>504 870.00 €</b>

## Année N+3

Emploi			Ressources						
Récapitulatif des dépenses prévisionnelles	N° Action	Montant des dépenses (en € TTC )	Aide FEADER sollicitée	Aide Région	Autres aides publiques	Part d'autofinancement pour lequel une aide FEADER est sollicitée	Autofinancement	Emprunts	Total (en €)
<b>Total Prévisionnel des dépenses de rémunération</b>		<b>0</b>	0	0	0	0	0	0	<b>0</b>
Chef de File : CASA	1,2,3,4,5	X	X	X	X	X	X	X	X
Partenaire 1 : CA 06	1,3	X	X	X	X	X	X	X	X
Partenaire 2 : SAFER	4	X	X	X	X	X	X	X	X
<b>Total Prévisionnel des dépenses sur devis</b>		<b>427 650.00 €</b>	<b>224 160. 00 €</b>	<b>70 296.00 €</b>	0	0	<b>164 394.00 €</b>	0	<b>427 650.00 €</b>
Partenaire 3 : Terre de liens	4	X	X	X	X	X	X	X	X
Partenaire 4 : Bar-sur-Loup	4, 5	0	0	0	0	0	0	0	0
Bar-sur-Loup /Clôtures		21 600.00 €	6 912.00 €	1 728.00 €	0	0	12 960.00 €	0	21 600.00 €
Partenaire 5 : Caussols	4	X	X	X	X	X	X	X	X
Partenaire 6 : Châteauneuf	2, 4, 5	0	0	0	0	0	0	0	0
Partenaire 7 : Cipières	4	X	X	X	X	X	X	X	X
Partenaire 8 : La Colle-sur-Loup	5	38 070.00 €	24 364.80 €	6 091.20 €	0	0	7 614.00 €	0	38 070.00 €
La Colle-sur-Loup/Clôtures		48 000.00 €	15 360.00 €	9 600.00 €	0		23 040.00 €	0	48 000.00 €
La colle-sur-Loup + HOLDIS	5	59 040.00 €	57 753.60 €	14 438.40 €	0	0	18 048.00 €	0	90 240.00 €
Holdis – La Colle / Clôtures		70 800.00 €	22 656.00 €	14 160.00 €	0	0	33 984.00 €	0	70 800.00€
Partenaire 9 : Coursegoules	5	0	0	0	0	0	0	0	0
Partenaire 10 : Gourdon	4	X	X	X	X	X	X	X	X
Partenaire 11 : Gréolières	4, 5	22 560.00 €	14 438.40 €	3 609.60 €	0	0	4 512.00 €	0	22 560.00 €
Gréolières/Clôtures		14 400.00 €	4 608.00 €	1 152.00 €		0	8 640.00 €	0	14 400.00 €
Partenaire 12 : Opio	5	26 760.00 €	17 126.40 €	4 281.60 €	0	0	5 352.00 €	0	26 760.00 €
Partenaire 13 : Le Rouret	3, 4, 5	0	0	0	0	0	0	0	0
Partenaire 14 : Tourrettes-sur-Loup	4, 5	42 300.00 €	27 072.00 €	6 768.00 €	0	0	8 460.00 €	0	42 300.00 €
Tourrettes-sur-Loup/Clôtures		30 000.00 €	9 600.00 €	2 400.00 €	0	0	18 000.00 €	0	30 000.00 €

Partenaire 15 : Valbonne Sophia Antipolis	5	0	0	0	0	0	0	0	0
Partenaire 16 : Vallauris	5	0	0	0	0	0	0	0	0
Vallauris/Clôtures		10 800.00 €	3 456.00 €	864.00 €	0	0	6 480.00 €	0	10 800.00 €
Partenaire 17 : Villeneuve-Loubet	2	X	X	X	X	X	X	X	X
Partenaire 18 : Symisa	5	21 720.00 €	13 900.80 €	3 475.20 €	0	0	4 344.00 €	0	21 720.00 €
Symisa/Clôtures		21 600.00 €	6 912.00 €	1 728.00 €	0	0	12 960.00 €	0	21 600.00 €
<b>Total global</b>		<b>427 650.00 €</b>	<b>224 160. 00 €</b>	<b>70 296.00 €</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>164 394.00 €</b>	<b>0</b>	<b>427 650.00 €</b>

## Année N+4

Emploi			Ressources						
Récapitulatif des dépenses prévisionnelles	N° Action	Montant des dépenses (en € TTC )	Aide FEADER sollicitée	Aide Région	Autres aides publiques	Part d'autofinancement pour lequel une aide FEADER est sollicitée	Autofinancement	Emprunts	Total (en €)
<b>Total Prévisionnel des dépenses de rémunération</b>		<b>0</b>	0	0	0	0	0	0	<b>0</b>
Chef de File : CASA	1,2,3,4,5	X	X	X	X	X	X	X	X
Partenaire 1 : CA 06	1,3	X	X	X	X	X	X	X	X
Partenaire 2 : SAFER	4	X	X	X	X	X	X	X	X
<b>Total Prévisionnel des dépenses sur devis</b>		<b>453 690.00 €</b>	<b>213 945.60 €</b>	<b>71 630.00 €</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>168 114.00 €</b>	<b>0</b>	<b>453 690.00 €</b>
Partenaire 3 : Terre de liens	4	X	X	X	X	X	X	X	X
Partenaire 4 : Bar-sur-Loup	4, 5	0	0	0	0	0	0	0	0
Bar-sur-Loup /Clôtures		21 600.00 €	6 912.00 €	1 728.00 €	0	0	12 960.00 €	0	21 600.00 €
Partenaire 5 : Caussols	4	X	X	X	X	X	X	X	X
Partenaire 6 : Châteauneuf	2, 4, 5	0	0	0	0	0	0	0	0
Partenaire 7 : Cipières	4	X	X	X	X	X	X	X	X
Partenaire 8 : La Colle-sur-Loup	5	38 070.00 €	24 364.80 €	6 091.20 €	0	0	7 614.00 €	0	38 070.00 €
La Colle-sur-Loup/Clôtures		48 000.00 €	15 360.00 €	9 600.00 €	0	0	23 040.00 €	0	48 000.00 €



La colle-sur-Loup + HOLDIS	5	90 240.00 €	57 753.60 €	14 438.40 €	0	0	18 048.00 €	0	90 240.00 €
HOLDIS – La Colle / Clôtures		70 800.00 €	22 656.00 €	14 160.00 €	0	0	33 984.00 €	0	70 800.00€
Partenaire 9 : Coursegoules	5	0	0	0	0	0	0	0	0
Partenaire 10 : Gourdon	4	X	X	X	X	X	X	X	X
Partenaire 11 : Gréolières	4, 5	22 560.00 €	14 438.40 €	3 609.60 €	0	0	4 512.00 €	0	22 560.00 €
Gréolières/Clôtures		14 400.00 €	4 608.00 €	1 152.00 €		0	8 640.00 €	0	14 400.00 €
Partenaire 12 : Opio	5	0	0	0	0	0	0	0	0
Opio/Clôtures		32 400.00 €	10 368.00 €	6 480.00 €	0	0	15 552.00 €	0	
Partenaire 13 : Le Rouret	3, 4, 5	0	0	0	0	0	0	0	0
Partenaire 14 : Tourrettes-sur-Loup	4, 5	42 300.00 €	27 072.00 €	6 768.00 €	0	0	8 460.00 €	0	42 300.00 €
Tourrettes-sur-Loup/Clôtures		30 000.00 €	9 600.00 €	2 400.00 €	0	0	18 000.00 €	0	30 000.00 €
Partenaire 15 : Valbonne Sophia Antipolis	5	0	0	0	0	0	0	0	0
Partenaire 16 : Vallauris	5	0	0	0	0	0	0	0	0
Partenaire 17 : Villeneuve-Loubet	2	X	X	X	X	X	X	X	X
Partenaire 18 : Symisa	5	21 720.00 €	13 900.80 €	3 475.20 €	0	0	4 344.00 €	0	21 720.00 €
Symisa/Clôtures		21 600.00 €	6 912.00 €	1 728.00 €	0	0	12 960.00 €	0	21 600.00 €
<b>Total global</b>		<b>453 690.00 €</b>	<b>213 945.60 €</b>	<b>71 630.00 €</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>168 114.00 €</b>	<b>0</b>	<b>453 690.00 €</b>

## Annexe 2.2 (ne pas compléter)

### PLAN DE FINANCEMENT DE LA DECISION ATTRIBUTIVE DE L'AIDE FEADER/REGION (ne pas compléter)

#### Plan de financement annexé à la décision attributive de l'aide

Emploi			Ressources						
Récapitulatif des dépenses prévisionnelles	N° Action	Montant des dépenses (en €)	Aide FEADER sollicitée	Aide Région	Autres aides publiques	Part d'autofinancement pour lequel une aide FEADER est sollicitée	Autofinancement	Emprunts	Total (en €)
Total Prévisionnel des dépenses de rémunération									
Chef de File									
Partenaire 1									
Partenaire 2									
Partenaire 3									
...									
Total Prévisionnel des dépenses sur devis									
Chef de File									
Partenaire 1									
Partenaire 2									
Partenaire 3									
Partenaire 4									
...									
<b>Total global</b>									



L'Europe investit dans les zones rurales



Région  
Provence  
Alpes  
Côte d'Azur

## NOTICE D'INFORMATION A L'ATTENTION DES BENEFICIAIRES POTENTIELS DU DISPOSITIF

STRATEGIES LOCALES DE DEVELOPPEMENT POUR LA PRESERVATION ET LA MISE EN  
VALEUR DU FONCIER AGRICOLE ET NATUREL

### DISPOSITIF 16-7.1 DU PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT RURAL DE LA REGION PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR

#### Formulaire de demande d'aide :

Vous devez envoyer à la Région PACA :

- **3 exemplaires en original** complété et accompagné des pièces justificatives par courrier à l'adresse suivante :

**REGION PROVENCE ALPES COTE D'AZUR**  
**Direction des Affaires Européennes**  
**Service Gestion des Fonds Européens -Unité FEADER**  
**Hôtel de Région**  
**27 place Jules Guesde**  
**13 481 MARSEILLE CEDEX 20**

- **un exemplaire par courriel** à l'adresse :  
**feader@regionpaca.fr**

#### Objectifs

La mesure permet de soutenir le développement de stratégies locales de développement portées par des partenariats public privé à l'échelle d'un territoire pertinent qui concourent à :

- préserver le foncier agricole et naturel au moyen de démarches réglementaires de protection ;
- valoriser la gestion des espaces agricoles et naturels : lutte contre les friches et reconquête d'espaces agricoles abandonnés à intérêt environnemental et/ou paysager ; lutte contre les risques d'incendie, d'inondation, par un entretien durable et raisonné des milieux naturels non productifs.
- améliorer l'organisation et la structuration foncière de ces espaces.

Dans ce cadre est éligible :

- le coût des études en faveur de la création de Zone Agricole Protégée (ZAP), de périmètres de protection et valorisation des espaces agricoles et naturels périurbains (PAEN) ou d'études agricoles et naturelles (SCOT) (PLU) (2ème alinéa de l'article L.122-1-5 du Code de l'urbanisme).
- le coût des études de diagnostic et recensement des friches d'intérêt paysager ou environnemental, étude préalable à l'aménagement foncier agricole et forestier ;
- l'animation nécessaire (réorganisation foncière, reconquête de friches, mise en œuvre des procédures de biens vacants et sans maîtres) ;
- les coûts directs liés à la mise en œuvre du projet (prestation remise en état de friches, acquisition foncière et immobilière, réhabilitation de fermes communales).

#### 1- PRECISIONS SUR LE FORMULAIRE A COMPLETER

##### Principales pièces à joindre :

Vous devez obligatoirement fournir au service instructeur avec votre formulaire de demande d'aide l'ensemble des pièces justificatives listées en page 5 du formulaire (selon votre situation).

Il convient d'apporter une vigilance particulière sur les points qui peuvent découler d'obligations particulières et spécifiques de chacun des partenaires, notamment les points suivants :

- possibilité ou non de prendre en compte la TVA selon que le partenaire qui a supporté la dépense récupère ou non la TVA ;
- possibilité ou non de bénéficier du FEADER en contrepartie de l'autofinancement en fonction du statut du partenaire (personne publique, ...) ;
- passation de marchés publics ;
- type de régimes d'aides d'Etat susceptibles de s'appliquer.

N'hésitez pas à transmettre tout autre document complémentaire qui vous semblerait important dans l'analyse et la compréhension de votre projet.

#### ATTENTION :

##### **Tout dossier incomplet sera déclaré irrecevable.**

Le dépôt du dossier ne vaut, en aucun cas, engagement de la part des financeurs publics de l'attribution d'une subvention.

**Tout commencement d'exécution avant la date de dépôt du dossier de demande de subvention peut entraîner son inéligibilité partielle ou complète.**

#### Rubrique « identification du chef de file » :

Les projets de la mesure 16 (coopération) du PDR doivent obligatoirement être partenariaux. L'objectif du partenariat est de constituer un groupe de projet qui rassemble toutes les compétences et les savoir-faire nécessaires pour mener le projet à bien.

Un partenaire est une entité juridique qui consacre des moyens au projet, que ce soit des moyens financiers, techniques ou humains. Cependant, les partenaires ne sont pas obligés de déposer une demande de financement au titre du FEADER.

Si le groupe de projet ne dispose pas d'une personnalité morale et juridique (avec des membres relevant des différents collèges d'acteurs désirés), il est obligatoire de désigner un responsable du projet, chef de file de l'opération.

Le chef de file sera l'interlocuteur privilégié des financeurs concernant les aspects administratifs du dossier ; il devra s'assurer du dépôt du dossier global (présentation des actions, demande financière au nom de l'ensemble des partenaires, reversement des subventions reçues aux partenaires,...). Une convention de partenariat entre tous les membres doit être établie (selon un modèle proposé en annexe du formulaire-type de subvention) fixant les modalités précises de la coopération (engagements de chaque partenaire, coûts supportés par chacun, règles de gouvernance du projet, le cas échéant les règles relatives à la propriété intellectuelle et matérielle, ainsi que les modalités de redistribution de l'aide).

Les partenaires doivent établir ensemble **un dossier technique et son plan de financement**, qui servent également d'annexes techniques et financières au projet de convention de partenariat ; ces annexes techniques et financières permettent de compléter le formulaire de demande de subvention.

Les partenaires du projet de coopération peuvent ou non être bénéficiaires de l'aide : **l'ensemble des partenaires doivent cependant être signataires de la convention de partenariat.**

#### Rubrique « Intitulé du projet »

Choisissez un titre court et explicite qui traduit la problématique à laquelle le projet veut répondre.

Le descriptif détaillé est développé dans le dossier technique figurant en annexe de la convention de partenariat. A noter que la présentation du projet dans le cadre du dossier technique est libre

mais doit présenter les éléments précisés en annexe 1 du formulaire de demande de subvention.

Précisez le territoire couvert par votre projet.

Le service instructeur pourra sur ce dernier point vous demander des éléments supplémentaires si l'instruction de votre dossier le nécessite.

#### Rubrique « Caractéristiques du projet »

##### *Composition du partenariat*

Les projets doivent être collectifs avec au minimum deux entités distinctes et indépendantes.

Le siège social (ou un établissement actif ou une implantation) des partenaires doit être situé en région PACA. Cette condition ne s'applique pas pour les organismes spécialisés lorsque les compétences ou expertises nécessaires au projet de coopération n'existent pas sur le territoire régional.

##### *Calendrier prévisionnel*

Merci de remplir attentivement la partie c) Calendrier prévisionnel du projet.

Une opération n'est pas éligible si elle a été matériellement achevée ou totalement mise en œuvre avant le dépôt de la demande d'aide.

La date de début du projet correspond au début des activités, l'événement qui se produit le plus tôt étant retenu, soit le premier engagement créant des obligations juridiques à caractère définitif de faire exécuter des travaux ou des services (bon de commande ferme ou ordre de service), ou d'acquiescer des équipements, des matériels ou des fournitures **à l'exclusion des études de faisabilité préliminaires.**

L'aide est limitée à une période maximale de 5 ans. L'opération devra être achevée (dernier justificatif de dépense) dans un délai de 5 ans à compter de la date de signature de la décision d'attribution de l'aide.

##### *Critères administratifs et financiers liés au chef de file*

Ces éléments d'information seront évalués et permettront de juger des capacités administratives et financières du chef de file (critères de sélection).

#### Rubrique « dépenses prévisionnelles » :

Cette rubrique compile les informations inscrites en annexes 2 et 3 du formulaire.

Ces annexes 2 et 3 sont complétées en vous appuyant sur le Plan d'actions figurant en annexe de la convention de partenariat qui précise, par action finalisée, le total des dépenses supportées par chacun des partenaires du projet.

Vous pouvez ajouter autant de lignes que de dépenses dans le tableau et détailler les différentes natures de dépenses prévues.

Chaque dépense présentée doit être justifiée soit par :

- Bulletin de salaire ou contrat de travail prévisionnel si dépenses de personnels,
- Devis ou pièces du marché indiquant le montant de la dépense prévisionnelle.

##### *Annexe 2 Prévisionnel des dépenses de rémunération :*

Présentez les frais de personnel liés à l'organisation du projet et à son suivi (salaires chargés, y compris indemnités et primes).

Les dépenses de fonctionnement seront financées durant une durée maximum de 2 ans.

**Attention, le suivi de ce temps de travail nécessite la mise en place ou l'usage au sein des structures concernées d'un outil de suivi du temps de travail journalier.**

**Pour tous les porteurs de projets non soumis au code des marchés publics,** il faudra joindre au dossier :

- 3 devis comparatifs pour les natures de dépenses au-dessus de 500 €.

Les devis sont présentés par investissement y compris pour les investissements immatériels (prestations de services). Ces devis devront provenir de fournisseurs différents sauf justification argumentée et considérée comme recevable par le service instructeur.

Précisez dans l'annexe 3, le montant du devis choisi. Si la dépense est éligible, le montant retenu à l'instruction sera celui du devis le moins onéreux sauf justification argumentée et considérée comme recevable par le service instructeur.

**Pour tous les établissements soumis au code des marchés publics,** ils doivent s'y conformer et fournir les pièces du marché permettant de justifier le caractère raisonnable des coûts et estimatif détaillé des investissements prévus.

**Attention,** la notification d'attribution du marché de travaux ne peut être transmise au bénéficiaire retenu par la commission d'appel d'offres avant la date de dépôt (début d'éligibilité des dépenses) de la demande d'aide.

Le marché de maîtrise d'œuvre (réalisation d'éléments de conception et d'assistance, réalisation d'études préalables à l'opération FEADER...) ne constitue pas un commencement d'exécution pour l'opération FEADER.

**Rubrique «Convention de partenariat» (annexe 6)**

**Votre partenariat devra être formalisé au travers d'un projet de convention de partenariat à joindre au dossier de demande de subvention.**

**Renseignez le modèle de convention de partenariat présentée en annexe 6** qui permet de fixer les engagements de chaque partenaire et notamment les coûts supportés par chacun, précisant les règles de gouvernance du projet, nommant le porteur / chef de file du projet, définissant le cas échéant les règles relatives à la propriété intellectuelle, ainsi que les modalités de redistribution de l'aide.

Les partenaires, dont le chef de file, établissent un dossier technique et son plan de financement, qui servent également d'annexes techniques et financières, au projet de convention de partenariat et permettent de compléter les tableaux des annexes 2 et 3.

**Recommandations relatives à la convention de partenariat Chef de file**

Le Guichet Unique Service Instructeur ne connaîtra qu'un seul bénéficiaire, le chef de file.

A cette fin les partenaires, dont le chef de file, établissent un dossier technique et son plan de financement ainsi qu'un **projet** de convention de partenariat.

Les annexes de la convention de partenariat reprennent :

a) le dossier technique : description de l'opération conformément à la demande d'aide en particulier un plan d'actions prévisionnel détaillant les actions conduites par chacun des partenaires (dont le chef de file), la planification des actions, les livrables attendus de ces actions, des éléments de calendrier. Le cas échéant, des éléments de suivi et d'évaluation (liste des indicateurs et calendrier...)

b) une annexe financière qui comprend

- un plan de financement prévisionnel détaillé par partenaire (dont le chef de file) (Annexe 2.1)
- le plan de financement global similaire à celui de la décision attributive d'aide (Annexe 2.2)

NB : L'annexe 1 du formulaire de demande d'aide spécifie les éléments attendus dans le dossier technique et dans le plan de financement prévisionnel.

**Signature de la demande d'aide**

Chacun des partenaires donne mandat au chef de file de déposer et signer la demande d'aide.

La procédure de mandat doit s'accompagner de pièces justificatives (preuves d'identité/ d'existence légale des mandants ainsi que leur capacité à engager leur structure).

**Finalisation de la convention de partenariat :**

Afin que la convention de partenariat puisse intégrer le plan de financement annexé à la décision attributive de l'aide, le service instructeur, après instruction de la demande d'aide, transmet au chef de file le tableau financier (dépenses éligibles/subventions...) qui sera proposé en comité de programmation.

Le chef de file et les partenaires finaliseront le projet de convention de partenariat en complétant l'annexe 2.2 sur la base des données transmises par le service instructeur.

La convention de partenariat est signée par le chef de file et les partenaires avant la décision attributive de l'aide ou concomitamment.

**2- SUITE DE LA PROCEDURE**

**Instruction :**

Après dépôt de votre dossier, le GUSI (Guichet Unique Service Instructeur) vous envoie un récépissé de dépôt de dossier. Il contrôle ensuite la complétude administrative. A l'issue de ce contrôle, vous recevez soit une attestation de non recevabilité, soit une attestation de dossier complet.

La demande fait l'objet d'une instruction par le GUSI qui prend notamment en compte le respect des critères communautaires et nationaux de recevabilité et d'éligibilité ainsi que la conformité du projet avec les orientations et les priorités retenues au titre de la programmation FEADER 2014-2020. Il peut vous être demandé des pièces supplémentaires si l'instruction de votre dossier le nécessite.

**Sélection :**

Les projets retenus feront l'objet d'un classement par notes, selon les critères définis dans l'appel à propositions, et seront acceptés jusqu'à épuisement de l'enveloppe financière pour les projets ayant obtenu une note d'au moins 110 pour les critères de la catégorie 1 et d'au moins 25 pour les critères de la catégorie 3.

**Programmation/conventionnement ou rejet :**

Afin que la convention de partenariat puisse intégrer le plan de financement annexé à la décision attributive de l'aide, le service instructeur, après instruction de la demande d'aide, transmet au chef de file le tableau financier (dépenses éligibles/subventions...) qui sera proposé en comité de programmation.

Après passage en comité de programmation, vous recevrez soit une décision juridique attributive de subvention, soit une lettre vous indiquant que votre demande est rejetée avec les motifs du rejet. La décision d'attribution de subvention vous précise le montant et la nature des dépenses retenues ainsi que le calendrier de réalisation de votre projet.

La décision attributive d'aide est signée par l'autorité de gestion et le chef de file.

## Païement :

Si une subvention prévisionnelle vous est attribuée, il faudra fournir au guichet unique vos justificatifs de dépenses et remplir un formulaire de demande de paiement, pour obtenir le paiement de cette subvention.

Le chef de file établit les demandes de paiement. Il encourt des sanctions s'il présente, au moment de sa demande de paiement, des dépenses qui ne sont pas éligibles et non retenues. En cas d'anomalie constatée dans les demandes de paiement, l'organisme payeur demandera au chef de file de rembourser les paiements indus.

Ce formulaire de demande de paiement vous aura été envoyé lors de la notification de la décision attributive de subvention FEADER, il devra être accompagné des justificatifs des dépenses réalisées (factures acquittées par les fournisseurs ou si cela n'est pas possible, fourniture de pièces probantes de valeur équivalente).

La subvention du Fonds Européen Agricole de Développement Rural ne pourra vous être versée qu'après le paiement effectif des subventions des autres financeurs publics.

### 3- MODIFICATION DU PROJET, DU PLAN DE FINANCEMENT, DES ENGAGEMENTS.

Vous ne pouvez pas modifier le contenu de votre projet sans avoir **au préalable** informé le service instructeur par lettre recommandée avec accusé de réception. Ces modifications peuvent porter notamment sur le plan de financement du projet, la nature des dépenses aidées, leur finalité, leur localisation.

Le service instructeur statuera sur la suite à donner.

Les modifications apportées au projet peuvent donner lieu à une modification de la décision attributive initiale. Une modification trop importante du projet en ce qui concerne sa finalité, la nature des dépenses aidées, leur propriété, leur localisation, ou leur maintien en activité pourra entraîner l'annulation de l'aide et le reversement des sommes perçues.

### 4- PUBLICITE DE L'AIDE EUROPEENNE et de LA REGION PACA.

#### a) Publicité relative au soutien octroyé par le Feader à l'opération

Conformément à l'annexe III du règlement d'exécution (EU) n°808/2014 de la Commission du 17 juillet 2014, toutes les actions d'information et de communication menées par le bénéficiaire témoignent du soutien octroyé par le Feader à l'opération par l'apposition de l'emblème de l'Union et d'une mention faisant référence au soutien du Feader.

**Pendant la mise en œuvre d'une opération**, le bénéficiaire informe le public du soutien octroyé par le Feader :

- en donnant sur son éventuel site web à usage professionnel, dès lors qu'un tel site existe, et quand un lien peut-être établi entre ledit site et le soutien apporté à l'opération, une description succincte de l'opération, proportionnée au niveau de l'aide, y compris de sa finalité et de ses résultats, et mettant en lumière le soutien financier apporté par l'Union Européenne;

- en apposant, :

pour les opérations dont le soutien public total est supérieur à 10 000 EUR, une affiche présentant des informations sur l'opération (dimension minimale: A3) et mettant en lumière le soutien financier apporté par

l'Union Européenne, en un lieu aisément visible par le public, tel que l'entrée d'un bâtiment ;

pour les opérations dont le soutien public total est supérieur à 50 000 € €, une plaque explicative (dimension minimale : A1) présentant des informations sur le projet, et mettant en évidence le soutien financier obtenu de l'Union Européenne ; en un lieu aisément visible par le public, tel que l'entrée d'un bâtiment ;

pour les opérations de financement d'infrastructures ou de constructions dont le soutien public total est supérieurs à 500 000 € un panneau temporaire de dimensions importantes (dimension minimale :A1) en un lieu aisément visible par le public, tel que l'entrée d'un bâtiment.

**Au plus tard trois mois après l'achèvement d'une opération**, le bénéficiaire appose une plaque ou un panneau permanent de dimensions importantes, en un lieu aisément visible par le public, pour chaque opération satisfaisant aux critères suivants:

- l'aide publique totale octroyée à l'opération dépasse 500 000 EUR;
- l'opération porte sur l'achat d'un objet matériel ou sur le financement de travaux d'infrastructure ou de construction.

Ce panneau indique le nom et l'objectif principal de l'opération et met en évidence le soutien financier de l'Union.

Les affiches, panneaux, plaques et sites web comportent la description du projet/de l'opération, ainsi que l'emblème de l'Union européenne assorti d'une explication du rôle de l'Union, au moyen de la mention suivante :

*«Fonds européen agricole pour le développement rural: l'Europe investit dans les zones rurales».*

Ces informations occupent au moins 25 % du panneau, de la plaque ou du site web.

Chaque action d'information et de publicité affiche l'emblème de l'Union conformément aux normes graphiques présentées à l'adresse : [europe.regionpaca.fr](http://europe.regionpaca.fr)

#### **b) Obligation d'information du public en cas de cofinancement régional (le cas échéant)**

En cas de diffusion de documents d'information et de communication destinés au public concernant le projet subventionné par la Région, le bénéficiaire s'engage à faire état de l'aide régionale par tout moyen autorisé par l'Institution, telle l'apposition du logo régional.

En particulier, les panneaux de chantier doivent comporter l'indication de l'aide régionale et faire figurer le logo régional et celui des autres financeurs de façon identique.

Le bénéficiaire autorise la Région à effectuer tout enregistrement visuel ou sonore du projet subventionné qu'elle juge utile. Il autorise également la diffusion de ces enregistrements par les soins de la Région ou de ses représentants dûment autorisés.

### 5-LES CONTROLES ET LES CONSEQUENCES FINANCIERES EN CAS DE NON-RESPECT DE VOS ENGAGEMENTS.

Le contrôle administratif consiste en l'analyse par le service instructeur de votre demande de paiement et des justificatifs que vous aurez joints à cette demande. Le service instructeur vérifie par exemple :

- l'absence de procès verbal d'infraction ou de mise en demeure auprès des services spécialisés (services vétérinaires, répression des fraudes, inspection des installations classées...),
- la conformité du projet réalisé par rapport à celui prévu,
- la cohérence des différentes pièces présentées.

Au moment de la demande de paiement du solde, le service instructeur vérifie la réalité des dépenses par une visite des lieux. Il



n'autorisera le paiement effectif de la subvention qu'après ce déplacement, si aucune anomalie n'est relevée à cette occasion.

Enfin, l'administration peut procéder chez certains bénéficiaires à un contrôle approfondi, après information du bénéficiaire 48h à l'avance :

**Le contrôle approfondi porte sur tous les renseignements fournis et sur vos engagements.**

Le contrôleur doit vérifier l'exactitude des éléments indiqués dans les formulaires de demande d'aide et de demande de paiement, et le respect des engagements et des attestations sur l'honneur.

**Autres pièces qui peuvent être demandées lors d'un contrôle approfondi :**

En cas de contrôle, vous devrez notamment fournir :

- La comptabilité de l'entreprise,
- Les relevés de compte bancaire,
- Les bons de commande, ordres de service, bons de livraison,
- Pour les structures soumises à autorisation : les rapports de conformité avec les cahiers des charges en matière d'effluents,
- Les justificatifs correspondants à vos engagements et attestations sur l'honneur.

**Points vérifiés lors du contrôle approfondi :**

Les points essentiels faisant l'objet d'un contrôle sont les suivants :

- Conformité de l'entreprise au regard de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), au regard de la réglementation en matière d'hygiène alimentaire, le cas échéant au regard de la réglementation en matière de bien-être des animaux (respect des normes en matière de stockage des animaux, d'anesthésie, etc...),
- Conformité du projet réalisé avec le projet initial,
- Situation juridique et comptable des investissements subventionnés,
- Respect de la finalité du projet,
- Fonctionnalité générale de l'ouvrage et état d'entretien,
- Respect des engagements,
- Conformité des déclarations faites dans le formulaire de demande.

En cas d'anomalie constatée, le service instructeur vous en informe et vous met en mesure de présenter vos observations.

**ATTENTION :**

**En cas de fraude, de fausse déclaration, de refus de contrôle :**

- les aides accordées seront annulées. Vous devrez reverser les aides perçues et serez sanctionné financièrement,
- vous pourrez être poursuivi pénalement.

**En cas d'anomalie (sauf cas de force majeure), une sanction proportionnée à la gravité de l'anomalie constatée sera appliquée.**

**Direction des Affaires Européennes  
Service Gestion des Fonds Européens  
Unité FEADER  
Hôtel de Région  
27 place Jules Guesde  
13 481 MARSEILLE CEDEX 20**

**Tél : 04 91 57 50 57**

**E mail : [feader-information@regionpaca.fr](mailto:feader-information@regionpaca.fr)  
[der-information@regionpaca.fr](mailto:der-information@regionpaca.fr)**

## **6- TRAITEMENT DE L'INFORMATION**

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à instruire votre dossier de demande d'aide publique. Les destinataires des données sont le Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, l'Agence de Services et de Paiement et les autres financeurs. Conformément à la loi «informatique et libertés» modifiée du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit et obtenir communication des informations vous concernant, veuillez vous adresser à la Région PACA.

## **7- COORDONNEES DU SERVICE INSTRUCTEUR**

**REGION PROVENCE ALPES COTE D'AZUR**

**AR receptionné - Imprimer**

Date de l'acte :	06/11/2017
Numéro :	BC_2017_190
Nature :	DE - Deliberations
Objet :	Stratégies locales de développement pour la préservation et la mise en valeur du foncier agricole et naturel - Appel à projet FEADER - Demande de subvention
Matière :	8.8 - Environnement
<b>Interlocuteur</b>	
Nom :	VINCENT Laurence

**Suivi des transactions****Accusé d'envoi**

Identifiant : PSVaTIZ

**Accusé de réception préfecture**

Date de réception : 14/11/2017  
Identifiant : 006-240600585-20171106-BC\_2017\_190-DE

**Acte reçu**

Date : 06/11/2017  
Numéro interne : BC\_2017\_190  
Code nature : 1  
Code matière 1 : 8  
Code matière 2 : 8  
Objet : Stratégies locales de développement pour la préservation et la mise en valeur du foncier agricole et naturel - Appel à projet FEADER - Demande de subvention  
Classification utilisée : 19/04/2017  
Document : 006-240600585-20171106-BC\_2017\_190-DE-1-1\_1.PDF

**Annexes**

Nombre : 3  
006-240600585-20171106-BC\_2017\_190-DE-1-1\_2.PDF  
006-240600585-20171106-BC\_2017\_190-DE-1-1\_3.PDF  
006-240600585-20171106-BC\_2017\_190-DE-1-1\_4.PDF